# lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 149 - SEMAINE DU 6 AU 12 JUILLET 1971 PRIX : 2 F

## VIETNAM

# les U.S.A. s'apprêtent-ils à reconnaître leur défaite ?

# En France la presse est libre...

## Antilles :

# "COMBAT OUVRIER" TOUJOURS RETENU PAR LA POLICE SUR ORDRE DU PRÉFET

**LE numéro 2 du mensuel trotskyste antillais** Combat Ouvrier **est paru en France. Outre un éditorial sur « Mai-Juin 1971, le prolétariat de France en lutte », le journal comprend un article sur la « Grève du personnel hospitalier dans la région de Basse-Terre », et un autre sur « la reprise dans le bâtiment ». Il traite également dans l'article « Les travailleurs et la jeunesse font face à la municipalité « communiste » et aux képis rouges », de l'attitude stalinienne du P.C.G. à Capesterre et de la répression. Enfin, un article sur « La scission au sein du G.O.N.G. » montre les limites de ce mouvement nationaliste.**

**Mais si les Français et les travailleurs antillais immigrés pourront lire** Combat Ouvrier, **puisqu'il ne fait l'objet d'aucune saisie en France, les habitants de Pointe-à-Pitre, de Capesterre ou de Fort-de-France, eux, ne pourront se le procurer.**

**Le numéro 1 de** Combat Ouvrier, **daté du 24 mai 1971 est en effet toujours bloqué à Pointe-à-Pitre, par Police Air-Frontière et le numéro 2 va subir le même sort.**

**Officiellement,** Combat Ouvrier **n'est pas « saisi », mais « retenu pour information »... depuis un mois ! Il faut croire que le préfet Brunon n'est pas très doué pour la politique, puisqu'au bout d'un mois, il n'a pas encore été capable de se prononcer sur le sort réservé aux quatre pages de** Combat Ouvrier. **Il montre ainsi que les lois qui, en France, garantissent malgré tout un minimum de liberté de presse ne sont pas applicables dans les soi-disant départements d'Outre-Mer.**

**Les travailleurs antillais peuvent ainsi se rendre compte de la grande différence qu'il y a entre la réalité coloniale et les déclarations ronflantes sur « la liberté » par les ministres de passage...**

**Mais face à cet acte d'arbitraire, les travailleurs antillais s'organisent. La lettre ouverte que M. Beaujour — correspondant en Guadeloupe du journal — a adressée au préfet, a été diffusée dans Pointe-à-Pitre. Un** Comité de Soutien à Combat Ouvrier **s'est créé qui, à l'aide de nombreux tracts, informe l'opinion publique, et qui rencontre la sympathie de larges couches de la population.**

**Mais pourquoi le préfet Brunon veut-il empêcher la sortie de** Combat Ouvrier ? **Tout simplement parce que les idées défendues par** Combat Ouvrier **sont des idées révolutionnaires. Parce que** Combat Ouvrier **veut par ses analyses aider la classe ouvrière des Antilles à construire le parti ouvrier qui lui fait défaut.**

**C'est pour cela que ces messieurs ont peur. Et c'est pour cela qu'ils s'opposent à la sortie du journal.**

**Mais s'ils sont assez naïfs pour croire qu'il suffit d'entraver la vente d'un journal pour barrer la route aux idées révolutionnaires, ils se trompent.**

**Déjà,** Combat Ouvrier **est « connu » en Guadeloupe et en Martinique. Déjà, de nombreux travailleurs et jeunes savent ce que le journal veut défendre, et ils sont prêts à se battre pour que la liberté de presse soit respectée.**

**Et ici, en « Métropole », tous les révolutionnaires, tous ceux qui sont solidaires de la lutte des peuples opprimés par le colonialisme français, tous ceux qui n'acceptent pas de voir le gouvernement français fouler aux pieds la liberté de la presse, doivent faire entendre leur protestation et se mobiliser pour le droit des Antillais à lire la presse de leur choix.**

# "Rouge" en correctionnelle

*APRES le procès qui a frappé de plus d'un million d'A.F. d'amendes l'*Idiot International, *après l'inculpation de Sartre pour des articles vieux d'un an publiés dans la* Cause du Peuple, *c'est maintenant* Rouge, *l'hebdomadaire de la Ligue Communiste qui est visé. Son directeur Michaloux doit passer le 6 juillet devant la 17e chambre correctionnelle.*

*Cinq fois inculpé pour diffamations envers la police pour des articles évoquant en particulier l'affaire Thévenin ou accusant certains policiers de faux témoignages ou de complicité avec les fascistes lors des incidents du Palais des Sports, le journal risque une lourde peine.*

*Au-delà de la volonté affirmée par Marcellin de défendre sa police, outragée paraît-il, cette cascade de poursuites, qui n'épargne pas notre journal (voire les affaires évoquées dans ce numéro et le précédent), menace d'entraîner l'affaiblissement sinon la disparition de la presse révolutionnaire en l'attaquant au point le plus sensible : ses limites financières.*

*Alors que la liberté d'association vient d'être soumise à autorisation préalable des préfets, alors que les droits de manifestation et de réunion sont rigoureusement mesurés, la liberté de presse est ainsi mise en cause.*

*Mais cette fois encore, comme lors de la première tentative d'étouffer* la Cause du Peuple, *la solidarité s'organise et un mouvement d'opinion se fait jour. La grande presse a évoqué l'affaire empêchant le pouvoir d'agir dans le silence et un grand nombre d'intellectuels et de militants viennent de signer une pétition où ils* « affirment leur solidarité avec les articles incriminés et se déclarent prêts à venir témoigner lors du procès, montrant ainsi leur volonté de s'opposer à l'installation progressive en France d'un Etat policier. » Lutte Ouvrière *ne peut que s'associer à cette pétition.*

## Dijon :

# Fait divers

*Le mardi 22 juin, la diffusion du bulletin* Lutte Ouvrière *des chèques postaux de Dijon fut interrompue par l'intervention de policiers, venus pour vérification d'identité.*

*Ceux-ci voyant 2 jeunes gens s'enfuir, les ont poursuivis en voiture, sans savoir s'ils étaient ou non les diffuseurs.*

*Au bout de quelques minutes de poursuite, ils en attrapèrent un et aux cris de* « salopards » *et de* « on vous aura un jour », *le frappèrent fortement. Puis, aux yeux des passants étonnés, le firent entrer dans la voiture en l'injuriant. Peu après, ils récupérèrent l'autre.*

*Malgré les protestations du premier jeune qui ne faisait que discuter avec le diffuseur, mais prit la fuite avec lui, les flics justifièrent leur attitude en prétextant qu'il n'aurait pas dû s'enfuir car ils n'étaient là que pour vérifier des identités...*

*Cela prouve une nouvelle fois que dans notre société il suffit d'être gauchiste ou prétendu tel ou simplement jeune pour être victime de l'arbitraire policier.*

# Rideau de fer !

Un nouveau livre, récemment édité chez Maspero vient d'être interdit à la vente, l'exposition, la circulation, sur l'ensemble du territoire.

Il s'agit de **« la grande mystification du Congo-Kinshasa »** de Cléophas Kamitatu, ancien gouverneur de Léopoldville sous Lumumba, compagnon de prison de Gizenga, actuellement en exil.

Les motifs ? On ne les a même pas exposés, tout ce que l'on sait c'est que c'est le ministre de l'intérieur (!) lui-même qui a pris l'arrêté d'interdiction en fonction de l'article 14 de la loi sur la presse qui lui permettait d'agir ainsi à l'encontre de **« tout écrit de provenance étrangère ».**

Voilà qui relève de l'arbitraire pur et simple.

Et pour faire bonne mesure, une information a été ouverte contre l'éditeur pour **« injure à chef d'Etat étranger »** (article 36 de la loi sur la presse).

Il ne s'agissait pourtant pas d'un livre susceptible de **« troubler l'ordre public en France »,** motif invoqué lors des précédentes interdictions. Il faut donc croire que l'actuel gouvernement congolais est bien en cour à l'Elysée et que Marcellin n'a rien à refuser au général Mobutu..

Et vive la liberté d'expression !

# VIVE LA LIBERTE DE LA PRESSE

**NOUS avons relaté, dans notre dernier numéro, comment** Lutte Ouvrière **avait été condamnée à 3.000 francs de dommages-intérêts pour avoir publié un montage-photo représentant un policier avec une pancarte « nos 40 heures ».**

**Cette semaine, nous faisons part à nos lecteurs d'un jugement du tribunal pour enfants de Belfort qui condamne un jeune vendeur de** Lutte Ouvrière **pour** « outrages à agent dans l'exercice de ses fonctions ». **Cette nouvelle condamnation a été l'aboutissement d'un scénario désormais classique : des policiers, sur ordre, interpellent systématiquement les vendeurs de notre journal et vérifient à chaque fois leur identité. Lors de l'une de ces interpellations, une centaine de personnes se rassemblent et scandent : « Liberté d'expression ». La vengeance des argousins mortifiés ne va pas tarder à s'exercer : un de nos camarades est inculpé pour avoir dit : « Voyez comme on fait fi de la liberté ». C'est tout. Mais suffisant pour « justifier » une amende de 500 francs.**

**Quant aux magistrats, ils ne ménagent pas leurs efforts pour remonter dans l'estime de M. Tomasini.**

**La suite au prochain numéro.**

# La presse U.S.

# Une liberté à la mesure de la richesse américaine

PAR 6 voix contre 3, la Cour Suprême américaine a tenu tête au gouvernement des Etats-Unis et à l'administration Nixon. Le refus ainsi marqué par cette institution d'entériner la décision gouvernementale visant à interdire la publication par divers journaux américains du rapport Mac Namara sur la guerre du Viet Nam représente certes une incontestable victoire de la presse américaine, un soufflet à l'arbitraire, ressenti comme tel, par un exécutif qui sous couvert d'atteinte à la sécurité de l'Etat, visait en fait à créer un dangereux précédent de censure en contradiction avec les lois sur la liberté de presse stipulées dans la constitution de ce pays.

Dans ce pays où l'exemple vient de haut de l'usage quotidien des armes, de l'assassinat politique (ainsi des Panthères Noires froidement abattus dans les rues des ghettos ou dans leur chambre), du mensonge et de la guerre, mais où l'on voit des officiers sommés de passer devant des tribunaux et venir rendre compte de leurs crimes crapuleux comme ce fut le cas du lieutenant Calley pour le massacre de My-Lay, cette opposition entre la violence la plus sordide et un certain respect des règles du jeu démocratique marque la vie politique américaine.

Bien sûr nos journalistes à la petite semaine, valets aux ordres du gouvernement, ont de quoi bêler d'admiration devant cette décision de la Cour Suprême. Ceux que le gouvernement français a habitués à la censure préalable, au « caviardage » systématique qui s'il ne se traduit pas comme dans les journaux tsaristes par des colonnes laissées blanches, n'en existe pas moins, plus masquée et plus insidieuse, ceux-là ont de quoi rêver devant la publication par plusieurs journaux américains d'un rapport marqué du sceau « Top Secret » et jusque là ultra confidentiel. La bourgeoisie américaine, sûre d'elle-même dans toute sa puissance, n'a finalement rien à craindre d'une indiscrétion, même si elle a la taille du rapport Mac Namara. Sa tolérance est à la mesure de sa force, sa compréhension de la démocratie à la hauteur de sa richesse. Une force que notre faible bourgeoisie et des hommes politiques doivent bien lui envier eux qui sont obligés de se livrer à des facéties mesquines et ridicules, que ce soit l'interdiction d'Hara-Kiri pour une première page désobligeante, ou encore l'ordre donné à l'O.R.T.F. de ne pas laisser parler J.J.S.S. (député de Nancy) aux Informations régionales lorraines.

**Nicole BLETTRY.**

# *Éditorial*

## VIETNAM :

# Les U.S.A. s'apprêtent-ils à reconnaître leur défaite ?

**SOMMES-NOUS à un tournant de la guerre du Vietnam ? Si les réactions américaines aux nouvelles propositions du G.R.P. sud vietnamien ne permettent pas de l'affirmer, les « éléments positifs » que le gouvernement américain déclare y avoir découverts incitent tout de même à penser que nous entrons dans une nouvelle phase... la dernière peut-être.**

**Ce n'est pourtant pas que les propositions faites jeudi dernier par Mme Binh, déléguée du G.R.P. aux négociations de Paris indiquent une modification profonde de l'attitude du F.N.L. ou du gouvernement de Hanoï. Certes le « plan de paix » du G.R.P. propose explicitement, maintenant, que les deux parties se mettent d'accord en même temps sur le retrait des troupes américaines et la libération de tous les prisonniers, y compris les prisonniers américains au Nord Vietnam. Or ces prisonniers servaient ces derniers temps d'ultime argument à Nixon pour justifier la poursuite de la guerre.**

**Mais chacun sent bien que le sort des pilotes américains tombés au Nord Vietnam n'est qu'un prétexte. Qu'importent ces quelques centaines d'hommes au gouvernement américain, lui qui depuis des années a envoyé à la mort dans les rizières, les jungles ou le ciel indochinois des milliers de jeunes américains. Si le sort de ces boys lui tenait tant à cœur n'aurait-il pas commencé par éviter les bombardements sur le Nord, bombardements qui, nous le savons maintenant de source américaine avec la publication du rapport Mac Namara, ont été provoqués par la seule volonté du gouvernement et de l'état-major américain d'étendre la guerre.**

**D'ailleurs n'était-il pas évident bien avant les dernières propositions de Mme Binh que le F.N.L. et le gouvernement de Hanoï étaient prêts à régler au plus vite et au mieux le sort des prisonniers américains ?**

**Si le gouvernement de Nixon s'intéresse aujourd'hui de si près aux propositions du G.R.P. ce n'est pas que celles-ci lui ont enfin apporté l'élément nouveau qui change les données du problème vietnamien. C'est parce qu'il a décidé de se saisir de ce prétexte pour tenter de réaliser enfin le dégagement qu'il envisage depuis qu'il est évident pour lui, pour le peuple américain et pour le monde entier que les troupes américaines ne peuvent pas gagner au Sud Vietnam.**

**Le prétexte des prisonniers peut sembler mince pour un gouvernement dont le problème essentiel est maintenant de se retirer sans perdre la face, sans que cela apparaisse comme une défaite. Que les derniers soldats américains rembarquent ou pas avec ceux des leurs jusque là prisonniers au Nord ne change en effet rien au fait que pour tout le monde, pour la première fois de son histoire, l'impérialisme américain a été tenu en échec.**

**Mais Nixon a-t-il le choix ? Peut-il maintenir des troupes au Vietnam et faire durer le conflit sans que soldats et peuple américains puissent en espérer la fin dans un proche avenir ?**

**Nixon n'est peut-être pas pris à la gorge mais il est tout de même de plus en plus pressé.**

**Il est pressé par l'opposition à cette guerre qui ne cesse de croître aux Etats-Unis même.**

**Il est pressé par l'inflation que la guerre n'a pas déclenchée mais qu'elle a certainement aggravée, et l'inflation provoque à son tour un certain nombre de conflits sociaux qui menacent justement de s'étendre encore en ce moment puisqu'aux grèves de vingt mille ouvriers du cuivre et de quinze mille dockers de la côte Ouest risquent de s'ajouter celles des cheminots et des ouvriers de la sidérurgie.**

**Il est pressé enfin et surtout par l'état des troupes américaines elles-mêmes dont la démoralisation est maintenant un fait bien établi. Un journal américain n'a-t-il pas pu affirmer tout récemment que l'état-major américain lui-même en était venu à réclamer au gouvernement un retrait plus rapide des troupes du Vietnam si on voulait tenter de rétablir moral et discipline dans l'armée américaine.**

**Si le gouvernement américain a décidé de se saisir de la perche tendue par le G.R.P. il ne lui reste donc qu'à se débarrasser de Thieu, condition mise par le F.N.L. pour conclure un accord avec le gouvernement de Saïgon. Mais sur ce point également les révélations du rapport Mac Namara nous ont précisé, en nous décrivant comment les U.S.A. s'étaient débarrassé de Diem, le précédent dictateur de Saïgon, que ce ne sont pas les scrupules moraux qui empêcheront les Américains de se débarrasser d'un homme devenu gênant même s'il a été un valet dévoué jusqu'ici.**

**Le moment n'est donc peut-être plus très loin où l'impérialisme américain devra reconnaître dans les faits qu'il a été tenu en échec par l'héroïque peuple vietnamien. Un échec militaire qui équivaut à une véritable défaite politique et morale.**

**Mais s'il est évident pour tout le monde que l'impérialisme américain a perdu, il reste à savoir si le peuple vietnamien aura réellement gagné, lui qui a démontré qu'aucun combat n'est perdu d'avance même avec des forces disproportionnées, à partir du moment où on est décidé à lutter jusqu'au bout.**

**Le F.N.L. vient de réaffirmer qu'il est prêt à s'entendre avec n'importe quel gouvernement de Saïgon qui ne comporterait plus Thieu à sa tête. Personne ne peut certes reprocher aux dirigeants sud vietnamiens d'envisager de conclure un compromis avec leurs adversaires. Le peuple vietnamien qui se bat depuis vingt-cinq ans contre l'impérialisme français d'abord, américain ensuite peut avoir besoin ou même désirer celui-ci.**

**Mais en décrétant qu'il suffirait à l'administration de Saïgon de se débarrasser de Thieu pour devenir celle de « la concorde nationale » le G.R.P. ne s'apprête-il pas à établir avec elle le futur gouvernement du Sud Vietnam ?**

**Vingt-cinq ans de lutte armée des paysans vietnamiens, leurs victoires sur l'impérialisme français d'abord, américain ensuite n'aboutiront-elles qu'à donner un titre de ministre au mieux aux colonels neutralistes réfugiés à Paris ou même, au pire, aux généraux qui auront à temps pris leurs distances avec Thieu ?**

## Lutte Ouvrière paraîtra régulièrement durant tout l'été

**Lutte Ouvrière** continuera à paraître normalement pendant tout l'été.

Nos amis et lecteurs pourront donc se le procurer comme d'ordinaire auprès de nos vendeurs ou chez les marchands de journaux.

Bien entendu, le nombre de pages variera en fonction de l'actualité.

Nous faisons cet effort dans le but de maintenir en permanence l'intervention des révolutionnaires dans la vie politique.

Nous comptons sur nos amis et lecteurs pour nous soutenir dans cette tâche en achetant régulièrement **Lutte Ouvrière** dans cette période, y compris lorsqu'ils seront en vacances.

# sommaire


### EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

**Page 2**
— En France, la presse est libre...
**Page 7**
— La Cour des Comptes et l'Etat.
— La destruction des Halles.
**Pages 8 et 9**
— Des conditions de vie insupportables : transport, logement, pollution.

● **Dans les entreprises**

**Page 10**
— Danzas : un représentant syndical licencié.
— Berliet, St-Chamond.
**Pages 14, 15, 16, 17**
— Les travailleurs en lutte : Rhône-Poulenc, Leroy-Somer, Peugeot, Urbaine, Gougne-Pongor, Chantiers de l'Atlantique, Motorola, etc.
**Page 18**
— Comment licencier des ouvriers sans douleur.

● **Mouvement révolutionnaire**

**Page 5**
— Le VII[e] congrès du P.S.U.
**Page 11**
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
**Page 13**
— Quand Tito était un révolutionnaire d'après P. Frank et G. Bloch.

### DANS LE MONDE

**Page 6**
— Où vont les Panthères noires ?
**Page 12**
— L'autogestion en Yougoslavie.
**Page 24**
— Morts pour quoi ?
— La crise pétrolière franco-algérienne.

### DIVERS

**Page 4**
— En bref.
**Pages 19-20**
— Feuilleton.
**Page 21**
— Livres.
**Page 22**
— Télévision.
**Page 23**
— Cinéma.



**lutte ouvrière**

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6[e]

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

| | | |
|---|---|---|
| **ordinaires :** | 6 mois : | **30 F** |
| | 1 an : | **50 F** |
| **sous pli fermé :** | 6 mois : | **70 F** |
| | 1 an : | **130 F** |

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

# en bref... en bref... en bref...

## une proposition malhonnête de Golda Meir

Un projet de loi vient d'être déposé à la Knesseth, le Parlement israélien. Il prévoit l'indemnisation des Arabes de Jérusalem-Est (partie jordanienne occupée depuis 1967) pour les propriétés dont ils ont été spoliés depuis la guerre israélo-arabe de 1948. Le règlement de ces indemnités sera effectué sous forme d'obligations de l'Etat israélien, remboursables d'ici à 1995.

Le gouvernement israélien entend peut-être faire un geste de propagande visant à démontrer sa bonne volonté à l'égard des Arabes de Jérusalem qu'il considère comme des « résidents israéliens », sans leur avoir demandé leur avis d'ailleurs. Toujours est-il, qu'à juste titre, les organisations arabes ont désapprouvé ce projet. Ils n'ont jamais souhaité devenir des Israéliens et une telle indemnisation serait la légalisation de leur spoliation.

Il faut dire que le gouvernement israélien ne manque pas de culot. Il en faut déjà pour proposer un tel marché à ceux que l'on a spoliés. Il en faut encore plus alors que cette transaction ne toucherait que 5 à 6.000 propriétaires terriens arabes de Jérusalem ; or, c'est par dizaines de milliers que les Arabes ont été chassés des villes et des villages, de leurs maisons et de leurs commerces, des terres qu'ils possédaient ou dont ils tiraient leur subsistance.

Le gouvernement de Mme Golda Meir n'envisage d'ailleurs d'offrir cette maigre consolation qu'à ceux qui possédaient quelque chose. Et les autres, la majorité des Arabes de Palestine, qu'auront-ils ? Quelle sera la compensation ? Pour eux, si l'on s'en tient aux intentions de l'Etat d'Israël, il n'y aura rien, ni aujourd'hui, ni demain.

Pourtant, ce sont eux qui ont le plus souffert de la mainmise de l'Etat d'Israël sur la Palestine. Eux n'ont pas eu la ressource, comme l'ont eue sans aucun doute la majorité des possédants arabes, de se refaire une existence dans les pays arabes. Eux, se sont retrouvés du jour au lendemain encore plus miséreux, dans les camps de réfugiés.

La solution du problème palestinien ne passe pas par une hypocrite indemnisation des possédants spoliés, mais par le rétablissement des droits, de tous les droits de tous les Palestiniens.

*Qui ose dire que les gouvernants israéliens ne se préoccupent pas des Palestiniens ?...* (Ph. U.P.I.)

## Hussein, Sadate, Fayçal et la résistance palestinienne

En septembre 1970, Hussein de Jordanie, usant de tanks et de l'aviation faisait massacrer des dizaines de milliers de Palestiniens. Et tout le temps que dura la boucherie, au Caire comme à Damas ou à Ryad, les chefs d'Etats arabes se sont bien gardés d'intervenir. Publiquement, bien sûr, ils vitupérèrent Hussein et firent semblant de s'émouvoir du sort des réfugiés palestiniens, mais dans le fond, le massacre avait leur agrément.

En effet, après la guerre des Six Jours, les organisations palestiniennes étaient devenues par trop indépendantes et remuantes. En dépit de leur politique étroitement nationaliste ces organisations étaient devenues, par leur existence même et du fait de la vague d'enthousiasme qu'elles soulevaient parmi les masses arabes, un danger pour la stabilité du régime d'Hussein mais aussi de ceux du roi Faycal et même de Nasser.

L'ignoble tuerie à laquelle se livra Hussein exauçait les vœux les plus profonds de tous ces dirigeants.

La résistance palestinienne en est ressortie exangue. Trop au gré de ces messieurs. Car l'effondrement de la résistance palestinienne serait aussi celui d'un super alibi. C'est, en effet, au nom du soutien de la cause palestienne que sont imposés depuis vingt-cinq ans, les pires sacrifices aux masses arabes déshéritées. C'est elle qui sert de justification pour nombre de pays arabes à l'antisionisme ou plutôt à l'antisémitisme gouvernemental et permet de canaliser le mécontentement des populations excédées par la misère et l'oppression.

C'est pourquoi Sadate et le roi d'Arabie viennent d'un commun accord d'envoyer des émissaires auprès d'Hussein et des dirigeants de Damas afin que soit « repensé » et « reposé » le problème de la résistance palestinienne. Celle-ci devant être relativement faible et entièrement inféodée aux régimes arabes. Ces propositions ont été très bien accueillies...

Telle est la duplicité et la fourberie de ces gens qui, autant que les dirigeants sionistes sont les ennemis mortels des Palestiniens.

Le renversement de tous ces régimes profondément réactionnaires est la condition nécessaire de la libération des Palestiniens et avec eux des ouvriers et paysans du Moyen-Orient.

## un avion-cargo C 130 pour le Chili

Le gouvernement américain a décidé d'accorder un prêt de cinq millions de dollars au Chili, donc au gouvernement d'Union Populaire Socialiste d'Allende.

La presse a donné une certaine place à l'information. Cela se conçoit dans la mesure où l'élection d'Allende à la présidence du Chili a été présentée, il y a six mois, comme le premier pas vers un gouvernement « marxiste » que ne pouvait admettre les U.S.A.

Certes, le gouvernement américain a souvent montré ses préférences pour les dictatures militaires ou civiles, mais le problème principal reste pour lui, d'avoir dans sa sphère d'influence des pays où règne l' « ordre ». Et jusqu'à maintenant, Allende lui a donné des raisons de penser que le gouvernement dit socialiste utilise bien son autorité à chasser les paysans des terres qu'ils veulent occuper, à faire patienter les ouvriers qui réclament des augmentations de salaires.

De plus, Washington, comme il en a l'habitude avec ceux qu'il protège, a manifesté son amitié, en accordant le prêt sous forme de... crédits militaires.

Le gouvernement Allende pourra, avec ses cinq millions de dollars, acheter à l'industrie aéronautique américaine un avion militaire Cargo C 130 qui coûte à lui tout seul 3 millions de dollars et du matériel de parachutage.

On ne sait pas à quoi servira ce cargo, qu'est-ce qu'il parachutera avec, et sur qui ou sur quoi, mais cela restera probablement à consommation intérieure.

Le gouvernement Allende qui reste membre du Conseil inter-américain de défense et qui continue d'héberger la mission militaire américaine se réfugie derrière l'exemple de Castro qui admet à Cuba la base américaine de Guantanamo pour expliquer aux Chiliens sa politique extérieure.

Mais en Amérique latine où le sentiment anti-yankee est très puissant, le prêt de cinq millions de dollars pour du matériel militaire aura certainement été assez mal vu.

## pas bête

M. Debré, arrivé à La Réunion, a tenu à mettre les choses au clair. Il a déclaré :

« Il est capital d'affirmer que La Réunion vit parce qu'elle est département français et liée à la métropole par toutes les fibres de son âme.. »

Il est vrai que l'inénarrable Debré, lui, est « lié par toute les fibres » de son mandat de... député à La Réunion — puisqu'il avait dû aller s'y faire « élire », après un cuisant échec en métropole...

On comprend que pour lui, il soit « capital » que La Réunion reste département français !

## la mort de Louis Lecoin

Lecoin était un militant anarchiste qui, toute sa vie, aura lutté avec une volonté inflexible contre le militarisme et pour sa conception de la liberté. Cela lui aura valu de passer pas moins de douze ans de sa vie en prison.

Dès 1910, alors militaire, il mit la crosse en l'air pour n'avoir pas à faire régner l'ordre contre les cheminots en grève : il est condamné à six mois de prison. Dès 1912, il est de nouveau emprisonné pour huit ans comme dangereux agitateur anarchiste par un gouvernement qui prépare la guerre. En 1927, il est un des principaux animateurs de la campagne pour sauver Sacco et Vanzetti qui verra un million de Parisiens descendre dans la rue.

A l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, il ne croit pas un instant que le but de cette guerre soit de lutter contre le fascisme comme racontent ceux qui veulent la justifier. Son manifeste « Paix immédiate » lui vaudra d'être à nouveau jeté en prison.

En 1962, il réussit à faire passer une loi créant un statut d'objecteur de conscience après 28 jours de grève de la faim.

Les conceptions politiques de Lecoin étaient fort éloignées des nôtres : alors qu'il croyait à l'action en franc-tireur de quelques individualités d'élite, pour nous, seule l'action de la classe ouvière luttant pour prendre le pouvoir pourra transformer la société. Il n'en reste pas moins que nous ne pouvons que rendre hommage au courage avec lequel un homme tel que lui a lutté à sa manière contre la barbarie de notre société.

## smic-mac

Les plus optimistes s'attendaient à 3 %.

Eh bien ! non, c'est de 4,6 % que le SMIC augmentera à dater du 1er juillet.

Car dans leur « nouvelle société », le « salaire minimum interprofessionnel garanti » est devenu un « salaire minimum interprofessionnel de croissance » : il « suit » la hausse des prix grâce à l'indice (truqué) des 295 postes, et en plus (!), une fois par an, il est relevé en fonction de l'accroissement du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés.

Cependant — sans doute afin de ne pas mettre l'Economie en difficulté — le gouvernement n'est tenu d'augmenter le SMIC que de 50 % de l'augmentation du taux moyen des salaires.

Ainsi, le gouvernement a fait un effort ; tenu de porter le SMIC de 3,68 à 3,79 F, il l'a fait passer à 3,85 F !

Les 750.000 smicards auront donc droit à 667,32 F par mois (774 s'ils font 45 h).

Mais malgré la soi-disant bonne volonté gouvernementale, l'écart entre le SMIC et les autres salaires continue de croître ; quant aux prix, ils ont plus augmenté en six mois qu'au cours des années précédentes.

Et en cette période d'inflation, alors que le gouvernement augmente les transports, les loyers, le pain, sa démagogie ne prête même pas à rire.

Car derrière les belles paroles des ministres, ce qui se cache — si peu — c'est le dénuement de ceux qui ne participent à la croissance que par leur travail.

# LE 7e CONGRES DU P.S.U.

**LE VIIe congrès du P.S.U., malgré des discussions animées, n'a guère été, comme il prétendait l'être, un congrès de clarification.**

**Il faut avouer qu'il était bien mal parti pour cela puisque les six textes d'orientation proposés à la discussion du congrès ont été mis de côté dès le début, au profit des textes des assemblées d'ouvriers et de paysans (A.O.P.) composées aussi de participants extérieurs au parti. Le P.S.U. lui-même a-t-il voulu faire savoir par là que ses propres militants n'ont pas les capacités requises pour déterminer l'orientation du parti puisqu'il juge ainsi nécessaire de faire appel aux inorganisés pour définir sa ligne politique ? Nous nous garderons bien, après avoir lu les fameux textes d'orientation, de contester cet assez extraordinaire constat de carence que le P.S.U. a dressé de lui-même.**

**Mis à par cet aveu, le VIIe congrès n'a guère apporté de surprise et la réélection de Rocard à la tête du parti était bien dans la logique des choses. Car depuis deux ans, la nature du P.S.U. n'a guère évolué. C'est toujours le même parti hétéroclite qui regroupe des hommes n'ayant pas grand-chose en commun (des gauchistes au sens propre du terme aux réformistes invétérés qui ne rêvent qu'union de la gauche), si ce n'est la volonté de coexister au sein de la même organisation. Si une large majorité s'est retrouvée sur le nom de Rocard c'est qu'il est le seul à pouvoir garantir pour l'instant la fragile unité du parti. L'unité se maintient ainsi autour d'un nom qui symbolise une ligne politique suffisamment floue pour n'effaroucher personne et surtout une déliquescence de l'organisation centrale suffisante pour que chaque tendance puisse militer comme elle l'entend.**

**Rocard sait manier la phrase révolutionnaire avec assez d'assurance. Aux « gauchistes » de diverses variétés, il distribue généreusement les coups de chapeau. A la conception d'un « Mouvement Politique de Masse » (d'inspiration maoïste) la palme de** « l'expression politique la plus intéressante » **de la** « nouvelle stratégie actuellement élaborée ». **D'ailleurs** « c'est sans doute » **dans** « certains mouvements inspirés de l'ancien groupe V.L.R. que se trouvent les possibilités les plus intéressantes du gauchisme ». **Pourtant, il ne faut pas oublier d'en souligner chaque fois les** « ambiguïtés » **ne serait-ce que pour donner satisfaction aux « trotskystes ». En fait, Rocard se garde surtout de prendre des positions claires sur quoi que ce soit.**

**Quant aux réformistes, qu'ils se rassurent si tant est qu'ils puissent être inquiets. Pour Rocard, la prise du pouvoir par l'insurrection armée** « malgré son audience mythique dans l'extrême-gauche française, c'est la plus improbable, la plus difficile et la plus contestable ». **D'ailleurs** « dans l'état actuel du système militaire français, il est très difficile d'armer le prolétariat... » ! **Ce qui lui permet de conclure logiquement que** « l'hypothèse la plus plausible est aujourd'hui celle d'un processus joignant la paralysie de la production et la transformation de fait des rapports de production dans les entreprises, dans les villes, etc., à des élections qui la ratifient et en confirment l'orientation ».

**La victoire de Rocard était non seulement prévisible mais même inévitable, parce que tout le monde se sent finalement à son aise dans la confusion des débats politiques et l'atmosphère des manœuvres d'appareil, chacun agissant ensuite comme il l'entend dans son secteur. Les uns et les autres pensent sans doute trouver dans une coexistence équivoque des avantages plus importants que cette fameuse clarification politique et théorique que chacun semble pourtant réclamer à grands cris.**

**Les réformistes y ont vu la possibilité de bénéficier de troupes issues du courant de mai pour se tailler une certaine notoriété en attendant de pouvoir monnayer favorablement leur passage avec armes et bagages aux côtés d'un Mitterrand. Quant aux gauchistes, le P.S.U. leur offre les avantages d'un parti dont l'influence semble supérieure à celle des « groupuscules » et qui bénéficie d'une auréole unitaire que l'extrême-gauche est bien incapable d'offrir. Mais peut-on espérer qu'un parti hybride « contre nature », mêlant des militants révolutionnaires à des réformistes qui attendent leur heure pour abandonner toute phraséologie gauchiste et se retrouver, si possible en bonne place, dans une quelconque union de la gauche, puisse donner naissance un jour à un véritable parti révolutionnaire ?**

Rocard : contesté peut-être mais indispensable. (Ph. L.O.)

**Parce que pour construire celui-ci, nous avons besoin avant tout de clarté et non d'équivoque, de confrontations politiques et non de manœuvres de congrès, de travail militant parmi les travailleurs et non de « magouillages » dans les milieux politiques « de gauche ».**

Dominique CHABLIS.

# Tour de France, moulins à café, voitures et... saucissons à pédales

*CETTE année, le Tour de France a failli mal démarrer, puisque ce fut par une grève, ou plutôt un... débrayage. Le printemps gréviste de 1971 aurait-il fait des adeptes jusque dans les compétitions sportives ? Les coureurs n'ont-ils plus la foi ? Où va-t-on, si les héros du guidon se mettent, eux aussi, à revendiquer ?*

*On s'est vite empressé d'enterrer l'affaire et de donner aux coureurs satisfaction. Mais leur débrayage aura eu le mérite de montrer au grand public mystifié à longueur de colonnes et de reportages radio ce qu'est en réalité le Tour de France. Le Tour, c'est tout simple, c'est comme ailleurs : c'est l'usine. Et les « salariés » du Tour ne se distinguent des autres prolétaires que par des salaires encore plus hiérarchisés qu'ailleurs, moins garantis, plus dépendants des « primes », et par un rendement absolu, puisque c'est une compétition. Parmi les « forçats » du Tour, comme certains coureurs se baptisent eux-mêmes, il y a ceux, faisait remarquer Cyrille Guimard, qui ne touchent que 30.000 anciens francs par mois et seulement dix mois par an... pas même le S.M.I.C. Les trois-quarts des coureurs ne se font pas les 100.000 AF par mois. Cinq ou six atteignent le demi-million mensuel, et les trois ou quatre vedettes qui se font leur million ne sont pas ceux qui gagnent le plus à l'affaire, loin de là.*

*Au Tour, on court pour sa croûte, avec le maigre espoir d'être un jour remarqué pour échapper à sa condition de prolétaire.*

*Et se retirer de la compétition avec les moyens de s'acheter un café-restaurant est considéré comme une belle réussite.*

*Lorsque les « forçats » du Tour ont débrayé, c'était comme vous et moi, pour une vulgaire histoire de prime que les patrons voulaient leur grignoter : on leur payait la même chose pour trois étapes que pour une seule totalisant le même kilométrage, alors que c'est autrement épuisant de répéter l'effort trois fois qu'une. Car au Tour, on est payé à la pièce, enfin, à l'étape. En moyenne, ça fait 1 NF du kilomètre. Comme quoi la gloire, si elle rapporte beaucoup d'argent à ceux qui l'exploitent, paie beaucoup moins ceux qui la portent.*

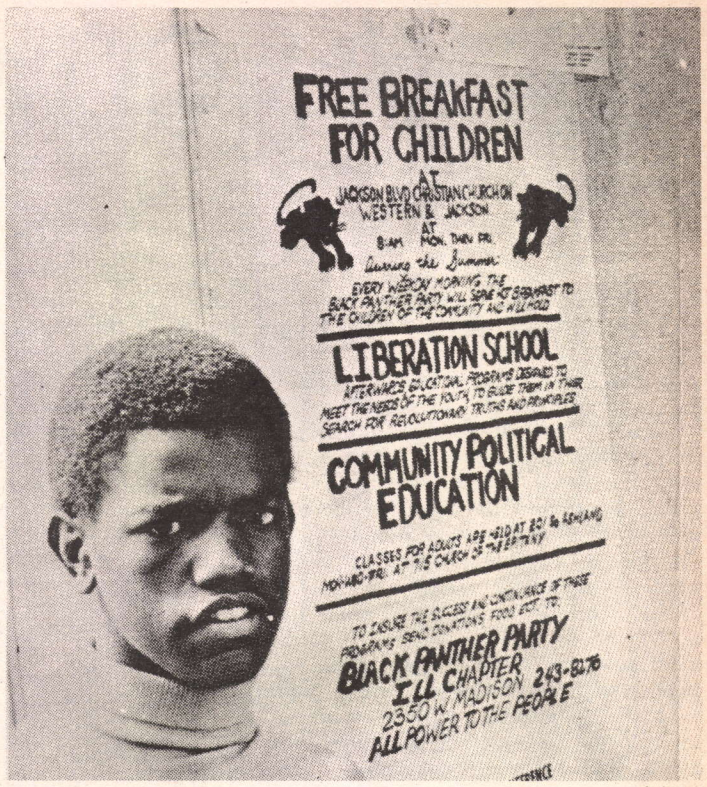
*Malgré les apparences, le Tour de France n'est pas une opération à la gloire des coureurs, encore moins, bien entendu, à la gloire du sport cycliste. Le véritable Tour, ce n'est pas celui d'Eddy Merckx, Van Springel, Aimar ou les autres, sans parler des OS et des manœuvres du guidon qui doivent aller presque aussi vite que les champions et surtout soutenir leurs efforts. Le Tour de France a ses vrais concurrents sur les maillots des coureurs : les saucissons de la firme Molteni sur le maillot jaune de Merckx. C'est Peugeot, c'est Ferreti (meubles de cuisine), c'est de Gribaldy, Fagor-Mercier (l'électro-ménager), Goudsmit Hoff (les papiers peints), etc.*

*Le Tour, c'est beaucoup mieux que la Foire de Paris. Les firmes y ont des pancartes publicitaires prestigieuses qu'elles louent à des prix... somme toute assez modiques. Chaque coup de pédale de Merckx promet de l'or aux saucissons de Molteni, chaque échappée d'outsiders met un peu plus en valeur les moulins à café de Gribaldy, les tables en formica de Feretti ou les moteurs de Peugeot. Le parcours lui-même n'a qu'un lointain rapport avec les nécessités sportives : il s'agit de faire voir son label partout où c'est intéressant. C'est entre autres pourquoi le Tour de France prend un... tour de plus en plus européen. Les directeurs commerciaux des bailleurs de fonds de l'opération envisagent avec intérêt la cavalcade de leurs hommes-sandwiches vers des marchés étrangers. Ce n'est pas nous, gauchistes malintentionnés, qui l'inventons, mais les différents directeurs commerciaux des firmes organisatrices qui l'expliquent tout naturellement. Giorgo Alabani, de chez Molteni déclare au correspondant de* l'Humanité *(29 juillet) :* « Le Tour d'Europe, ce serait très intéressant... c'est une affaire difficile, et pourtant, à l'époque du Marché Commun, tout le monde doit regarder avec ses usines, par-dessus les frontières. » *Gaston Plaud, de chez Peugeot est tout aussi attentif aux intérêts de sa firme :* « Le Tour est valable pour toutes les firmes. Le passage à la télévision, sur les ondes radio, les citations dans la presse, C'EST UNE AFFAIRE FORMIDABLE. Le Tour, avec l'Eurovision, c'est un monument. »

*Une épreuve sportive, le Tour de France ? Vous voulez rire. Le directeur commercial de Peugeot vous l'a dit : c'est une affaire formidable... pour les patrons !*

Huguette CHEVIREAU.

# OU VONT LES PANTHERES NOIRES ?




*Petit déjeuner gratuit, organisé par les Black Panthers, pour les enfants du ghetto noir.*

**LA libération de Bobby Seale, d'Ericka Higgins et de 13 Panthères Noires de New-York a replacé au premier plan de l'actualité l'organisation des Panthères Noires.**

**Sur le plan légal, cette libération était incontestablement une petite victoire juridique des Panthères dans la lutte quotidienne qui les oppose à l'ensemble de l'appareil de répression de la bourgeoisie américaine.**

**Il ne se passe pas, en effet, de mois sans que des militants soient froidement abattus par la police ou jetés en prison sous les prétextes les plus divers. Un policier est-il assassiné dans un coin quelconque d'une ville américaine, une banque attaquée ou un quadragénaire étranglé ? Aussitôt les forces de police encerclent le siège local des Panthères et, avec pistolets et mitraillettes, attaquent les militants noirs qui s'y trouvent. Que les policiers n'aient, la plupart du temps, pas le moindre indice pour impliquer les militants noirs n'a aucune importance. Pour la police tous les prétextes sont bons pour s'attaquer aux Panthères et tenter de les détruire. Et n'importe quel gradé de la police qui prend sur lui de lancer un tel raid est sûr d'être couvert à tous les niveaux. Ici, comme ailleurs, le meurtre perpétré par les forces de l'ordre est légal et ce sont des centaines de Sacco et Vanzetti noirs qui sont chaque année exécutés sans que pour autant le mouvement ouvrier international s'en émeuve.**

**En faisant front, au prix de pertes énormes, à ces assauts de la police, en tentant de rendre coup pour coup (ce qu'ils appellent la « lutte armée ») les Panthères ont acquis dans l'ensemble de la communauté et chez nombre de travailleurs noirs un respect et une estime mérités. Malheureusement, les Panthères ont pratiquement été incapables, au cours des mois et des années écoulées, de capitaliser cette sympathie. Mettant avant tout l'accent sur la lutte armée, privilégiant les sans-travail et les lumpen contre les travailleurs noirs considérés comme « privilégiés », les Panthères devinrent rapidement une organisation para-militaire. Le culte du combattant, du héros opposé plus ou moins consciemment au reste « amorphe » de la population noire, fit son apparition. Et c'est sur ces bases que s'effectua le recrutement. A la majorité de la population des ghettos, aux travailleurs noirs, les Panthères ne proposaient rien. Et beaucoup de Noirs, tout en continuant à tenir les Panthères en estime, assistèrent en spectateurs impuissants aux batailles rangées qui opposaient les Panthères à la police. Pourtant il aurait fallu parfois bien peu de choses, une volonté d'agir avec les masses pour organiser par exemple l'auto-défense des ghettos, des comités de sans-emploi ou de locataires.**

*Après le passage de la police...*

**Dans cette lutte contre l'appareil d'Etat américain, contre ses flics et ses juges, son F.B.I. et ses mouchards, les Panthères seuls ne pouvaient avoir le dessus. Le rapport des forces était par trop en leur défaveur. Au cours de l'année écoulée, le mouvement subit une véritable saignée et se sentit de plus en plus isolé du reste de la population noire. C'est alors qu'un dirigeant des Panthères, Newton, qui s'intitule lui-même modestement** — Le Serviteur Suprême du Peuple — **décida, pour tenter de rompre cet isolement, de mettre en veilleuse la lutte armée et de mettre l'accent sur un programme d'aide aux enfants nécessiteux de la communauté noire. Cette aide, donnée sous forme de petits déjeuners gratuits, de soins médicaux et d'assistance juridique n'était pas chose nouvelle pour les Panthères qui y avaient dépensé une partie de leurs forces par le passé. Mais cette fois il s'agissait d'y consacrer, pendant toute une période, l'essentiel de leur activité.**

## Une sympathie considérable gaspillée

**C'est sur cette base que s'effectua la scission entre Newton et Cleaver. Ce dernier, réfugié à Alger, considérait l'abandon de toute lutte armée comme une trahison de la fraction « droitière » de Newton. Mais il semble que cette attitude rencontra fort peu de sympathie dans la masse des militants convaincus que la continuation de la « lutte armée » était, dans les conditions actuelles, impossible sinon suicidaire.**

**De son côté, Newton décida de systématiser le programme d'aide aux ghettos. Mais très rapidement ce programme fut presque uniquement considéré sous un angle charitable. Le tournant s'effectua ce printemps, peu après la scission. Newton, dans une déclaration retentissante à la presse, affirmait qu'il avait jusqu'à présent eu tort d'attaquer l'Eglise noire et que ceux qui la fréquentaient pouvaient en tirer d'énormes richesses spirituelles. Mais il ne s'en tint pas là. Il conseilla aux militants d'assister aux offices religieux du dimanche matin. Le journal « Black Panther » titra en première page sur une citation de l'Evangile selon St-Mathieu et il laissa largement la parole à des pasteurs noirs qui expliquèrent le caractère éminemment progressiste du christianisme lorsqu'il est prêché par des Noirs. Un militant des Panthères de Baltimore, jeté en prison pendant la période « lutte armée » fut fort étonné à sa sortie, après un an passé en cellule, de voir ses camarades plongés dans la lecture de la Bible et tentant de rechercher l'esprit révolutionnaire que Newton prétendait y découvrir. Mais Newton fit mieux. Dans le numéro du 5 juin de « Black Panther » il décida de « réanalyser le capitalisme noir ». Et la conclusion à laquelle il parvint est que les capitalistes noirs, opprimés par les capitalistes blancs, ont finalement des aspects positifs qu'il convient de mettre en avant. Et ces « bons » capitalistes le seront d'autant plus s'ils acceptent... de financer le programme d'aide aux ghettos des Panthères. En échange, Newton leur promet de leur passer des placards publicitaires gratuits. Dans son autocritique Newton va même jusqu'à expliquer qu'il est désormais contre-révolutionnaire d'attaquer le capitalisme noir.**

## Du nationalisme au réformisme avoué

**Pour rapide qu'il soit, le tournant de Newton n'est pas en lui-même étonnant. Le radicalisme des Panthères dans leurs méthodes de lutte n'est jamais allé de pair avec un radicalisme au niveau des idées, avec une rupture avec l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Cela était déjà clair dans leurs références tiers-mondistes (castrisme, lumumbisme, guerillerisme en tout genre), dans leur idéalisation constante du lumpen-prolétariat, dans les alliances avec le P.C. américain toujours à la recherche des « bons » éléments du Parti Démocrate, et surtout dans leur nationalisme étroit. Et leur réformisme ouvert découle aujourd'hui de tout cela.**

**Il est probable que cette nouvelle prise de position provoquera quelques remous chez les militants, surtout dans les villes, comme Fremont en Californie, où des groupes de travailleurs noirs avaient rejoint l'organisation. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'on assistera à une désaffection rapide de l'organisation. D'abord et avant tout parce que les Panthères ont recruté jusqu'ici beaucoup plus sur ce qu'ils faisaient que sur ce qu'ils disaient. Et pour des dizaines de milliers de jeunes Noirs les Panthères sont toujours des combattants héroïques pourchassés par la police. Ensuite parce que, pour la police raciste, un Panthère reste un Panthère quelle que soit la position politique qu'il adopte. Et de ce point de vue l'autodéfense, qui a fait sa réputation, reste la seule garantie de survie du mouvement. Enfin et surtout parce que pour l'instant, il n'existe aucune autre organisation radicale noire capable d'attirer, à l'échelle nationale, des dizaines de jeunes des ghettos prêts à la lutte.**

## Vers la classe ouvrière ?

**Pourtant on assiste de ce point de vue à une apparition de nouvelles forces sur l'échiquier politique.**

**En décembre 1970, un certain nombre de groupes noirs, dont le plus important est la « Ligue des Travailleurs Révolutionnaires Noirs » de Detroit (Michigan) formaient un « Congrès International des Travailleurs Noirs », qui se transformait par la suite en « Congrès des Travailleurs Noirs ». Dans son programme, le Congrès proposait l'organisation de travailleurs noirs sur les lieux de production, la formation de tendances révolutionnaires dans les syndicats, la lutte contre la discrimination dans les usines, l'organisation de la population des ghettos, etc. Le Congrès a organisé début juin, à Chicago, une conférence des métallurgistes révolutionnaires noirs. Plusieurs centaines de travailleurs des plus grandes aciéries du pays (Chicago, Baltimore, Pittsburgh, Philadelphie, Cleveland, etc.) y ont participé. Pour août 1971, le Congrès espère tenir une réunion à laquelle prendront part plusieurs milliers de travailleurs.**

**Quelles que soient par ailleurs les ambiguïtés du programme (un tiers-mondisme maoïsant en politique extérieure), la volonté affirmée du Congrès de s'orienter vers les travailleurs noirs pour en faire le fer de lance de la lutte de la population noire est en elle-même un fait positif. C'est également un fait révélateur du bouillonnement d'idées que connaît aujourd'hui la population noire américaine et ses militants les plus actifs.**

**Mais pour que le Congrès devienne un véritable mouvement révolutionnaire prolétarien, il faudrait non seulement qu'il se donne des références idéologiques plus claires mais encore qu'il fasse passer son radicalisme dans les actes.**

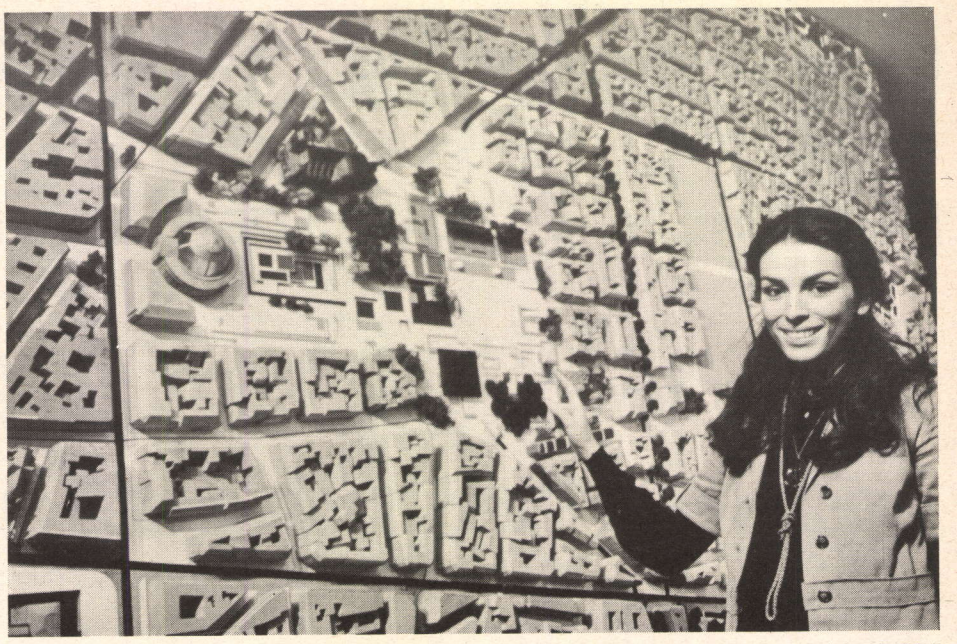
**Et pour mener à bien cette tâche, il ne peut malheureusement pas compter sur les groupes révolutionnaires américains qui tous, sans exception, sont totalement étrangers à la classe ouvrière et pratiquent, la plupart du temps, le suivisme le plus plat par rapport aux organisations nationalistes noires ou autres (porto-ricaines, mexico-américaines, etc.).**

J. L.

*Arrestation de Panthères Noires*
(Ph. U.P.I.)

## La destruction des Halles

# Un champ libre à la spéculation



« Les Halles, espace d'accueil » pour les Parisiens... ou les spéculateurs. (Ph. A.F.P.)

*LES pavillons de l'architecte Baltard, aux Halles, vont être rasés. Ainsi en a finalement décidé le Conseil de Paris malgré la forte émotion soulevée aussi bien chez les habitants et les commerçants du quartier que dans le monde des intellectuels.*

*Face aux nombreuses levées de boucliers, aux prises de positions tant de la presse que de personnalités artistiques et politiques, aux lettres ouvertes, aux propositions de rachat, aux pétitions et même aux manifestations de toutes sortes, c'est une fois de plus, sinon le meilleur qui a gagné, du moins le plus fort !*

*Quels que soient les désirs et les projets sur l'avenir du quartier que chacun peut élaborer, quels que soient les goûts de chacun vis-à-vis de l'architecture des pavillons de Baltard, que l'on souhaite les conserver en tenant compte de l'original forum culturel et artistique que les initiatives de ces dernières semaines laissaient augurer, ou simplement en raison de la valeur historique et humaine qu'ils représentent en témoignage d'une époque architecturale, une certitude reste : les principaux intéressés à la vie des Halles, ceux qui y vivent, y travaillent, s'y amusent et s'y cultivent auraient dû avoir le droit à la parole. Or, nul parmi ceux-là n'a été consulté, nul n'a pu en discuter et encore moins en décider.*

*Et si « intéressés » il y a eu dans les décisions prises, il s'agissait d'intérêts purement financiers.*

*Ainsi a finalement triomphé le monde des promoteurs immobiliers, ce beau monde dont les rêves étaient remplis d'avides convoitises depuis que la décision du transfert des Halles à Rungis avait laissé entrevoir un immense champ libre à la spéculation en plein cœur de Paris.*

*Aucune raison, ni sociale, ni culturelle, n'aura eu la moindre possibilité d'infléchir la décision prise. Les princes qui nous gouvernent sont en réalité incapables de voir au-delà des sordides intérêts bancaires qui financent les opérations immobilières. Ne sont-ils pas allés, dans leur complaisance vis-à-vis des spéculateurs, jusqu'à accepter une refonte de tout le cœur de la capitale sans même se préoccuper de savoir ce qu'ils y construiraient ?*

*Quant aux habitants du quartier, ils iront comme à l'accoutumée, s'installer dans les lointaines banlieues sarcelloises sans vie ni animation, cloîtrés dans des cages de béton à peine animées par les lucarnes de la télévision.*

*Le profit a ses raisons... et elles ne sont ni sociales ni culturelles.*

Alain MARQUET.

## UNE BONNE ACTION PUBLICITAIRE

Sa « meilleure matinée »... (Ph. A.F.P.)

**LE mardi 29 juin, le Premier ministre, Chaban-Delmas, est allé visiter à l'improviste le bidonville de Nanterre. A l'improviste pour la population et la presse non averties (qui sait ce qui pourrait se produire ?), mais l'O.R.T.F. était là, quand même, pour filmer notre Premier ministre, l'air presque radieux, au milieu d'enfants qui avaient beaucoup moins de raisons que lui de l'être.**

**Il y a un an déjà, Chaban s'était cru obligé d'aller visiter quelques bidonvilles, après la tragique histoire du Foyer d'Aubervilliers où des travailleurs immigrés étaient morts asphyxiés. Cette fois, le bidonville de Nanterre commençait à être démoli et ses habitants relogés. Tel un bon scout, Chaban n'a pu s'empêcher d'aller admirer sa bonne action. A un enfant qui lui demandait : « Est-ce que tu vas le faire pour les autres ? » Il répondit : « Oui, vois-tu, on n'arrête pas ». Mieux vaut faire de telles promesses à qui est encore en âge de les croire.**

**La destruction du bidonville de Nanterre n'est qu'une parcelle de ce qu'il faudrait faire. Chaban le sait bien puisque d'après ses propres chiffres, il reste encore 35 000 personnes à reloger. Au rythme où va la construction des cités de relogement et des cités-transits, laissée aux sociétés HLM et surtout aux municipalités, 1973 ne verra pas la fin annoncée des bidonvilles. Mais qu'importe, un peu de publicité sur ce qui est fait, beaucoup de bluff sur ce qui reste à faire et tout va très bien Madame la Marquise. D'ailleurs, Chaban a déclaré : « c'est probablement ma meilleure matinée depuis que je suis Premier ministre ».**

**Le pauvre ! C'est décidément Chaban le béat. Et comme on dit dans les sacristies : « Aux innocents les mains pleines ! »**

Dominique LEGER.

## LA COUR DES COMPTES ET L'ETAT

# Les bons comptes font les bons amis

**LE rapport annuel de la Cour des Comptes vient d'être rendu public. On y apprend un certain nombre d'irrégularités commises dans les différents ministères. Le voile est parfois soulevé sur des affaires financières mystérieuses et l'on y trouve des chiffres instructifs sur la dilapidation des deniers publics.**

**L'année dernière, la Cour des Comptes s'était penchée sur le scandale des abattoirs de La Villette. Le rapport établissait méthodiquement la liste des dépassements de crédits : des 250 millions de NF prévus au départ, on est allègrement passé à 1 milliard de nouveaux francs. La Cour des Comptes a contribué à faire éclater publiquement le scandale.**

**Et ainsi, un petit nombre d'initiés se délectent chaque année à la lecture du rapport de cet organisme. Cette année, ils seront d'ailleurs déçus, il n'y a pas grand-chose.**

**Mais ce rapport ne va pas très loin malgré ses audaces apparentes. Certes, un organisme vérifie les « comptes de la nation », mais il n'a aucune voix au chapitre en ce qui concerne les décisions. Quelle sera l'importance du budget de la Santé publique ou de la Défense nationale ? Equipera-t-on des hôpitaux ou des C.R.S. ? Cela n'entre pas dans ses compétences, or ce sont là les vrais problèmes. Il est quand même mineur d'apprendre que du gaspillage se fait à tel ou tel niveau, que des gratifications disporportionnées sont distribuées à quelques individus quand on passe sous silence le gaspillage à grande échelle que représente la fabrication de la bombe, par exemple.**

**Et même quand la Cour des Comptes contribue à rendre publique une affaire aussi énorme que celle des abattoirs de La Villette, quelles conséquences cela entraîne-t-il pour les coupables ? Aucune. La Cour des Comptes signale... et le gouvernement agit. Et tel petit fonctionnaire qui a puisé un peu dans la caisse sera peut-être révoqué, alors que les principaux responsables du scandale de La Villette jouissent paisiblement de la fortune énorme qu'ils ont amassée.**

**Par le rapport de la Cour des Comptes, la bourgeoisie contrôle les dépenses de l'Etat, de son Etat. Et cela marche bien, de toute façon, les limites de rapport : la bourgeoisie veut être au courant de l'usage que fait l'Etat des sommes à sa disposition, elle le rabroue sur tel ou tel point, mais, en fin de compte, elle en est solidaire, car c'est elle qui profite de ses largesses légales ou douteuses.**

Geneviève LAGRANGE.

## Vanoise :

# Les capitaux et la nature

RARE tentative de limiter la destruction de la nature, le parc national de la Vanoise avait été créé en 1963. Certes, ce n'était là qu'une goutte d'eau dans la mer, mais sur ces 56 000 ha la nature avait tous les droits, plantes et animaux pouvaient croître et se développer sans courir le risque d'être massacrés, abattus ou pollués. Mais le site étant beau, la pente des glaciers intéressante un promoteur se rendit compte qu'il y avait de l'argent à en tirer. Et d'émettre le projet d'édifier là un vaste ensemble de sports d'hiver et de ski d'été représentant 35 000 lits. L'affaire était intéressante et elle fut au départ acceptée. En fait ça a été de justesse que le massacre n'a pas été commis. Que l'intérêt général, celui de l'ensemble de la population l'ait emporté sur le droit d'un capitaliste à faire fructifier ses revenus, fut-ce en détruisant tout un précieux capital naturel soigneusement préservé, a tellement surpris que cela a été présenté comme une grande victoire par la presse, la radio et le gouvernement.

Le ministre de l'Environnement, M. Poujade semble, d'après ses déclarations, avoir accompli un véritable exploit et son audace le surprend encore lui-même. Et cela nous donne la mesure de la folie d'un monde où le droit privé permet à n'importe quel possesseur de capitaux de s'installer où et comme il le veut, et de détriure comme il l'entend ce qui est le bien de la société dans son ensemble, en l'occurence la salubrité du milieu dans lequel nous vivons. D'ailleurs il semble bien que si les tenants de l'intégrité du parc de la Vanoise l'ont emporté c'est que, en raison de la prolifération des ensembles de sports d'hiver, l'affaire devenait moins rentable et son financement plus aléatoire.

Mais il n'en a pas été de même des Alpilles, cette magnifique région où se dresse le château des Baux de Provence. En effet Pechiney y a obtenu le droit, droit qu'il s'empresse d'utiliser, de creuser des mines de bauxite. Certes il a assuré que tout serait fait pour empêcher que le spectacle de ces mines dans cette région d'oliviers et d'amandiers soit trop désolant. Mais les assurances de cette espèce ne reviennent pas cher, et les travaux qu'il faudrait mettre en œuvre grevant par trop le prix de revient de la bauxite, il est des plus improbables que les promesses soient tenues. D'ailleurs une fois les mines creusées... on invoquera « l'intérêt national » !

**Françoise BANIAN.**

## LIMOGES : A LA Z.U.P. DE L'AURENCE

# Les habitants s'organisent contre les augmentations de loyer

ALORS que, pendant la campagne des municipales, nous avons vu le maire se réjouir d'avoir fait construire une magnifique petite ville de quelques 20.000 habitants, nous, locataires, n'avons pas tout à fait le même avis.

En effet, les équipements extérieurs de la cité sont quasiment réduits à néant :
— Des cars toutes les vingt minutes et seulement entre 7 h et 9 h, 12 h et 14 h, et 19 h et 20 h 30 ;
— Une crèche non terminée où 60 places sont prévues ;
— Des jeux dangereux et des pelouses sur lesquelles il est interdit de marcher, sous peine d'amende ;
— Un centre commercial réduit au minimum ;
— Ni terrain de sport, ni salle de réunion.

Nous avons par contre la chance de respirer toute la journée des odeurs d'essence et de goudron provenant d'un dépôt de quelque 30 cuves situé à 50 mètres environ des bâtiments.

Mais le comble, c'est qu'en février, on nous a imposé une augmentation de 25 % répartie uniquement sur les charges.

Aussi, à la ZUP 2, nous avons décidé de réagir. Une douzaine de locataires commencèrent une information régulière dans la cité. Depuis quatre réunions se sont succédées :

Un cahier de revendications a été rédigé en mars et nous avons fait le tour de la cité pour le faire signer, prenant ainsi contact avec tous les habitants.

Une lettre ouverte a été envoyée au maire. La seule réponse a été l'annonce par l'OPHLM d'une augmentation probable des loyers bruts en juillet.

La mesure était comble et le 6 mai nous avons formé un « Comité de défense des Intérêts des Locataires ». La cinquantaine de personnes présente votait une grève des loyers pour juillet.

Depuis, l'ambiance est chaude à la ZUP.

Le soir du 14, une dizaine d'entre nous se réunissait pour confectionner des banderoles qui furent posées dès le lendemain. Cinq jours après, elles avaient disparu, enlevées par les flics qui sillonnent maintenant continuellement la cité.

La presse locale refusant systématiquement de publier nos communiqués, nous décidons d'informer nous-mêmes la population et le samedi 22, jour de foire, nous diffusons un tract expliquant notre action.

Le 3 juin, ce sont plus de cent personnes qui se réunissent à l'appel du Comité et se prononcent à l'unanimité pour la grève en juillet malgré le recul de l'OPHLM qui avait déjà annulé son augmentation. Nous avons décidé la grève pour obtenir une diminution des charges, l'assainissement des caves dans lesquelles nous pataugeons dans 10 cm d'eau, des terrains de sport, une salle de réunion. Jusqu'à présent, plus de 60 % des personnes que nous avons contactées ont signé en faveur de la grève.

Malgré la présence des flics et la pression de l'OPHLM par l'intermédiaire de ses sbires, les concierges, nous intensifierons notre action.

Le mouvement va maintenant s'étendre à la ZUP entière, quelques locataires de la ZUP 1 présents à la réunion ayant demandé à participer à notre Comité.

L'OPHLM continuera-t-il longtemps à se moquer de nous ? Rien n'est moins sûr.

**Correspondant LO.**

## VIERZON

# LES HABITANTS DES "FORGES" LUTTENT CONTRE LA POLLUTION

L'usine Pica (Ph. L.O.)

**A Vierzon, le quartier des « Forges » est situé près d'une zone industrielle et les habitants ont à souffrir du voisinage de plusieurs entreprises qui leur rendent la vie intenable : pollution des rivières, de l'air, bruit, de nuit comme de jour.**

**Au début de l'année, une pétition avait circulé contre la pollution créée par une usine tristement célèbre dans le quartier : l'usine Pica. Les suies de cette usine se déversent dans tout le secteur, souillant linge, légumes des jardinets, greniers, intérieurs...**

**La vie devenait impossible et la pétition (c'était la deuxième) ayant rejoint sans doute sa devancière dans un dossier poussiéreux, les habitants décidèrent de créer un Comité de défense des habitants qui pourrait parler au nom de tous les signataires et envisager des actions d'une autre nature.**

**Le 28 mai, une trentaine de personnes furent réunies et créèrent le Comité dont les premières initiatives furent de demander des entrevues à la Direction de l'entreprise et à la municipalité. Un communiqué fut adressé à la presse locale, communiqué qui exprimait en termes clairs l'indignation des habitants et leur résolution de changer les choses.**

**Dès lors, les portes se sont ouvertes.**

**C'est, tout d'abord, la Direction de la Pica qui reçut le 3 juin une délégation du Comité. Tout l'état-major de l'entreprise était là, innocent comme l'agneau qui vient de naître. Ces bons messieurs ne s'étaient pas aperçus que les suies de leur usine polluaient à ce point le quartier et ils se dirent si indignés par la lecture de la presse locale qu'ils envisageaient d'attaquer en diffamation. Mais leur innocence ne les empêchait pas après la pétition d'évacuer la suie... pendant la nuit, de même que leur indignation ne les avait pas empêchés d'acheter tout un matériel de filtres qu'ils s'empressèrent de montrer. Comme quoi la lecture de la presse a parfois du bon.**

**La municipalité nous reçut aussi et téléphona à la préfecture qui envoya aussitôt une délégation. M. l'adjoint au maire (la municipalité est à majorité communiste) ne put s'empêcher de demander s'il y avait des gauchistes dans ce Comité et s'ils étaient nombreux.**

**Le compte rendu de toutes ces entrevues fut fait devant une vingtaine d'habitants et l'ambiance fut encore une fois enthousiaste car chacun fut conscient que devant notre détermination les choses commençaient à bouger. Il fut adressé une lettre à la Direction Pica lui demandant une confirmation écrite de ses engagements afin d'informer largement la population.**

**Il fut d'autre part adressé une lettre à la Direction d'une autre entreprise qui pollue le canal poissonneux par des déchets de peinture et de métal.**

**Le Comité de défense des habitants des « Forges » a la ferme intention de contraindre les patrons des entreprises du quartier à respecter le bien-être des habitants.**

Correspondant L.O.

## TOULOUSE

# LA S.T.C.R.T. NE NOUS TRANSPORTE PAS, ELLE NOUS ROULE

*DEBUT juin, la S.T.C.R.T. (compagnie privée qui a le monopole des transports en commun à Toulouse) augmentait ses tarifs de 12 %, et ce avec la bénédiction de la mairie. A Toulouse, les prix des bus ne cessent de croître : ainsi, depuis 1968, la hausse atteint 50 %. Pourtant, les conditions de transport ne cessent de se dégrader. L'entassement et l'inconfort dans les cars sont toujours aussi grands. Quant aux temps des parcours, ils prennent des proportions considérables (aux heures de pointe, la vitesse des bus est inférieure à 5 kilomètres/heure).*

*Pourtant, la mairie avait fait de belles promesses. Elle prétendait entreprendre une politique de promotion des transports en commun. Mais la campagne électorale est maintenant bien finie, et le nouveau maire Baudis a rangé ses beaux discours au fond des tiroirs en attendant les prochaines élections.*

*Dès l'application des nouveaux tarifs, les protestations se sont élevées de toutes parts. Le P.C.F., la C.G.T., les Comités d'Usagers sur les quartiers (animés par les militants L.O.), etc., ont manifesté leur désaccord.*

*En particulier, à Bagatelle (la plus importante mais aussi la plus mal lotie des cités H.L.M. de Toulouse), le Comité d'Usagers a lancé une campagne de protestation contre la hausse. Des tracts ont été distribués dans les bus et aux arrêts, des affiches collées sur le trajet du 5, qui dessert la cité, ainsi que sur les bus. Le Comité d'Usagers a également fait plusieurs prises de parole dans le quartier, dont l'une au terminus du 5. Malheureusement, les averses de grêle n'étaient pas là pour favoriser les rassemblements. Notons toutefois, que les flics, eux, n'ont pas été découragés par le mauvais temps, puisqu'il y avait au terminus cinq ou six flics en civil ainsi que plusieurs cars de C.R.S. dans le quartier.*

*Si aujourd'hui il est trop tard pour faire reculer la S.T.C.R.T., il n'en demeure pas moins que notre campagne d'agitation a rencontré la sympathie des habitants de la cité ainsi que des employés de la S.T.C.R.T. travaillant sur la ligne.*

*De plus, le Comité d'Usagers a pris contact sur le quartier avec le P.C.F., le P.S.U. et la C.F.D.T. pour envisager une action commune. Mais le P.C.F. n'a pas tardé à se désister, bien que dans un premier temps il se soit montré favorable à l'organisation d'une réunion publique. Il semble évident que le P.C.F. n'a pas l'intention de se préoccuper des bus à Bagatelle, ni à Toulouse d'ailleurs.*

*Ainsi, c'est le P.S.U., la C.F.D.T. et le Comité d'Usagers qui tiendront une réunion d'information sur le problème des transports en commun.*

Correspondant L.O.

# es conditions de vie insupportables

# REFORMES CHALANDON ET CRISE DU LOGEMENT

MALGRE toute la publicité faite autour des « réformes » de Chalandon, les projets de lois sur le logement présentés à la Chambre ne changeront strictement rien à la crise du logement et ne résoudront en rien les problèmes qu'ont les travailleurs pour trouver un logement décent (voir **L.O.** n° 146).

Le logement, dans notre société, est une marchandise très chère, qu'il est impossible à un ouvrier de se payer. Seule la construction de luxe permettant de fixer des loyers élevés assure aux promoteurs un taux d'intérêt suffisamment élevé pour qu'ils investissent. Les travailleurs n'ont droit qu'aux logements depuis longtemps amortis pour lesquels ils payent toujours un loyer, mais bien plus faible bien entendu...

La crise du logement est inhérente à la société capitaliste et toutes les mesures qui peuvent être prises dans le cadre du système ne sont que de maigres palliatifs. En France par exemple, le blocage des loyers institué en 1920, s'il a, à court terme, permis au poste-logement de diminuer considérablement dans le budget ouvrier (de 16 % en 1914 à 4,5 % en 1924) a entraîné à plus long terme l'arrêt presque total de la construction locative, et une crise accrue. En 1948, pour faire redémarrer la construction l'Etat dut « libérer » les loyers de logements neufs et permettre l'augmentation par paliers des loyers anciens.

Pour loger décemment les travailleurs et leur famille il faudrait des crédits bien supérieurs à ceux qui sont affectés au logement : on ne peut pas à la fois construire la force de frappe et loger décemment les travailleurs.

Les H.L.M. (Habitations à Loyers Modérés) sont de loin insuffisantes, sans parler de la qualité. Alors que, d'après la Fédération Nationale des Offices d'H.L.M. il faudrait construire au minimum 250.000 logements par an, en 1969 184.000 H.L.M. ont été construites dont seulement 121.000 sont locatives.

Le gouvernement tend à réduire au minimum le secteur des H.L.M. locatives qu'il considère comme non-rentables. Il pousse à l'accession à la « propriété ». Là non plus la politique de Chalandon n'est pas une innovation. Depuis longtemps la bourgeoisie avait trouvé qu'il serait intéressant de créer une couche de petits propriétaires : d'une part, cela tendrait à les rendre « conservateurs » ; d'autre part, ils supporteraient les frais de la construction. Dans ce domaine, on a été très loin. On a incité à construire sa propre maison, et les « castors » en plus de leurs 45 ou 48 heures à l'atelier, le samedi, le dimanche, pendant leurs vacances entassent pierre sur pierre pour devenir un jour « propriétaires ».

La vente de logements ouvriers est une véritable escroquerie car, étant donné la mauvaise qualité des constructions à bon marché, dans 25 ou 30 ans, lorsque les traites auront été payées, il faudra sûrement emprunter à nouveau pour remettre le logement en état. On ne vend aux travailleurs que l'illusion de la propriété en échange du lourd fardeau des remboursements, des frais de réparation et de tous les soucis bien réels qui accompagnent l'accession à la propriété.

Cette solution, de toute façon, ne peut toucher qu'une partie limitée de la population. Car, pour devenir propriétaire, il faut des ressources qui ne sont pas celles d'un simple budget ouvrier. Pour un très grand nombre de travailleurs, l'accession à la propriété est absolument impossible.

**Geneviève LAGRANGE.**

**On ne peut pas à la fois construire la force de frappe et loger décemment les travailleurs.**

## La Saône empoisonnée :

# *Quand le profit passe avant tout !*

DEPUIS que nous avons un ministère de l'Environnement, si on parle beaucoup plus de la pollution en France, on ne peut guère dire que la situation ait changé sur ce plan-là. Il est vrai que l'agitation que manifeste M. Poujade, le ministre, ne dépasse guère l'amplitude du mouvement de la girouette qui tourne sur elle-même en grinçant.

Certes, M. Poujade a trouvé des pollueurs, il a trouvé des coupables : ce sont les vacanciers, les promeneurs des week-end qui abandonnent papiers gras et peaux de saucisson le long des routes, tous ceux à qui il est nécessaire de rappeler, comme le fait une affiche que l'on voit partout sur les murs de Paris, que « l'arbre vit pour eux ».

Mais voilà que, la semaine dernière, 1.500 litres d'une solution de cyanure et de soude caustique ont fait crever tous les poissons de la Saône sur 20 kilomètres, et qu'il a fallu aussitôt prendre des mesures draconiennes pour la consommation de l'eau dans la région. Un poison extrêmement nocif venait donc d'être déversé dans la rivière par une usine de galvanoplastie, mettant en danger la vie des habitants des villes et des villages avoisinants.

Non, bien entendu, le ministère n'est pas resté inactif ! Il va faire une enquête ; il va se pencher très sérieusement sur la question ; la chose sera menée rondement ; on ne laissera pas faire ! La preuve, c'est que, justement, ces temps-ci, un jugement vient d'être rendu contre le directeur de la société «La Cellulose» qui, en août 69, avait déversé dans le Rhin des eaux chargées de chlore et d'ammoniaque. Après deux ans, celui-ci se trouve condamné à... 5.000 francs d'amende et 8.500 francs de dommages et intérêts à des sociétés de pêche. 5.000 francs d'amende, qu'est-ce que c'est pour une société comme « La Cellulose».

Et l'on comprend, dans ces conditions, que la pollution des rivières ne soit pas enrayée — il n'existe en France que cinq rivières considérées comme saines. Les patrons préfèrent encore polluer et payer l'amende plutôt que de financer un système de destruction et d'évacuation des déchets qui ne risque pas d'empoisonner l'humanité : cela leur revient moins cher.

Et là-dessus, il n'y a rien à attendre de M. Poujade. Ce n'est pas lui qui irait demander aux patrons de faire quelques sacrifices, il est de leur bord. Le résultat, c'est que, chaque jour, la pollution gagne du terrain. L'empoisonnement lent, voilà l'avenir que tous ces gens-là nous réservent.

**C. LORAINE.**

## STATIONNEMENT PAYANT ADOPTE :

# Une escroquerie de plus que la loi couvre

*LA décision est maintenant prise. Le stationnement payant a été voté par 59 voix contre 31 par le Conseil municipal de Paris.*

*Le même débat avait eu lieu avant les élections municipales, mais une partie des conseillers de droite n'avaient pas cru bon risquer leur siège (à 3.000 F par mois), en se compromettant par le vote d'une mesure aussi impopulaire.*

*Et bien qu'on n'ait pas vu le stationnement payant figurer dans le programme électoral d'un seul des candidats, il y en a quand même eu 59 pour l'approuver trois mois après les élections.*

*Alors à partir du premier octobre de cette année, l'Etat s'arroge le droit de nous louer de l'espace, de nous vendre du vent.*

*4.125 places de stationnement payant seront délimitées dans le centre de Paris, au tarif de 0,50 F la demi-heure, 1 F l'heure, 2 F l'heure et demie et 3 F les deux heures. Au-dessus de ce temps, il faudra ajouter à ce tarif, le prix de la contravention pour stationnement prolongé.*

*Mais n'allez surtout pas croire que ce soit tout bénéfice pour l'Etat. Il y a les frais et les investissements à couvrir. Un parcmètre coûte 780 F et son entretien revient à 85 F par an. Il faut un contractuel pour surveiller 20 parcmètres. Le conseiller municipal P.C.F. Roland Wlos a estimé les frais généraux à 62 % des recettes dans le cas des parcmètres. Ils doivent couvrir 2.000 places, le reste l'étant par un système d'horloge horodatrice.*

*Cela fait bien longtemps qu'il a été reconnu socialement non rentable de faire des tickets de métro, pour faire des petits trous dedans. Mais la société n'y a pas remédié. Tout le monde reconnaît aussi aujourd'hui qu'il n'est pas rentable de favoriser les transports individuels au détriment des transports en commun. Cela n'empêche pas cette même société de continuer sur cette voie-là. Louer de l'espace, fabriquer des parcmètres, payer des contractuels, ce n'est pas fait pour résoudre les problèmes des gens, mais uniquement pour permettre que la pagaille continue, et avec elle le profit qu'elle engendre pour les fabricants d'automobiles, les marchands de pétrole, les constructeurs de parcmètres, etc.*

*Et pour que ces privilégiés n'en souffrent pas de trop, la sélection par l'argent est là. Eux pourront encore se servir de leur voiture. Ils auront de la place, parce qu'ils pourront payer.*

**Jean LAMARCK.**

## DANZAS (Paris-XII^e)

# UN REPRÉSENTANT SYNDICAL LICENCIÉ... AVEC L'ACCORD DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES

A Danzas, entreprise de transports qui compte environ 300 manutentionnaires sur les quais, pour la plupart immigrés, et autant d'employés dans les bureaux, le patron vient de licencier le représentant C.F.D.T.

Ce qu'on lui reproche ? Avoir insulté et menacé un chef d'équipe. Le seul témoin, un chef d'ailleurs, a pourtant affirmé n'avoir jamais entendu de telles menaces, mais seulement : « Tu nous fait c... ». Mais c'était là un prétexte suffisant et le patron l'a saisi au vol pour se débarrasser d'un camarade par trop déterminé à défendre les travailleurs.

Et pourtant, le chef en question ne cessait de harceler un ouvrier récemment muté de l'équipe de jour à celle de nuit et qui, parce qu'il ne s'était pas encore adapté à ce rythme nouveau, ne travaillait pas assez vite à son gré.

Et pourtant, le représentant de la C.F.D.T. était constamment inquiété par ses chefs depuis sa nomination à ce poste. A tel point que sous des prétextes plus futiles les uns que les autres, on est allé jusqu'à lui infliger trois avertissements en une semaine... alors que peu avant sa nomination on lui avait proposé une place de chef.

Toujours est-il que Danzas dont nous avons déjà rapporté plusieurs fois la façon de bafouer les règles les plus élémentaires concernant la sécurité, qui verse des salaires de misère, voulait renvoyer cet empêcheur de tourner en rond. Une fois le prétexte trouvé, il ne s'est pas fait faute de l'utiliser. Dès le samedi 26 juin au matin, en attendant l'avis de l'inspecteur du travail, il décide donc de le mettre à pied.

Quand, le lundi suivant, n'ayant reçu aucune lettre de mise à pied, notre camarade arrive au travail, le chef de quais lui barre l'entrée. Ce qui ne l'empêche pas de passer quand même et de mettre ses camarades au courant. Ceux-ci débrayent aussitôt pour qu'il puisse retravailler sur-le-champ. Au bout d'un quart d'heure, le patron finit par accepter.

Le lendemain, même histoire : on essaie à nouveau de lui interdire l'entrée. C'en est trop : la grève démarre pour obtenir sa réintégration.

Aussitôt après le vote, fortement majoritaire, un comité de grève est élu à l'équipe de nuit, puis on ferme les portes, on installe les piquets...

Le lendemain, l'équipe de jour se joint sans hésitation à la grève.

La grève ne va finalement durer que trois jours et notre camarade ne sera pas réintégré.

Il faut dire que tout a été fait pour tenter d'y mettre un terme, et la Direction et les représentants des centrales syndicales ont collaboré dans la plus parfaite entente.

(Photo L.O.)

Dès mercredi matin, les chefs, appuyant les artisans-chauffeurs dont le camion, instrument de travail, est bloqué par la grève chez Danzas, arrivent malgré tout à les faire sortir. Il faudra que des ouvriers se couchent devant les camions Danzas pour que ceux-ci ne sortent pas.

A 15 heures, les chefs C.F.T., poussant devant eux une partie des employés des bureaux, viennent insulter les grévistes : « si vous voulez f... la m..., allez le faire en Algérie... » et le reste à l'avenant. Ils refluent sous les huées générales.

Jeudi matin, à 9 heures 30, les délégués sont réunis chez le patron, en présence du directeur de Danzas-France, dérangé pour la circonstance. Il confirme alors le licenciement pour « insulte et menace », lettre de l'Inspecteur du Travail — avec avis favorable s'entend — à la clef. Le grand patron explique alors que des mesures radicales seront prises contre l'agitation permanente, etc. C'est reconnaître la vraie raison du licenciement.

Une assemblée suit : on revote (pourquoi donc ?) la continuation de la grève. Une bonne majorité est pour, mais la fermeté du patron sème la crainte.

Et puis, on s'est encore divisé inutilement pour savoir si oui ou non on devait laisser sortir des camions de lait Materna que le patron, les chefs et des délégués, devant les gémissements du représentant Materna, voulaient faire sortir.

De plus, des flics étaient présents à la porte pour tenter d'intimider les grévistes. Déjà, ils avaient ordonné de vider les lieux dans les cinq minutes, mais en vain.

C'est alors que le directeur de Danzas-France et les représentants centraux des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des transports se sont réunis. Le directeur leur a dit que c'était là une grève menée par Lutte Ouvrière, qu'ils n'avaient rien à perdre, au contraire, à voir notre camarade à la porte. Et tout ce beau monde s'est finalement mis d'accord.

Dès lors, la grève est trahie : une partie de l'équipe de jour reprend dans l'après-midi.

A l'arrivée de l'équipe de nuit, le soir, le patron et les chefs barrent l'entrée, ne laissant passer, sous l'œil attentif des flics, que ceux qui veulent travailler. Il y a encore une bonne moitié de gars pour refuser de reprendre. Mais c'est la fin. Le représentant C.G.T. a aussi expliqué qu'il fallait reprendre.

C'est vrai, la détermination du patron, le jeu de la C.F.T., la division avec les bureaux, l'intimidation policière, l'abandon syndical surtout ont pesé lourd dans la balance. Mais cela aurait pu être surmonté avec plus de cohésion et d'organisation de notre part.

Au moins avons-nous montré au patron que nous étions prêts à réagir.

Correspondant L.O.

## SAINT-CHAMOND

# Creusot-Loire assassine

(Ph. L.O.)

*LE mardi 22 juin à Creusot-Loire-Saint-Chamond, un ouvrier fondeur a eu la jambe broyée par un malaxeur. Il faisait poste du matin et nettoyait avec un jet d'air comprimé la machine encrassée par le sable ; ce qui se produit souvent.*

*Le malaxeur était à l'arrêt, mais dans la boîte de contact de la mise en marche, un ressort (maintenat les contacteurs écartés) a lâché ; ce qui a provoqué une brève mise en marche. Mais cela suffit pour que la jambe du compagnon soit happée et broyée dans la machine.*

*La jambe écrasée, soutenu dans cette position par ses camarades (afin qu'il ne perde pas tout son sang) il est resté là pendant trois quarts d'heure. Il souffrait atrocement et ses cris étaient tels que ses camarades claquaient des dents. Et pourtant ceux de la Fonderie sont connus pour être des durs. Il lui aura fallu attendre trois quarts d'heure avant qu'un médecin n'arrive. Il dû l'amputer sur place. Entre temps, il y avait là l'infirmier qu'on est allé chercher dans sa chambre, alors qu'il dormait au-dessus de l'infirmerie.*

*On peut imaginer les sentiments les camarades de la Fonderie qui refusèrent de nettoyer ce malaxeur et de travailler de la journée. Dans toute l'entreprise le mécontentement est très grand parmi les ouvriers bien qu'il ne se soit manifesté par aucune action d'ensemble.*

Correspondant L.O.

## BERLIET

# rallonge l'horaire en échange de la fin des débrayages

DEPUIS la décision de la Direction de ramener l'horaire à 40 heures avec diminution de salaire correspondante (voir **L.O.** n° 148) afin de « punir » les travailleurs pour leurs débrayages, on a vu que tout esprit de protestation n'avait pas disparu chez les travailleurs : c'est ainsi que les débrayages des O.S. des lignes de C.D. 1, du Montage Moteurs et du Montage Essieux de C.D.O., se sont poursuivis et des débrayages se sont produits à l'usine de Bourg à propos des conditions de travail et des salaires. Mais les syndicats n'ont toujours rien fait pour organiser une riposte contre la diminution des salaires (due au passage aux 40 h). Si bien que la Direction a pu proposer comme marchandage de rétablir les 44 heures, si les gars reprenaient. On a donc vu, le mardi 22, la fin des mouvements des O.S. Parallèlement, la Direction rétablissait dès le vendredi 25, l'horaire de 44 h.

Les réactions des ouvriers sont diverses. Certains sont un peu abattus, cependant, il y a tout de même eu des réactions de mécontentement : il est question de redébrayer aux Essieux à C.D.O., en riposte à une décision de Berliet d'augmenter les cadences. D'autre part, vendredi 18, les travailleurs ont pris d'eux-mêmes le temps de casse-croûte que le patron leur refusait. Enfin, le lâchage des syndicats ne semble pas avoir atteint le moral des jeunes, ce qui est un gage précieux pour l'avenir.

**Correspondant L.O.**

## QUELLE SITUATION SOCIALE ?

### la cause du peuple

N° 6 - Lundi 28 Juin
2 F

### J'ACCUSE

**L'hebdomadaire maoïste continue à prendre ses désirs pour des réalités :**

Un système s'installe qui a pour but d'imposer le silence à la majorité de la population mécontente : le fascisme vient d'en haut.

Le plus haut s'est prononcé : Pompidou a connu Mai-Juin 68, il s'est découvert impuissant, il sait qu'il n'a été sauvé que par les syndicats. Pompidou a découvert Mai-Juin 71, il sait que la classe ouvrière est en train de se libérer des syndicats, qu'elle séquestre chaque semaine un ou deux patrons, qu'elle sabote le départ des trains quand le gouvernement fait donner ses jaunes. Pompidou sait également que « ses » paysans se rebellent, que, dans toutes les couches de la population, la police révolte et la justice officielle désespère.

Il sait qu'en face d'une police fasciste se dressent, dans les villes et les campagnes, les premiers tribunaux d'une justice où la majorité de notre peuple ne reste plus silencieuse : la justice populaire.

**A signaler à propos d'un article qui rappelle, à juste titre, les expériences successives qui ont formé la mentalité de la police française (occupation, Algérie...), le petit couplet patriotique suivant sur la** « tradition républicaine de la police » :

Marcellin aime à se vanter de la tradition républicaine de la police. Le fait est qu'il y en a une : celle des patriotes qui, à l'été 44, prirent une part importante dans l'insurrection nationale.

### rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

**28 juin.**

**L'hebdomadaire de la Ligue Communiste envisage dans l'actuelle situation de développer des campagnes et en particulier celle autour du mot d'ordre** « augmentation uniforme ».

**A signaler dans le même numéro une critique des militants de notre tendance qui** « renvoient à dos C.F.D.T. et F.O. » **et qui risquent de fournir, paraît-il, quand ils militent à F.O.** « une couverture de gauche » **à cette confédération.**

Il est peu probable que la période qui nous sépare de l'automne sera un intermède. La bourgeoisie peut essayer de la mettre à profit pour porter le mauvais coup tant sur le front économique que sur celui de la répression. Il est possible aussi que l'agitation ouvrière se propage sans pause jusqu'à la rentrée sociale de l'automne.

Dans cette période les révolutionnaires doivent plus que jamais renforcer leur activité. Pour regrouper l'avant-garde ouvrière qui s'est dégagée dans les luttes. Pour éviter que le courant critique envers les directions syndicales ne se transforme en courant anti-syndical. Pour éviter que l'absence de perspectives politiques centrales ne dégénère en apolitisme corporatif.

La campagne menée dans les syndicats pour le mot d'ordre d'augmentations égales pour tous a déjà montré quel écho pouvaient rencontrer les révolutionnaires lorsqu'ils luttent pour des mots d'ordre de combat, unifiants et correspondant aux aspirations des travailleurs. C'est dans cette voie qu'ils devront continuer le travail militant pour que l'expérience des grèves récentes, même amères ne soit pas perdue mais serve à la préparation des luttes de rentrée.

## LES PERSPECTIVES DE L'EXTRÊME-GAUCHE

### Centre d'Initiative Communiste

**Le bulletin de liaison des C.I.C. (Centre d'Initiative Communiste) d'inspiration Garaudyste, définit dans un appel, ses perspectives :**

Cette politique de la direction du P.C.F. est en grande partie responsable du développement de nouveaux courants révolutionnaires dont elle stigmatise le « gauchisme ». Ils ont le mérite d'avoir apporté de nouvelles dimensions au mouvement révolutionnaire et d'avoir suscité le réveil de Mai 1968.

Mais quelle que soit la combativité de ces groupes, il est également exclu que les objectifs du socialisme puissent être atteints, comme le croient certains d'entre eux, par des luttes d'avant-garde qui déclencheraient par contagion un processus révolutionnaire spontané, ou, comme le pensent d'autres formations de la nouvelle extrême-gauche, par la substitution de nouvelles organisations révolutionnaires, aux organisations de masse politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Ces groupes ont en commun, en dépit de leurs profondes divergences, une double méconnaissance : celle du potentiel militant révolutionnaire que gardent ces organisations, à travers les liens historiquement forgés avec la classe, et conservés pour l'essentiel, à la faveur de la bataille revendicative quotidienne ; celle des conditions mêmes du combat pour le socialisme dans notre pays qui exige la construction politique d'un bloc des forces sociales historiquement appelées à réaliser le socialisme, et dont l'homogénéité sera acquise au cours de la lutte, en fonction de la détermination démocratique de ses objectifs et de ses formes d'action.

C'est dire que ces groupes, s'ils n'abordent pas de façon constructive la question décisive de l'unité, n'apporteront pas les éléments positifs qu'en attendent les militants de la rénovation du communisme et risquent, au contraire, de faciliter le jeu des directions bureaucratiques.

#### LE FRONT DE LUTTE POUR LE SOCIALISME

Seule la construction d'un Front de lutte pour le socialisme apporterait au combat des masses, avec des perspectives claires, un instrument efficace et unitaire.

Pour la constitution et l'animation de ce Front, les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ont un rôle nécessaire à jouer.

## L'OPÉRATION MITTERRAND

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

**23-30 juin.**

**Que va devenir la perspective de Front Unique alors que Mitterrand vient de prendre la direction de l'une de ses composantes fondamentales, le Parti socialiste ?**

I.O. **en tout cas ne perd pas espoir dans le P.S. qui demeure une « organisation ouvrière ». Nous attendons tout de même une étude approfondie pour connaître les secteurs ou ,en France,** « le réformisme organise, sur un plan de classe, des fractions importantes de la classe ouvrière ».

En dépit de l'étiolement de son expression politique, de ses crises, de son affaiblissement, le réformisme reste enraciné dans le mouvement ouvrier français, en particulier à partir de ses positions syndicales. De plus, le réformisme est une réalité internationale. C'est à partir de ces positions dans la lutte des classes, produits de la lutte des classes, que le Parti socialiste existe. Il n'existe et ne peut exister que comme parti ouvrier. A elle seule, la présence à sa tête de Mitterrand ne modifie pas ce caractère du P.S. qui demeure une organisation ouvrière. Mais elle est contradictoire avec ce caractère car Mitterrand reste un politicien bourgeois pour qui le P.S. n'est qu'un tremplin.

C'est pourquoi la crise ne peut que s'accentuer. C'est pourquoi elle s'exprimera avant tout là où le réformisme organise, sur un plan de classe, des fractions importantes de la classe ouvrière.

Elle se révèlera à partir de la question du gouvernement, et pas seulement du gouvernement « futur » mais très précisément de celui qui est en place, du gouvernement de Pompidou, de Chaban, de Marcellin.

### tribune socialiste

**T.S., de son côté, analyse à la fois les raisons de la réussite de l'O.P.A. de Mitterrand sur le Parti socialiste et celles de la grogne du P.C.F. :**

Il y a une logique certaine dans les retrouvailles du vieux routier de la politique qu'est Mitterrand, du centriste qu'est Deferre, et du « jeune loup » Chevènement. Ils ont compris qu'il fallait transformer la « vieille maison » en machine électorale efficace pour tenir la dragée haute au P.C.F.. Savary risquait d'apparaître comme un pâle reflet de « la démocratie avancée », il fallait trouver le moyen de faire l'unité... électorale avec le P.C.F. sans apparaître comme son prisonnier. Le prestige électoral de Mitterrand, sa capacité à dialoguer avec les républicains de progrès, sa réputation d'homme d'Etat (gagnée au ministère de l'Intérieur ou de la Justice) tout cela représentait des atouts essentiels dans la conjoncture présente.

. . . . . .

Que le Parti socialiste devienne une sorte de parti démocrate, postulant à la direction de « l'opposition » pour les élections de 1973, la direction du P.C.F. n'y peut rien. Pour s'y opposer sérieusement il faudrait qu'elle remette en question la « démocratie avancée ». Ce serait trop lui demander. C'est pourquoi il faut s'attendre à beaucoup de déclarations « socialistes » recouvrant une marchandise de « centre-gauche » dans les prochains mois.

# L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE

RECEMMENT s'est tenu à Sarajevo le IIe Congrès de l'autogestion yougoslave. Un peu plus de vingt années après l'adoption du système de l'autogestion — système quune bonne partie de la « gauche » française, dont certains trotskystes, n'a pas hésité à considérer à l'époque comme la forme de la régénérescence du socialisme — ce congrès a été en quelque sorte un bilan. Mais un bilan qui, de l'aveu même des dirigeants yougoslaves, est loin d'être positif.

Du haut de la tribune, en effet, Tito et d'autres dignitaires du régime ont dénoncé la « **fraude** », la « **spéculation** », la « **corruption** », les « **pots-de-vin** », et affirmé que si le système ne disposait pas de mécanisme permettant d'assurer une vie décente aux ouvriers aux salaires les plus bas, il permettait en revanche à d'autres personnes de s'enrichir par des procédés « **malhonnêtes et illégaux** ».

Certes, ce Congrès de l'autogestion et les problèmes économiques et politiques de la Yougoslavie sont passés relativement inaperçus. Depuis que les dirigeants yougoslaves ont ouvertement renoué avec l'Occident — deux ans après la rupture avec le Kremlin en 1948 ; depuis que, par ses échanges commerciaux et diplomatiques, l'ex numéro un du glacis soviétique est passé dans le camp occidental, ses laudateurs des années 1948-1950 se sont tus. Et il n'y a plus grand monde pour parler en termes dithyrambiques du « **socialisme yougoslave** ». Pourtant, entre l'autogestion instaurée en 1950, et parée à cette date de toutes les plumes du paon révolutionnaire et socialiste, et l'autogestion de ces dernières années, il n'y a pas grande différence — la seule notable étant que les travailleurs yougoslaves (qui souffrent des bas salaires, des inégalités flagrantes et révoltantes entre leurs maigres ressources et les énormes prébendes des bureaucrates et « technocrates » des organismes dirigeants, du chômage ou, pire, de l'exode imposé vers les bidonvilles des métropoles occidentales) ont perdu la plupart de leurs illusions sur Tito et son régime et se mettent en grève.

Ainsi, à défaut de perspicacité politique, et par pur opportunisme, la « gauche » et une partie de l'extrême-gauche ont dû reconnaître à l'usage, pour ne pas dire à l'usure, et à la faveur du temps écoulé, quel était le vrai visage de l'autogestion yougoslave. Mais n'en déplaise à ceux qui se sont engoués, l'espace de quelques années, pour « l'expérience yougoslave », ce n'est pas l'autogestion et le soi-disant « projet socialiste yougoslave » qui, à un moment donné, auraient dévié des rails. Car dès l'origine, les buts et les limites des projets titistes en matière économique, mais surtout politique, étaient clairement affirmés.

## Dans quelles conditions est née l'autogestion

Dans les années 1948-1950, la Yougoslavie traversait une crise grave. Et devant l'ampleur des difficultés économiques, encore accrues du fait de la rupture avec le Kremlin, et donc de l'isolement, la popularité de Tito auprès des masses ouvrières et paysannes, était sérieusement entamée. Aussi, est-ce avant tout pour mettre un coup d'arrêt à cette perte de vitesse de son régime que Tito instaura en 1950 l' « **autogestion ouvrière** », qui n'était autre qu'une nouvelle structure se fixant pour but de rendre aux ouvriers du cœur à l'ouvrage en les faisant « **participer** » à la bonne marche de leur entreprise.

Autrement dit, de l'aveu même des dirigeants yougoslaves, et malgré leurs tirades socialisantes, l'entreprise était claire : mettre les travailleurs à la tâche.

Au début de 1950, quelques expériences en ce sens sont tentées ; et le 30 juin 1950, une première loi sur les conseils ouvriers est promulguée, sur la base des premières expériences jugées satisfaisantes.

Que prévoit cette loi ? (Les indications que nous donnons ci-après sont extraites de l'ouvrage d'Albert Meister : « **Où va l'autogestion yougoslave ?** » publié récemment aux éditions Anthropos.)

Le Conseil Ouvrier :

— approuve les plans fondamentaux et le compte final de l'entreprise ;

— prend des décisions relatives à la gestion de l'entreprise et à la réalisation du plan économique ;

— élit et relève de ses fonctions le comité de gestion de l'entreprise, ou bien ses membres individuellement ;

— adopte le règlement de l'entreprise, règlement qui doit obtenir cependant la sanction du comité de gestion de l'association économique supérieure ou de l'organe d'Etat compétent en la matière ;

— discute les rapports relatifs à l'activité du comité de gestion et prend des décisions donnant approbation à cette activité ;

— procède à la répartition des fonds d'accumulation qui sont laissés à la disposition de l'entreprise, en d'autres termes du collectif de travail de celle-ci.

Malgré les affirmations de Tito selon lesquelles ces conseils ouvriers nouvelle formule auraient été une nouvelle adaptation de la Commune de Paris, et des Conseils ouvriers allemands de la fin de la première guerre mondiale, il est clair qu'il n'était fixé à ceux-ci que des tâches techniques, restreintes au cadre d'entreprises isolées.

Et malgré des mesures prises quelques temps après visant à donner l'illusion d'une limitation de l'intervention du pouvoir central, et donc d'une plus grande démocratie — suppression en 1951 de la planification centrale, et assouplissement du marché par la réintroduction des lois de l'offre et de la demande — les Conseils ouvriers et l'autogestion ne donnent pas aux travailleurs une seule parcelle du pouvoir.

Les droits accordés aux travailleurs, et repris dans la loi du 10 décembre 1957 sur la législation du travail, sont entre autres les suivants :

— décider, au travers de leurs conseils, de l'embauche et du renvoi des ouvriers et employés ;

— décider des mesures assurant et renforçant la discipline au sein des entreprises.

Et cela se traduisit vite, dans la course effrenée des entreprises à la productivité et au profit maximum, par des « compressions » de personnel, des licenciements en masse de femmes et de travailleurs âgés. Ces licenciements sont tellement fréquents que les syndicats eux-mêmes, pourtant dirigés par des individus tout dévoués au régime et à la Ligue des Communistes, croient bon d'intervenir pour y mettre le holà.

Albert Meister, économiste pourtant favorable à l'expérience, est contraint lui-même de reconnaître : « **Dès lors une nouvelle direction de l'économie se précise, encore que cette voie vers le libéralisme ne soit pas rectiligne, qu'elle s'oriente parfois vers une sorte de capitalisme sauvage et cruel, où les entreprises ne manifestent aucune responsabilité à l'égard de la communauté.** »

De plus, malgré les structures à peine démocratiques couchées sur le papier des lois et décrets qui se multiplient et se succèdent, l'intervention du pouvoir central, par le moyen de la banque nationale, mais aussi par les positions privilégiées des membres de la « Ligue des Communistes » à toutes les instances des organes de l'autogestion, n'est jamais remise en cause

## Un système d'élections truquées

L'autogestion est soi-disant l'introduction de la plus large démocratie. Mais même au niveau où elle se place, c'est-à-dire au sein des entreprises, cette démocratie est une illusion qui ne va pas plus loin que la démocratie représentative bourgeoise. Meister écrit à ce sujet : « **Du fait du peu de choix (ce sont toujours les mêmes personnalités sûres qui se présentent et occupent les postes) offert aux électeurs, l'élection représente donc plutôt une simple ratification de la liste des candidats. Et l'opération significative (et qui se passe toujours loin des travailleurs du rang) demeure la préparation de cette liste.** » Et il ajoute plus loin : « **Il n'est donc pas étonnant qu'on constate dans ces entreprises, une sous-représentation aux organismes de gestion des travailleurs non qualifiés, et, en dépit des limites posées par la loi, une sur-représentation des cadres.** »

A tout cela s'ajoute, pour aggraver le sort des travailleurs, le fait que les entreprises se concurrencent entre elles, ce qui a évidemment les effets les plus néfastes et les plus injustes sur les salaires. Ceux-ci sont liés à la bonne marche de l'entreprise. Les salaires de base sont différents, mais les primes aussi, liées à la productivité. De plus, des écarts énormes existent dans une même usine entre les salaires des ouvriers et ceux des cadres. Meister cite que dans une commune qu'il a étudiée les salaires les plus bas oscillaient entre 6.500 et 9.000 dinars, tandis que les plus élevés atteignaient 35.000 dinars.

L'autogestion yougoslave est-elle donc la forme enfin trouvée d'un socialisme authentique ? Certainement pas. Pour Meister lui-même, qui s'est pourtant fait des années durant le laudateur du système, l'autogestion apparaît maintenant comme « **une institution d'encadrement des ouvriers au profit de la capitalisation de l'économie** ».

La définition n'est pas mauvaise, en vérité. Mais n'était-elle pas cela dès son origine ?

Et le tableau noir que dressent certains actuellement du régime yougoslave est à la mesure des illusions qu'ils ont contribué à répandre sur son compte. Qu'un dirigeant comme Tito fasse tout ce qui est en son pouvoir pour reconstruire une économie nationale est dans l'ordre des choses. Que des hommes de gauche ou d'extrême-gauche aient tenté de faire passer ces perspectives nationalistes bourgeoises pour un « **projet socialiste** », qu'ils aient cru et laissé croire que les organes de l'autogestion économique donneraient aux travailleurs le pouvoir politique, et que, partant, autogestion est synonyme de pouvoir ouvrier, voilà qui en dit long sur la myopie politique de ces gens, ou sur leur plus plat opportunisme.

**Michelle VERDIER.**

**UN ACCUEIL CHALEUREUX POUR NIXON**

**" POUR LA PAIX ET UNE ÉQUITABLE COOPÉRATION INTERNATIONALE "** précise la banderole

**UN PAYS SOUS-DÉVELOPPÉ OU LA CLASSE OUVRIÈRE N'A MÊME PAS LE POUVOIR**

# Quand Tito était un révolutionnaire...

## d'après Pierre Frank et Gérard Bloch

*LES camarades des organisations trotskystes officielles ont fait jouer à Tito, dans les années 1948-1950, le rôle que par la suite ils n'ont pas hésité à faire jouer à d'autres : Castro, Che Guevara ou Ho Chi Minh. C'est ainsi que la IV^e^ Internationale officielle, organisation internationale dont aujourd'hui, en France, la* Ligue Communiste, *l'O.C.I. et l'A.M.R. se sont partagés l'héritage, a émis à cette époque les propos les plus louangeurs sur le soi-disant* « socialisme yougoslave ». *Les quelques extraits suivants de la revue* Quatrième Internationale, *donneront une petite idée de l'engouement, passager, de ces camarades pour Tito et ses amis.*

*En 1948,* (Quatrième Internationale *d'août-septembre 1948), l'attitude de la IV^e^ Internationale, vis-à-vis de Tito, pour être favorable, n'en est pas moins prudente :* « La lutte de classe se poursuit en Yougoslavie, et elle est en liaison organique avec la lutte de classe internationale. Tito et la direction yougoslave représentaient jusqu'à présent la déformation bureaucratique d'un courant plébéïen, anticapitaliste, révolutionnaire. Mais, demain, cet appareil bonapartiste, dans les conditions de son isolement, de difficultés intérieures inévitables, et de l'accentuation de la pression impérialiste, peut insensiblement devenir le porte-parole des forces réactionnaires. Contre la perspective d'élimination par les agents directs du Kremlin, ou celle de la capitulation devant l'impérialisme, il n'y a qu'une seule solution : faire confiance aux masses yougoslaves et mondiales ; s'appuyer entièrement sur elles ; instaurer une véritable démocratie dans le parti et dans le pays ; rompre avec le stalinisme et le dénoncer ; appeler à la véritable révolution socialiste par les masses, pour les masses, dans le glacis, en Europe et dans le monde. »

*Mais les militants du P.C.I. jugeaient bon, malgré tout, de donner quelques conseils aux* « camarades » *dirigeants yougoslaves :*

« Votre devoir et également votre intérêt sont d'élever l'explication de votre conflit avec le Kominform au niveau des véritables raisons idéologiques, lesquelles tiennent à la nature du stalinisme. C'est seulement sur cette voie que vous pourrez armer votre parti et les masses yougoslaves, pour résister au formidable assaut déclenché contre vous par le Kremlin qui cherche maintenant à vous écraser. Les bureaucrates ne misent que sur l'appareil policier pour leur défense. Les révolutionnaires misent avant tout sur la mobilisation idéologique et politique des masses. Laquelle de ces voies choisirez-vous ?

Communistes yougoslaves !

Il faut aller de l'avant. Il faut affronter Staline avec le visage découvert du marxisme révolutionnaire ! »

*Dans un article, de la même date, sur* « l'évolution idéologique » *du P.C.Y., de Pierre Frank :*

« Le système stalinien a, en fait, craqué devant le développement de la révolution en Yougoslavie... Le progrès théorique accompli en si peu de temps par le Parti communiste yougoslave est à la fois un témoignage de la puissance du mouvement révolutionnaire en Yougoslavie et une des meilleures défenses des communistes de ce pays contre la double pression de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. »

*Dans le numéro de mars-avril 1950, sous la plume de Gérard Bloch (un des dirigeants actuels de l'O.C.I.), le ton se faisait plus chaleureux encore :*

« Pour l'historien de l'avenir, le plus grand mérite de la IV^e^ Internationale sera peut-être d'avoir, seule entre toutes les tendances de l'opinion publique mondiale, compris dès la rupture ouverte du Kominform avec Tito, la signification profonde — le contenu de classe — de l'événement, et, avec plus d'un an d'avance sur n'importe quelle autre tendance ouvrière, de s'être prononcée résolument pour le soutien inconditionnel de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, et du P.C.Y. contre le Kominform. »

*Et encore, toujours sous la plume de G. Bloch :*

« Nous pouvons à bon droit percevoir dans la révolution yougoslave l'écho lointain, assourdi et déformé par vingt ans de contre-révolution stalinienne, de l'Octobre bolchévik de Lénine et de Trotsky. L'attitude par rapport à la Yougoslavie pourra devenir un test aussi décisif, quant au jugement à porter sur les organisations révolutionnaires, qu'il y a trente ans l'attitude par rapport à la révolution d'Octobre... La révolution russe fut le tremplin à partir duquel la III^e^ Internationale prit son essor historique. La révolution yougoslave peut devenir le tremplin d'où la IV^e^ s'élancera à la conquête des masses. »

*L'engouement pour la Yougoslavie de Tito était tel dans les milieux trotskystes officiels, que des* « brigades de jeunes » *furent créées et envoyées sur place, pour aider Tito à construire le socialisme ! En mai-juillet 1950, la revue* IV^e^ Internationale *mentionnait :* « le succès que rencontre en France et dans plusieurs pays d'Europe la campagne des Comités pour le départ des brigades de jeunes en Yougoslavie, départ qui peut être gros de conséquences et est l'indice le plus frappant que la révolution yougoslave a contribué à accélérer la formation d'un mouvement de masse contribuant à déplacer de la voie du stalinisme sur la voie de la révolution mondiale les plus larges mouvements de masse ».

*Et toujours dans le même numéro :*

« Du point de vue du programme révolutionnaire, la révolution yougoslave — quelles que puissent être à l'avenir les voies qu'elle suivra — a apporté la vérification la plus incontestable du programme élaboré par les bolchéviks-léninistes sous la direction de Trotsky... Maintenant, voici tout un parti et tout un Etat, échappant au stalinisme et poursuivant le combat révolutionnaire qui, loin de retrouver quoi que ce soit des multiples conceptions révisionnistes engendrées en réaction au stalinisme par des « théoriciens » dépourvus de toute responsabilité dans la lutte des classes, reconstituent des morceaux entiers du programme trotskyste... » (...) « Et c'est pourquoi ce 28 juin 1948, où, par la rupture avec le Kremlin, la révolution yougoslave a repris sa marche en avant, restera une date mémorable de l'histoire du mouvement ouvrier international ».

*Et toujours, dans ce même numéro de mai-juillet 1950, dans un compte-rendu de la huitième session du Comité Exécutif de la IV^e^ Internationale :*

« Distançant de loin dans la compréhension de la crise du stalinisme tous les autres courants qui, faute de base théorique sérieuse, ont fait preuve en cette occasion du confusionnisme et du sectarisme le plus grand, notre mouvement a démontré dans les faits qu'il est le plus sensible aux tendances réellement révolutionnaires qui jaillissent à travers les différentes expériences du mouvement des masses et qu'il est capable à la fois d'apprendre de celles-ci et d'adopter à leur égard une attitude propre à faciliter leur progression vers les positions fondamentales du marxisme révolutionnaire. »

*Quand, le 25 juin 1950, éclata la guerre de Corée, et que la Yougoslavie de Tito prit aussitôt fait et cause pour les U.S.A. à l'O.N.U., soutenant l'intervention militaire des Nations unies, les camarades du P.C.I. changèrent d'attitude vis-à-vis de la Yougoslavie. Mais de justification théorique sérieuse : aucune. Tout ce que l'on trouve, en guise d'explication politique, au fil des articles de la revue* Quatrième Internationale, *sont des jérémiades de ce type (numéro de novembre 1950 - janvier 1951) :*

« Une des caractéristiques fondamentales de l'époque impérialiste est les changements brusques de la situation en évolution perpétuelle et rapide. Il découle de ce caractère inhérent à la nature de la réalité contemporaine une difficulté plus grande que jamais de la conscience et de la compréhension humaines à suivre le rythme de l'évolution objective et à s'adapter à ses impératifs et enseignements. L'évolution yougoslave est un exemple significatif à ce propos. »

## RHONE-POULENC (Vitry)

# Succès aux " vitamines "

DANS le secteur des Vitamines, une quinzaine d'ouvriers travaillent en équipe (en 3x8). Sans les avoir consultés, la Direction avait décidé de les muter en 2x8 pour la durée des vacances, car les départs en congés entravaient la bonne marche du service. Conséquence directe de ce changement : une perte de 200 à 250 F par mois sur le salaire !

Les postés en 3x8 des Vitamines décident alors de se mettre en grève pour 24 heures « pour commencer ». Ils veulent :

— soit leur maintien en 3x8,

— soit une indemnité qui compense leur perte de salaire.

*Les grévistes à l'entrée de l'équipe du matin.* (Ph. L.O.)

C'est seulement après avoir décidé leur grève que les ouvriers des Vitamines ont fait appel aux syndicats. Si la section F.O. les soutint dès le début, certains responsables C.G.T., eux, n'ont pas hésité à dire d'avance qu'il était peu probable que la Direction cède, qu'il y avait d'autres formes de lutte possibles que la grève de 24 heures...

En tout cas, le jeudi 15 juin à 5 h 30, les équipes du matin et du soir étaient devant la porte de l'usine, attendant la sortie de l'équipe de nuit pour discuter ensemble de l'action à mener et expliquer les raisons de leur grève aux travailleurs des autres secteurs.

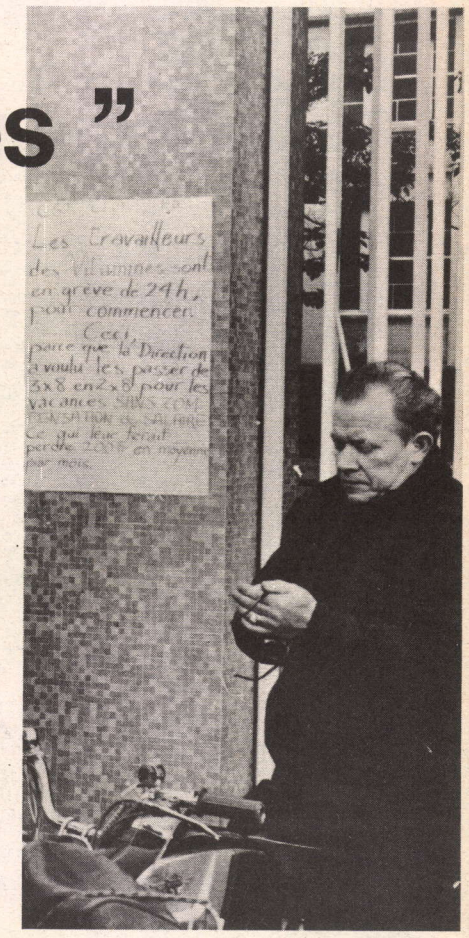
Une fois les trois équipes réunies, les grévistes se rendent dans la salle du C.E. pour rédiger un tract, qui sera diffusé à midi sous le sigle des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

A 8 heures, les grévistes se rendent chez Marcilhacy, le directeur de l'usine de Vitry, pour y déposer leurs revendications. Ils voient avec écœurement ce monsieur faire semblant de ne pas comprendre ce qu'ils veulent... puis leur proposer de prendre tous leurs vacances en août, ce qui permettrait de fermer le service ce mois-là et de conserver trois équipes en juillet.

Les travailleurs se concertent et refusent : certains d'entre eux ont déjà fait leurs plans pour juillet, de plus c'est une question de principe, la Direction ne doit pas croire qu'elle peut déplacer les travailleurs comme des pions !

Il faut croire que la détermination des ouvriers des Vitamines est apparue nettement au directeur, puisqu'à 14 heures, il décidait de maintenir le régime des 3x8 aux Vitamines.

Par « principe », évidemment pas question de verser une indemnité compensatrice : le directeur décide que l'équipe supprimée serait une équipe de jour et non celle de nuit. Le service chômera donc pendant l'été une partie de la journée, mais les ouvriers viendront travailler la nuit pour « mériter » leur salaire !




(Ph. L.O.)

Mais cette mesquinerie n'arrive pas à masquer le fait que la Direction a cédé sur la revendication des grévistes : le maintien de leur salaire. Et les postés des Vitamines, sans même avoir besoin de terminer leurs 24 heures de grève, sont bien conscients qu'ils ont créé un précédent dans l'entreprise, et qu'il sera désormais difficile à la Direction de muter à sa convenance les travailleurs sans tenir compte des situations existantes.

Correspondant L.O.

## LEROY-SOMER (Angoulême)

# Les ouvriers font échec à l'intimidation policière

*DEJA, l'année dernière, les jeunes sympathisants qui vendaient notre journal,* Lutte Ouvrière, *avaient été interpellés à plusieurs reprises par la police. Deux d'entre eux avaient même été traînés devant les tribunaux et condamnés à une amende de 720 F sous le prétexte d'avoir diffusé un tract sans nom d'imprimeur. Depuis, les tracasseries policières avaient connu un répit.*

*Mais voilà qu'aujourd'hui cela recommence !*

*Ce n'est pas par hasard : la Direction de Leroy-Somer, qui a vu son autorité ébranlée par la première grève de l'usine à Pâques, tente maintenant par tous les moyens de faire rentrer les ouvriers dans le rang. A l'intérieur de l'entreprise, c'est la propagande patronale et les pressions des chefs. A l'extérieur, c'est l'appel à la police pour empêcher les militants révolutionnaires de diffuser leurs idées et pour les couper des ouvriers.*

*Malheureusement pour la Direction, cette dernière tentative s'est soldée par un échec.*

*Déjà, le jeudi 3 juin, alors que se faisait la vente de* Lutte Ouvrière *devant l'usine de Rabion, les flics avaient dû repartir bredouille sous les sifflets des ouvriers déjeunant à la cantine. Mais le clou du spectacle, ça a été le jeudi suivant, le 10 juin ; les flics, appelés comme d'habitude par la Direction pour interpeller les camarades qui vendaient le journal, se virent rapidement entourés d'un groupe important d'ouvriers qui sortaient de la cantine : les uns parlaient de leur « friser les moustaches » la prochaine fois qu'ils viendraient, les autres parlaient de les mettre dans le plus simple appareil, bref, ce n'était pas les idées qui manquaient !... Et ces messieurs, si sûrs d'eux d'habitude, étaient complètement affolés ! A tel point qu'on pouvait les entendre dire que, eux, ne voulaient plus venir ici, que c'était le commissaire qui les envoyait et qu'il les faisait « chier » avec sa politique...*

*Toujours est-il que nous avons bien ri, que les flics ont dû partir, que la liberté d'expression a été imposée devant les portes de l'usine et que la Direction a reçu un sérieux camouflet.*

Correspondant L.O.

## IDÉAL-STANDARD (Aulnay)

# RECUL PATRONAL

APRES deux semaines de grève, les ouvriers de l'atelier d'Ebarbage B d'Idéal-Standard-Aulnay, ont repris le travail avec la conscience d'avoir remporté une victoire.

En effet, la grève avait démarré le 10 juin pour 0,50 F de l'heure d'augmentation pour tous et le paiement des heures de grève.

Les grévistes ont obtenu :

— une augmentation minimum garantie de 0,30 F de l'heure

— paiement de 260 F (à peu près 50 % des heures de grève) avec seulement 5 heures à récupérer « pour le principe », comme l'a dit la Direction.

Certes, ce n'est pas une victoire totale, mais il faut savoir que les grévistes étaient un peu moins d'une vingtaine et qu'ils ont eu à faire face tant à la Direction qu'à la C.G.T. (seule la section C.F.D.T., animée par des militants de **Lutte Ouvrière**, les a soutenus).

Dès le départ la C.G.T. s'est prononcée contre la grève : aux réunions organisées par la Direction elle a pris fait et cause pour celle-ci. Elle a dénigré les grévistes, a calomnié les militants C.F.D.T., et a, de fait, insidieusement appelé à la répression. Dans l'usine elle s'est employée à faire une propagande anti-grévistes intense. Cette propagande frisait le racisme, et s'appuyait sur les préjugés les plus bas des ouvriers français.

La C.G.T. a depuis longtemps à l'usine pris le parti de la collaboration avec le patron. Seule F.O. est restée neutre pendant la grève et a eu une attitude à peu près correcte.

La politique de la direction a louvoyé entre le compromis et la répression.

Elle a essayé de briser la grève en faisant faire le travail à Simca-Bondy. Mais devant la réaction résolue des grévistes qui empêchèrent le travail sur les pièces faites à l'extérieur, elle renonça. D'autre part, il faut voir que la grève en se prolongeant devenait populaire parmi les ouvriers de l'usine. Et cette sympathie qui entourait les grévistes ne pouvait que les encourager à se montrer fermes.

C'est après avoir vu qu'il faudrait qu'elle emploie la force pour briser la grève que la Direction a finalement proposé un compromis satisfaisant.

**Correspondant LO.**

## U.A.P. URBAINE I.A.R.D. (Paris-9e)

# UNE JOURNÉE ET DEMIE DE GRÈVE AUX ARCHIVES

*LE mardi 22 juin, les Archives « Sinistres », « Urbaine » et et « Union » se mettent en grève. Les employés occupent leurs locaux.*

*Dans le cadre de la fusion de l'Urbaine et de l'Union, les archivistes de chaque compagnie sont depuis plusieurs mois regroupés à l'Urbaine IARD, rue Le Pelletier.*

*Que réclament-ils ?*

*— une prime de sous-sol de 180 F pour tous, incorporée dans le salaire ;*
*— salaire égal pour une même classification ;*
*— une semaine de congés supplémentaire pour tous.*

*Il y a, en effet, des différences énormes de salaires entre les employés sous statut Urbaine, Union et U.A.P. Pour la prime de sous-sol, par exemple, les employés sous statut Urbaine ont 50 F + 130 F incorporés dans le salaire ; les employés Union : 30 F incorporés dans le salaire ; les U.A.P. : rien !*

*Quant aux vacances, les archivistes « Urbaine » ont droit à une cinquième semaine de vacances — avantage que ne possèdent ni les « Union » ni les « U.A.P. ».*

*Mais, dès que les employés décident de se mettre en grève, la Direction, affolée, convoque les archivistes et leur fait savoir qu'ils seront reçus l'après-midi même à 16 h 30.*

*L'empressement de la Direction s'explique par le fait que, du travail des Archives dépend celui des rédacteurs et qu'une grève des Archives bloque tout.*

*Toute l'après-midi, les archivistes — ainsi que les militants de la C.F.D.T. — font de grandes affiches pour informer l'ensemble du personnel de leur mouvement.*

*A 16 h 30, des délégués, élus par les archivistes, sont reçus par le directeur général, qui fait les propositions suivantes :*

*— prime de sous-sol de 150 F, incorporée au salaire à effet du 1er avril 1971 ;*
*— gratification de 100 F à tout le personnel de la compagnie pour les « déménagements » ;*
*— harmonisation des salaires à effet du 1er avril 1971 (initialement prévue au 1er juillet) ;*
*— pour la semaine de vacances : non.*

*Le mercredi matin, les archivistes se consultent : les résultats sont positifs. Néanmoins, la continuation de la grève est votée à l'unanimité, car les archivistes demandent — sur le conseil des militants C.F.D.T. — un procès-verbal de l'entrevue avec la Direction pour être sûrs des résultats.*

*Mais, toute la matinée, la Direction fait pression sur les grévistes pour qu'ils reprennent le travail, en leur expliquant* « que ce serait mieux pour eux », « qu'ils auraient plus de poids (sic) », *etc. Et, à midi, la reprise du travail est votée.*

*L'après-midi, les délégués du personnel et trois archivistes sont reçus par la Direction pour le procès-verbal qui annonce :*

*— prime de sous-sol, pas question, puisque les primes vont être intégrées dans le salaire ;*
*— harmonisation : oui en juillet 71, à effet du 1er avril ;*
*— la prime de 100 F de déménagement seulement pour les archivistes qui viennent de l'Union.*

*Ainsi, la Direction n'a pas tenu ses promesses. Chez les archivistes, la déception est grande... mais le mécontentement aussi.*

*L'affaire n'est pas terminée. Archivistes de l'Union (rue St-Honoré) et de l'Urbaine (rue Le Pelletier) doivent se rencontrer pour décider ensemble de ce qu'ils vont faire face aux provocations de la Direction.*

Correspondant L.O.

## PEUGEOT (Sochaux)

# Une victoire pour les travailleurs de l'automation à l'emboutissage

LES monteurs, chaufffeurs et magasiniers à l'Emboutissage-Nord, en grève depuis le mercredi 9 au matin (cf. LO n° 145) ont décidé lundi matin 14 juin de reprendre le travail.

Ils obtiennent :

— 0,50 F de prime par heure de nuit ;
— 0,25 F par heure de doublage ;
— la prime de poste passe de 0,094 F à 0,15 F de l'heure ;
— paiement des heures de grève du lundi, pour les doubleurs du matin.

Finalement cela fait environ 80 F de prime de nuit par mois, les grévistes demandaient 100 F. C'est-à-dire qu'ils ont presque obtenu satisfaction en faisant une vingtaine d'heures de grève chacun.

Ce qui a fait plier très vite la Direction, c'est d'abord le fait que le secteur en grève est un secteur clef et que cette grève risquait rapidement de bloquer les presses et la tôlerie. C'est aussi la détermination et la confiance de nos camarades en eux-mêmes. Il y avait 95 % de grévistes.

Pourtant, la Direction a bien essayé d'enrayer le mouvement. Dimanche encore, un agent de maîtrise est allé voir chez eux certains monteurs pour leur demander de travailler dès lundi 4 h. Une vingtaine sont venus. Quand ils se sont aperçus qu'ils n'avaient rien obtenu, ils sont repartis chez eux. Encore une claque pour la Direction et ses valets de la C.F.T.

A chaque tournée des grévistes rentraient à l'heure habituelle, allaient dans l'usine, dans leur secteur, vérifier s'il n'y avait pas d'indécis prêts à reprendre ; cela leur permettait de discuter surtout avec des travailleurs susceptibles de les remplacer.

Le lundi matin, à 8 h, les grévistes se rassemblent place de la Grève (nom donné depuis 68 à une place où se tiennent traditionnellement les meetings). L'ensemble des grévistes monte à la Direction pour déposer à nouveau leurs revendications. Elle réunit alors les travailleurs dans un réfectoire, prend le papier où sont inscrites les revendications et revient au bout de trois quarts d'heure avec des propositions :

— la prime de nuit ;
— la prime de doublage.

Les grévistes réclament alors la prime de quinzaine, la Direction refuse mais lâche les 6 centimees de la prime de poste. Nos camarades sont d'accord mais demandent le paiement des heures de grève ; la Direction annonce alors qu'elle paie les heures du matin pour les doubleurs du matin à condition que le travail reprenne à 10 h. Les grévistes semblent assez satisfaits. La Direction en profite pour demander un vote immédiatement. Un délégué C.G.T. présent accepte, un délégué C.F.D.T. explique qu'il vaut mieux réfléchir avant et voter de toute façon en l'absence de la Direction. Alors celle-ci se fâche et s'attaque au délégué C.F.D.T. lui disant qu'il ne perdait pas d'argent puisqu'il était en heure de délégué. Le délégué C.G.T. fait voter. Les travailleurs optent à une grande majorité pour la reprise.

Dans l'ensemble ils sont satisfaits. La C.G.T. se félicite aujourd'hui de ce succès. Mais au début du mouvement, elle réclamait la plus grande prudence pour ne pas courir à l'échec ; elle pensait que le succès n'était pas possible ; une prime de 100 F c'était selon elle trop difficile à obtenir. Il aura fallu la volonté des monteurs de garder cette revendication pour que la C.G.T. l'accepte. Ce mouvement a donc prouvé que 100 F, c'était possible de les obtenir.

Aujourd'hui, beaucoup de nos camarades sont conscients que s'ils n'avaient pas voté immédiatement la reprise, ils auraient pu obtenir entière satisfaction.

Néanmoins, ils savent que l'ensemble des travailleurs de l'usine est encouragé par le résultat de cette grève. D'autant que la Direction annonçait le lendemain que les avantages obtenus allaient être accordés à tous les tripleurs de l'usine.

Déjà dans d'autres secteurs, certaines catégories réfléchissent aux moyens d'entrer en lutte, notamment les doubleurs qui se demandent pourquoi ils n'exigeraient pas eux aussi la prime de 25 centimes de doublage.

**Correspondant LO.**

## CHAUSSON (Asnières)

# Elections de délégués

**LES élections de délégués du personnel ont été un peu plus animées que d'habitude.**

**La C.F.D.T. présentait pour la première fois une liste complète représentant les différents ateliers de l'usine, et sur cette liste figuraient un certain nombre de travailleurs réputés pour leur combativité, quand ce n'était pas pour leurs opinions « gauchistes ».**

**Pour corser le tout, un siège C.G.T. était menacé par la progression régulière de la C.F.D.T.**

**C'est ce qui explique que ces élections aient été différentes des précédentes.**

**D'abord, le dépouillement a duré trois heures au lieu d'une heure et demie d'habitude. Il faut dire que les bulletins ont dû être recomptés cinq fois à cause d'un certain nombre de petites « erreurs » qui prenaient une grosse importance puisque le siège se jouait à quelques voix près.**

**Par exemple, on a d'abord « oublié » de compter une pile de dix bulletins C.F.D.T.**

**Ensuite, il s'est avéré qu'il y avait quatre bulletins de plus que d'enveloppes...**

**Et puis, on a même vu la chose suivante : un délégué C.F.D.T. obligé de faire remarquer à un cégétiste qui comptait une pile de bulletins C.G.T., que dans la pile il y avait... deux bulletins C.F.D.T.**

**Malgré cela, les résultats sont favorables à la C.F.D.T. Ce n'est pas une question d'étiquette, bien sûr (la meilleure preuve, c'est que la C.F.D.T. perd des voix et un siège dans le collège mensuels).**

**Les horaires et commissionnés qui ont voté pour la liste C.F.D.T. l'ont fait parce que figuraient sur cette liste des ouvriers combatifs, appréciés par leurs camarades.**

**Comme le disaient certains staliniens avant les élections :** « Voter C.F.D.T., c'est voter pour la **Lutte** ».

**Il faut croire, si on consulte les résultats, que cela n'a pas fait peur.**

Correspondant L.O.

## GOUGNE-PONGOR (Paris)

# LA GRÈVE

**DEPUIS quelques mois, lorsque les délégués passaient sur les chantiers, ils enregistraient des mécontentements de plus en plus nombreux. Alors les délégués se sont réunis afin d'organiser une première tournée pour examiner le climat sur l'ensemble des chantiers.**

### Un mécontentement latent

**Cette campagne fut menée par sept délégués et de la façon suivante : les chantiers furent répartis aux délégués par secteur de la Région Parisienne. Sur chaque chantier les travailleurs ont été réunis par petits groupes, ou ensemble lorsque c'était possible, et les discussions se sont engagées. Tous les travailleurs exposent leurs motifs de mécontentement et indiquent qu'** « il n'est plus question d'engager 24 heures de grève au bout desquelles nous n'obtenons rien que la perte d'une journée ». **Pour la majorité, c'est une grève illimitée qu'il faut préparer.**

**Les délégués expliquent qu'effectivement, après avoir trop discuté avec la Direction et engagé des mouvements de 24 heures qui ne mènent à rien, il faut passer maintenant à une action sérieuse, organisée et où le plus grand nombre d'entre nous doit prendre des responsabilités. Les délégués nous informent que nous allons bientôt être réunis à la Bourse du Travail.**

**Nous sommes convoqués par un tract pour le 3 juin, syndiqués et non syndiqués, afin d'organiser un comité de grève pour faire en sorte que tous les chantiers soient déserts le jour où l'action démarrera.**

**Le jour de cette réunion, les discussions sont bien plus que d'habitude disciplinées et constructives. Des volontaires proposent leur voiture pour amener les piquets de grève sur les chantiers, les premières équipes sont constituées, la date de la grève est fixée.**

**Un problème se pose : c'est l'occupation du siège de l'entreprise qui, seule, empêchera l'alimentation en peinture et vitrerie des éventuels jaunes. Il n'est pas facile d'occuper un local lorsque ce n'est pas le lieu de travail. Nous nous déclarons pour l'occupation, mais nous savons que cela ne dépendra pas entièrement de nous.**

**Un autre tract fut rédigé par trois délégués et les travailleurs furent invités à une réunion pour donner leur avis sur sa teneur.**

### Les revendications

**La date de la grève y figure. Il est précisé que la majorité des travailleurs s'est exprimée pour engager l'action le 15 juin et qu'après avoir pris connaissance des réponses patronales nous déciderons ensemble de la suite à donner à l'action. Voici les quatre revendications essentielles qui y figurent :**

**— Un véritable salaire de base garanti pour 40 heures par semaine, avec un minimum mensuel par échelon :**

**OS 2 : 1.200 F,**
**C 1 : 1.320 F,**
**C 2 : 1.440 F,**
**C 3 : 1.540 F,**
**Chef d'équipe : 1.650 F.**

**ce qui correspond environ à 400 F d'augmentation pour tous, pour les travailleurs des chantiers.**

**Pour les chauffeurs et magasiniers, les revendications sont équivalentes.**

**— Une mutuelle pour tous les travailleurs, payée par le patron.**

**— La garantie de l'emploi pour tous les travailleurs.**

**— La remise de la paie le 7 de chaque mois.**

**Après la distribution de ce tract, la Direction commence à s'inquiéter et fait courir des calomnies sur les délégués. Mais elle ne s'attend pas tout de même à ce qui va lui arriver.**

**Mardi 15 juin : il est sept heures, trois ou quatre travailleurs trouvent la porte du garage et du magasin ouverte. Ils pénètrent dans les lieux et sont bientôt rejoints par une vingtaine de travailleurs. Un chefaillon surgit et nous ordonne de sortir sous prétexte que nous pourrions nous blesser avec les stocks de verre. Un délégué lui réplique que la rue est très passagère et que nous sommes plus en sécurité dedans que dehors.**

**Vers 8 heures, la Direction fait savoir que si nous n'évacuons pas les locaux, elle ne recevra pas les délégués. En réponse, les travailleurs votent l'occupation.**

**11 heures : la Direction reçoit les délégués, mais pour refuser toutes les revendications et demander l'évacuation des locaux pour poursuivre les discussions.**

**Les délégués rendent compte. Les travailleurs applaudissent l'occupation et scandent** « Occupation, occupation ».

(Ph. L.O.)

*L'assemblée des grévistes.* (Ph. L.O.)

### La grève s'organise

**A partir de ce moment la grève s'organise. Des travailleurs immigrés prennent la parole pour expliquer la situation à leurs camarades en leur langue maternelle. Une équipe casse-croûte est organisée.**

**Un comité de grève se forme avec les délégués, des syndiqués et des non-syndiqués, qui prennent la responsabilité des différentes tâches. Il n'est pas élu, mais il est tout à fait représentatif et fonctionne très démocratiquement à chaque fois qu'une décision est à prendre. C'est lui qui, la première nuit d'occupation, rédige des affiches pour expliquer le mouvement, prépare des panneaux d'information, prépare les équipes pour les chantiers, les listes de pointage.**

**Pourtant, la Direction et la maîtrise réagissent. Dès le premier jour de la grève, la Direction et une partie des commis et des comptables occupent les bureaux, pour empêcher les grévistes de s'y installer. Cela constitue un énorme réconfort pour le père Gougne, qui, face à son premier mouvement de grève, était plutôt affolé.**

**Les commis, les comptables se « mettent en grève » contre l'occupation et multiplient les provocations : ils refusent d'abord de donner les feuilles de congés payés. Il faut que les travailleurs menacent d'envahir les bureaux pour les obtenir. Puis, ils refusent de donner le reliquat de paie du mois de mai, qui aurait dû être versé le 11 mai. Tout cela rend la situation extrêmement explosive et l'affrontement menace souvent entre les grévistes et les occupants des « premières classes ».**

**Le 18 mai, les délégués sont cités au tribunal pour occupation illégale, entrave à la liberté du travail, etc., etc. Cela a coûté 4.000 F en formalités. Commentaire des travailleurs : « Là, ils le trouvent le fric pour nous emm... »**

**Mais cette attitude ferme de la Direction ne démoralise pas les travailleurs. Ils se rendent compte que derrière cette façade de dureté, il y a du flottement : les clients de Gougne commencent à rappeler les délais. Et surtout, les travailleurs sont tous partie prenante dans la grève. Leur comité de grève se réunit, décide démocratiquement, informe aussitôt. On discute ensemble, on s'amuse ensemble, on « travaille » ensemble. La division que la maîtrise tentait de faire régner entre Français et immigrés a fait place à la plus fraternelle solidarité.**

**Comme le dit un travailleur :** « La solidarité existe chez Gougne. Français, immigrés, même patron, même combat. L'ambiance est très bonne, et nous lutterons fraternellement jusqu'au bout. »

### La reprise du travail

**Après huit jours de grève, nous avons repris le travail sur les contre-propositions du patron :**

**— Une mutuelle payée partiellement par le patron ;**

**— Des engagements sur le paiement des salaires ;**

**— Une augmentation de salaire variant de 0,20 F à 0,80 F selon les catégories.**

**Si nous avons repris le travail sur un résultat aussi mince par rapport à nos revendications, cela s'explique par plusieurs facteurs.**

**Au bout d'une semaine, les porte-monnaie étaient vides, d'autant plus que nous n'avons pas réussi à obtenir le paiement du reliquat de paie du mois de mai. Et, malgré les collectes que nous avions effectuées nous-mêmes, la poursuite de la grève posait de gros problèmes à ceux qui ont des enfants.**

**D'autre part, l'Union Régionale de la Construction (C.G.T.) nous a laissés dans l'isolement le plus complet. Ce n'est que le 21 qu'est paru dans** l'Humanité **un communiqué appelant à la solidarité. Et les secrétaires de l'U.R.C. qui sont venus à l'entreprise le vendredi 18, le lundi 21 et le mardi 22 nous ont tenu des discours démobilisateurs et n'ont été combatifs que contre les... gauchistes.**

**Aussi, mardi 22, nous avons pu constater que sur les chantiers, un certain nombre de travailleurs avaient repris le travail, tandis que les pointages des grévistes au siège, bien qu'encore importants, avaient considérablement baissé. C'était une situation nouvelle car, pendant le week-end, contrairement à nos craintes, l'occupation avait été très active.**

**Dans ces conditions, après une dernière tentative de ramener des chantiers le plus de travailleurs possible, le mardi 22, nous avons dû nous rendre compte lors de la réunion des grévistes, que nous devions accepter les propositions que nous faisait la Direction.**

**Celles-ci sont loin de satisfaire nos revendications. Mais tout le monde est conscient que c'est le résultat d'une semaine d'occupation, et aucun travailleur n'est démoralisé.**

**La première grève chez Gougne-Pongor a démontré à tous que, seule, cette forme d'action est la bonne. Chacun a pu en faire l'expérience et celle-ci nous servira à recommencer plus efficacement.**

Correspondant L.O.

## CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

# La direction met bas les pattes !

**DANS la nuit du mercredi au jeudi 10 juin, un chef d'équipe demandait à deux travailleurs de l'équipe de nuit de l'atelier 1 de Mécanique des Chantiers, de vider les fosses remplies d'eau par un violent orage survenu peu auparavant. Aucun matériel adéquat n'étant mis à la disposition de ces camarades, ceux-ci abandonnaient vite les malheureux tuyaux dont ils avaient été munis, aussi efficaces qu'une petite cuiller pour vider l'océan, et demandaient un bon de sortie. Si ce bon leur fut accordé, le chef ne se priva pas de transmettre un rapport sur la mauvaise volonté des deux ouvriers, rapport qui se traduisait le lendemain matin par une lettre de deux jours de mise à pied, agrémentée d'une menace de licenciement à la prochaine incartade pour les deux travailleurs de l'équipe de nuit !**

(Ph. L.O.)

Dès que la nouvelle fut connue dans l'atelier concerné, les 500 horaires de la journée normale débrayaient sans attendre et se déplaçaient à l'atelier 2 de Mécanique dont les 200 travailleurs débrayaient à leur tour, protestant contre l'injustice et demandant le retrait des sanctions. Une réunion intersyndicale avec la Direction était alors convoquée pour 14 heures, tandis que, dans le troisième atelier de Mécanique des Chantiers (500 travailleurs), situé à environ 2 kilomètres de là, à Montoir, les syndicats appelaient à se joindre au débrayage.

Ce sont donc environ 1.200 travailleurs qui se retrouvaient devant les bâtiments directoriaux des Chantiers pour attendre le résultat de l'entrevue avec les syndicats. Il faut dire que cette réaction rapide des travailleurs surprenait et effarouchait quelque peu la Direction qui, se souvenant d'autres jours de colère, baissait le rideau de fer fermant l'entrée de ses bureaux et faisait passer les délégués par une petite porte dérobée !

C'est à 15 heures que les délégués revenaient, rapportant que la Direction acceptait d'annuler la menace de licenciement que comportaient les deux lettres. A cette annonce, les deux travailleurs directement concernés, exprimèrent que cela leur suffisait, que le mouvement pouvait s'arrêter là, qu'ils ne voulaient pas faire perdre trop d'argent à tous ceux qui avaient débrayé dans un mouvement de solidarité. Mais les travailleurs réunis ne l'entendaient pas de cette oreille : pour eux, le retrait de la menace de licenciement était insuffisant, la Direction devait annuler aussi les deux jours de mise à pied.

Et les représentants syndicaux de retourner, par la petite porte, voir la Direction. Ce n'est qu'à 19 h 30, tandis que les travailleurs attendaient toujours devant le bâtiment, que la réponse vint : la Direction supprimait un jour de mise à pied, celui restant étant considéré comme la journée de grève qui venait de se passer.

Gageons que de cette réponse unanime des travailleurs à ses menées arbitraires contre deux d'entre nous, la Direction tirera quelques leçons de prudence...

**Correspondant L.O.**

## MOTOROLA (Toulouse)

# Le règne de l'arbitraire

**réussi non sans mal à imposer deux délégués syndicaux et un délégué au Comité d'entreprise. Les syndiqués, dès qu'ils sont connus par la Direction sont licenciés. Des pressions sont faites sur les délégués syndicaux. Ceux-ci ont eu un avertissement pour avoir diffusé des tracts dans l'enceinte de l'usine, à l'entrée des ateliers.**

LE Centre électronique Motorola de Toulouse, seule filiale de l'usine américaine « Phénix » en France, spécialisée dans la fabrication des transistors, diodes et circuits intégrés occupe plus de 1.100 employés. Près de 600 femmes y travaillent en équipe (les 2x8) comme opératrices. Une équipe d'hommes assure le travail de nuit. Cette usine, qui se veut « usine pilote » est réputée pour son « esprit Motorola ». Il est vrai qu'un journaliste de **l'Express** écrivait, il y a quelques temps : « **On n'y travaille pas à la chaîne mais en ligne ; il n'y a pas de rendement mais des objectifs de production ; l'usine n'emploie pas des ouvrières mais des opératrices.** » Nuance de mots, laissons ce journaliste à ses pérégrinations et voyons plutôt quelle peut être la vie d'une ouvrière chez Motorola.

### L'embauche

**Les contrats d'embauche sont d'une durée de trois mois (pendant lesquels les jours fériés ne sont pas payés), renouvelables pour trois mois de plus. Au bout de six mois, on juge enfin si vous êtes apte ou non à exercer le travail. A l'issue de quoi, un autre contrat peut être fait. Ainsi, pendant six mois, c'est l'incertitude d'avoir du travail assuré et, durant cette période, pas question de faire grève ou de se syndiquer. Si les commandes baissent, comme cela s'est produit l'année dernière (la Direction a licencié 45 employés), les opératrices sous contrat sont licenciées les premières sans aucune indemnités.**

### Les salaires

**Les salaires sont très bas. Nous travaillons 40 heures par semaine. Les horaires ayant moins d'un an d'ancienneté sont payées 4,35 F de l'heure, ce qui se traduit par un salaire mensuel brut de 800 F, la prime d'équipe de 6 % comprise.**

**Le personnel ayant moins de trois ans d'ancienneté est qualifié « mensuels horaires » et, bien qu'ayant un salaire mensuel fixe, il ne bénéficie pas des avantages de la vraie mensualisation. Le montant de leurs salaires varie entre 850 et 950 F. Cette catégorie constitue la majorité du personnel, l'usine ayant été ouverte en 68. Les mensuels sont très peu nombreux et représentent surtout la maîtrise, les techniciens et ingénieurs.**

**Pour nous opératrices, nous bénéficions de quelques miettes :**

**— le 13e mois ;**

**— une prime de vacances de 60 F ;**

**— une prime d'assiduité de 400 F par an mais qui est supprimée au moindre prétexte.**

**Des notes semestrielles donnant droit à une prime de production sont attribuées à la tte du client. Les femmes enceintes sont notées automatiquement ZERO et perdent tous les avantages.**

### Le syndicalisme

**Cette « usine pilote » est réputée pour « l'humanisme » de son P.D.G., ancien professeur de faculté, patron de combat qui se distingue pour avoir réussi à empêcher l'implantation d'un syndicat pendant deux ans. Actuellement, la C.G.T. a**

### Les conditions de travail

**Le travail est particulièrement abrutissant. Au « Bino », les opératrices travaillent toute la journée au microscope à la chaîne. Nombreuses sont celles qui ont des crises nerveuses ou la vue fatiguée. Après six mois ou une année de travail au « Bino », beaucoup sont obligées de changer d'atelier à cause d'une déficience visuelle.**

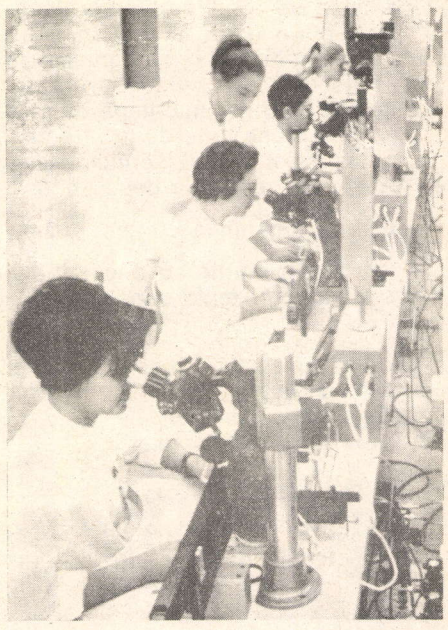
**A l'atelier « Diffusion », les opératrices manipulent des produits toxiques et risquent des brûlures aux mains.**

**Dans tous les ateliers de contrôle, les opératrices travaillent dans un bruit assourdissant de machines. Ajoutons à cela les cadences infernales. Chaque ouvrière « gère » sa production. Des fiches de productivité sont à notre disposition sur lesquelles nous devons noter le temps passé à chaque opération et le rendement effectué. Ces rendements sont très élevés.**

**Pas question de perdre quelques minutes à flâner, les déplacements et pertes de temps entre chaque opération n'étant pas comptés ainsi que les deux pauses de dix minutes.**

**Ceci nous oblige à aller encore plus vite pour rattraper ce temps perdu. Toute la journée c'est donc la course au rendement maintenant un esprit de compétition qui nous divise.**

**Dans l'atelier règne « l'esprit de famille ». Chaque ouvrière est tenue « d'ouvrir son cœur » au chef de service si quelque chose ne va pas, ou de faire des suggestions économiques (bien sûr !) pour la Direction. (On pouvait lire sur le journal patronal** Télex 115 **: M. X..., Centre de**



**photocopie, prime de 200 F pour réutilisation de papier.)**

**Les licenciements y sont chose courante et le motif bien souvent invoqué c'est de n'avoir pas** l'esprit Motorola. **La Direction ne se gêne guère pour nous faire sentir qu'elle a une abondante main-d'œuvre en réserve dans la région (près de 18.000 femmes sont, actuellement, sans emploi) et qu'elle peut faire son choix et sélectionner.**

**Voilà une petite idée de ce que peut être le Centre électronique « pilote » de Motorola.**

Correspondant L.O.

## Un exercice en chambre à l'Ecole des Mines (Nancy) :

# Comment licencier des ouvriers sans douleur

**NOUS publions, ci-dessous, le texte d'un exercice donné aux élèves-ingénieurs de l'Ecole des Mines de Nancy en 1re année - Méthodologie et communication. Par certains côtés, il aurait sa place dans nos pages** « Pour sourire un peu ». **Mais il s'agit de quelque chose qui se veut tout à fait sérieux : un entraînement à blanc des futurs cadres aux « responsabilités » que leur patron voudra leur faire assumer. Il faut dire qu'une bonne partie des élèves a refusé de jouer, même à blanc, à ce petit jeu d'entraînement sur la question de savoir comment licencier des ouvriers « scientifiquement » et en tenant compte du « facteur humain ».**

### LA COMPRESSION DE PERSONNEL

Une usine de construction aéronautique a connu une belle période de quatre années au cours de laquelle les effectifs ont augmenté. Malheureusement, l'Etat vient de restreindre ses commandes.

Le chef d'atelier A (montage de cellules), M. Durandier, reçoit une note de la Direction concernant une compression de personnel. L'effectif de l'atelier A doit être réduit de deux unités :

— l'un des hommes quittera l'usine,

— l'autre sera muté au dépôt (Service ferraille). Salaire maintenu, mais sans primes, travail pénible.

Après un examen rapide des notes, il apparaît que trois ouvriers spécialisés (O.S.) pourraient être éliminés avec le minimum de perte, semble-t-il, au point de vue du rendement.

**1re équipe :**

André. — Un an d'ancienneté - 27 ans - un enfant. Lent, parce que santé faible. Ne sait travailler que sur une machine.

**2e équipe :**

Gustave. — Cinq ans d'ancienneté - 37 ans - six enfants. Bavard, parfois critique - Rendement médiocre - Syndicaliste, sans avoir de responsabilités - Parfois absent, sans justifications sérieuses, semble-t-il, mais couvert par le médecin. Ne s'occupe guère de sa famille qui vit dans une roulotte.

**3e équipe :**

Pierre. — Deux ans d'ancienneté - 26 ans - sans enfant. Mal noté par son contremaître Levert qui lui reproche des initiatives malheureuses et une certaine instabilité. Pierre aurait obtenu trois fois de changer de travail, mais il ne s'attache pas à sa tâche jusqu'au bout.

Vous êtes jeune ingénieur, attaché à M. Durandier. Celui-ci vous communique les données ci-dessus et vous demande d'enquêter auprès des agents de maîtrise dont dépendent ces trois ouvriers et de plusieurs autres personnes. Après enquête, vous devrez mettre en ordre les informations qui vous paraîtront valables et faire vos propositions à M. Durandier sous forme d'un rapport.

**Informations reçues au cours de l'enquête :**

**1re équipe :** le C.M. Martin estime André, faiblement noté pendant une première période, s'est beaucoup amélioré depuis 3 mois. C'est même l'O.S. qui a fait récemment le plus de progrès, grâce à l'agent de maîtrise, qui s'attache particulièrement à son cas.

**« André, je le considère presque comme un fils. D'ailleurs, je suis parrain de son petit. On l'a baptisé la semaine dernière. Pourquoi veut-on faire des ennuis à André ? Voilà un garçon qui a perdu sa santé au service de la France, en combattant aux colonies. Il me semble que le pays doit quelque chose à ces hommes-là. »**

Le C.M. Martin fait partie de « ces hommes-là ». Il a servi dans l'infanterie coloniale, il y a vingt ans. Et ce sont probablement les souvenirs communs qui justifient son affection pour André ! Pratiquement, il est impossible d'obtenir de lui une comparaison objective entre André et les autres compagnons de l'équipe.

En conclusion, renvoyer André serait faire un affront à Martin. Cependant, le contremaître ne propose aucun autre candidat pour la compression de personnel. Il affirme avoir besoin de toute son équipe.

**2e équipe :** le contremaître Henriot a déjà eu de sérieux ennuis avec le syndicat. Il est convaincu qu'en désavantageant Gustave l'entreprise provoquera une grave histoire, peut-être une grève. D'ailleurs, il estime que Gustave, sans être un bon élément, fait à peu près son travail. On ne peut lui reprocher de fautes professionnelles. D'autre part, **« on n'a pas à s'occuper de la manière dont il élève ses mômes ».**

**Serres, le représentant du syndicat** (dont fait partie Gustave), est un homme sérieux, convaincu, ayant réglé récemment des problèmes d'une manière objective avec la Direction. D'une manière officieuse, il vous déclare que le syndicat s'opposera, dans la mesure de ses moyens, à toute réduction de personnel, quelles que soient les personnes menacées. Cependant, s'il fallait renvoyer quelqu'un, ce sont les critères humains qui devraient entrer en ligne de compte. Sans qu'il le précise, vous devinez qu'il s'opposerait énergiquement au renvoi d'un père de famille nombreuse.

**Le C.M. Henriot,** au cours d'un second entretien, vous déclare que le renvoi d'un père de six enfants serait exploité à outrance par les syndicats par voie de tracts et de presse, il n'a aucune confiance dans les dires du représentant syndical. Par ailleurs, Henriot a besoin de tous les autres ouvriers. seul Gustave serait le poids mort de l'équipe.

**3e équipe :** Le C.M. Levert, absent pour cinq jours. Le jeune ingénieur convoque Pierre. Il a l'impression que les torts sont largement partagés. Levert, sans aucun doute, est très exigeant dans le travail et dur avec ses hommes. Peut-être a-t-il mal pris Pierre qui manque de formation de base (famille déracinée par la guerre, orphelin de bonne heure. Maison d'éducation surveillée à la suite d'un délit mineur. Pierre est passé par de nombreuses tâches instables telles que le déchargement aux Halles).

L'O.S. a un caractère attachant.

**L'assistante sociale** insiste auprès de vous pour que vous protégiez Pierre. Ce garçon a fait preuve, dit-elle, d'un esprit de dévouement exemplaire pour un camarade de l'usine tombé malade. L'entreprise pourrait mieux sélectionner son personnel, au point de vue des capacités techniques, si elle utilisait des tests. Par contre, un ouvrier engagé depuis plus de trois mois ne devrait plus être renvoyé sauf pour fautes graves.

**Un adjoint du chef du personnel** vous confie que l'inspecteur du Travail tentera de s'opposer par tous les moyens à la compression de personnel. Le motif d'un renvoi devra lui être présenté sous l'aspect d'incapacité professionnelle. Il faudra se méfier d'un contrôle.

Il vous confirme que le reclassement à l'extérieur du personnel renvoyé sera très difficile, en raison d'une récession générale. Le Service du Personnel n'envisage aucune possibilité de ce côté. Les services de reclassement du ministère du Travail sont encombrés de demandes.

**Une possibilité supplémentaire** apparaît au cours de votre enquête. Le vieux manœuvre Pablo (59 ans), réfugié espagnol, a la sympathie générale. C'est un personnage pittoresque et très dévoué à ses tâches obscures. Si l'on renvoyait Pablo, on pourrait difficilement le faire remplacer par un ouvrier de l'atelier.

Pablo n'aurait droit à aucune retraite. D'ailleurs, comme il s'inquiétait à ce sujet, il est venu se confier, le mois dernier, à M. Durandier. Et le chef d'atelier, peut-être imprudemment, lui a garanti qu'il le défendrait personnellement : **« Tant que je serai là, Pablo, tu ne quitteras pas l'atelier. »**

Rédigez votre rapport. Si vous estimez que d'autres informations vous seraient utiles, indiquez lesquelles.

VICKI BAUM

FEUILLETON

# Le bois qui pleure

**Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet,** « Le bois qui pleure » **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

**Cette première nouvelle se déroule au Brésil. Le père Anselmus, missionnaire jésuite, est parti avec une équipe d'Indiens explorer les régions sauvages de la jungle amazonienne. Affamés, ils s'efforcent de rejoindre leur mission. Le prêtre a à ses côtés, un jeune Indien, Manuel, qu'il a recueilli et qu'il a élevé. Il rêve pour son protégé d'un bel avenir : en faire un prêtre comme lui.**

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Mais un prêtre ? Il ne peut avoir de femme, il ne peut avoir d'enfants comme un homme. Aucun esclave ne consentirait à vivre comme un chapon, et les prêtres le font. Ne les laisse pas faire de toi un prêtre, ce n'est pas dans ton sang, Tapuyo.

Manuel fronça les sourcils, il n'avait jamais envisagé la chose de cette façon, il n'avait parlé avec personne d'autre que Pater Anselmus. A coup sûr, le problème méritait réflexion, mais c'était là le seul art qu'il ne fût jamais parvenu à maîtriser. Il se sentit pris comme dans les lianes étrangleuses de la forêt et voulut se libérer. Je peux m'enfuir aussi, pensa-t-il. Avant qu'il en eût conscience, il avait choisi la voie de la fuite, de l'évasion : la manière indienne d'éviter les obstacles.

— Votre Pater désire que vous entriez, dit à ce moment un homme d'une fenêtre de la maison, et n'oubliez pas de baiser la main de Son Excellence, le Père Provincial.

— Oui, quoi ? Qui ? dit Manuel, stupide de surprise.

— J'ai dit que vous deviez entrer dans la maison et bien vous tenir et baiser la main du Pater de Ferreira, souligna l'homme. Manuel monta les trois marches de bois dans un éblouissement, se souvint du panier, revint en arrière pour le ramasser, lissa ses cheveux, tira sa chemise sur ses genoux et pénétra dans la maison.

— Je t'attendrai, Manuelhino, dit la fille à l'instant où il franchissait la porte.

Le Père Provincial, Antonio de Ferreira, était un gros homme avec une tête de faucon obèse ; il aimait la bonne cuisine et avait la réputation de servir de meilleurs vins que le Gouverneur. C'était un diplomate habile, un remarquable joueur d'échecs et un excellent stratège dans les batailles de son Ordre. Sceptique et tolérant de nature, attaché aux biens de ce monde, il se cantonnait toujours dans les limites extrêmes des règles religieuses, considérant que tout ce qui n'était pas expressément défendu était permis. Dans la demi-heure passée avec Pater Anselmus, il avait, posément, poliment et délicatement mis en morceaux le pauvre missionnaire, lui donnant l'impression de subir le sort des os que l'on repousse sur le bord de l'assiette, une fois le poulet mangé.

L'audience se tenait dans une chambre au sol carrelé, haute de plafond et bien aérée. Trois portes donnaient sur un cloître grossièrement construit autour du patio. Sur la table se trouvaient des livres et un échiquier où la reine blanche était menacée par un cavalier et un fou noirs. Deux autres hommes étaient présents : le Père Procureur de la province jésuite de Parâ et un Ecossais à la chevelure rouge, au visage criblé de taches de rousseur, qui répondait au nom de Senhor Turnbull et jouait le rôle d'intermédiaire dans les transactions financières de l'Ordre, et s'occupait des relations commerciales avec Lisbonne.

— Alors, mon cher Pater Pfungst, le plus clair de l'histoire est qu'il ne reste plus une seule âme dans votre mission ? dit Ferreira quand Pater Anselmus eut terminé son récit des catastrophes successives qui avaient frappé et détruit Sâo Gabriel.

— Pas une seule, hormis le jeune Omagua dont je vous ai parlé, Père Provincial, dit Pater Anselmus.

— Ah oui ! ce jeune Cambeva, dit Ferreira, le désignant du nom portugais de la tribu. Vous voulez que nous en fassions un prêtre. Comment se nomme-t-il ?

— Manuel, mon Père, et je suis sûr qu'avec son aide il sera facile de rassembler plus d'Indiens pour nos missions que je n'en ai perdu par la volonté de Dieu.

— Il est dangereux de rendre Dieu responsable de vos propres échecs, très cher, dit le Père Provincial en sucrant le reproche de ces mots affectueux.

— Mais si Dieu n'est pas l'auteur de ces invasions, de ces carnages, de ces épidémies, de cette effroyable mortalité, que dois-je penser alors ? demanda Pater Anselmus avec emportement. Pendant un instant, il avait ressenti une aveuglante douleur comme si la main d'un médecin avait soudain touché le seul point sensible qui le fit souffrir.

— A cette question vous répondrez vous-même, après une sérieuse méditation, Pater Pfungst, dit Ferreira d'un air détaché. Pour le moment, nous avons à nous occuper de réalités. Vous dites que vous n'avez pu découvrir ou acquérir la certitude qu'il existe un cours d'eau reliant directement l'Orénoque au Rio Negro ? Or, des membres espagnols de notre Compagnie affirment l'avoir suivi et avoir rencontré nos missionnaires du Rio Branco.

— Il se peut, toutefois je n'ai pu m'en assurer. Les vivres nous ont manqué, trois de mes Indiens sont morts de faim et j'ai décidé de rebrousser chemin. D'après l'opinion d'un savant français que j'ai rencontré au cours de mon voyage à Para, la rivière Yupura relie l'Orénoque au Rio Negro.

— Mais vous ne pouvez pas nous en fournir les preuves. Et ce Français a-t-il voyagé sur le Yupura ?

— Non, mais...

— Ah ! les Français, mon Père, ce sont des gens pleins d'imagination, dit d'un air très supérieur le Père Provincial ; il jeta sur l'échiquier, où la partie restait inachevée, un long regard, mais se reprit aussitôt et demanda : donc, pas de voie d'eau, pas de lac Parima, pas d'El Dorado ?

— Aucune trace de tout cela, Père Provincial.

— Et ces petits objets d'or que l'on peut trouver dans cette région, ces petites lamelles, ces piedra nephritica ? On prétend aussi que le Rio Branco roule des pépites.

— Je n'ai rien découvert, mon Père.

— Eh bien ! dit Ferreira, après un silence lourd de reproche. On ne peut pas dire que vous avez réussi, Pater Pfungst, ou bien ?

— Sauf dans le cas du jeune Indien dont je vous ai parlé tout à l'heure, répondit Pater Anselmus, à qui la colère et l'impatience croissantes donnaient de l'audace. Que l'on me pardonne le péché de présomption, mais je puis affirmer que l'éducation et la formation de ce garçon sont une réussite complète. De plus, je ne suis pas venu à vous les mains vides, mon Père et si vous voulez bien permettre que l'on fasse appeler Manuel, je vous montrerai quelque chose qui peut représenter une valeur beaucoup plus considérable qu'une poignée de petits bijoux d'or ou de pierre verte.

Les trois hommes se penchèrent en avant.

— Et que nous apportez-vous donc ? dit Ferreira.

— Le Père Provincial le verra lui-même dans un instant. C'est une substance qui peut devenir un article d'exportation aussi important et rémunérateur que notre vanille et nos épices et notre cacao et nos bois précieux. Il n'est pas besoin de planter pour l'obtenir, car elle est si répandue dans nos forêts que n'importe quel enfant peut l'y ramasser. Si la Compagnie de Jésus pouvait être la première à exporter et à lancer cette matière...

— Eh bien, au fait, Pater Pfungst ? Quelle est donc cette matière si précieuse ?

— Le Français que j'ai rencontré en emporte des échantillons en Europe, mais si notre Eglise pouvait être la première...

— Ah ! Encore votre Français ! Je n'aime pas les Français, dit Ferreira.

— Il a l'intention de soumettre ses échantillons à l'Académie des Sciences, Père Provincial. Mais ce devrait être à notre Ordre, il me semble, d'introduire cette substance en Europe, car c'est lui qui, au prix d'incroyables souffrances, de labeur et de sacrifices, a pénétré dans ces forêts, qui a enseigné aux Indiens, non seulement notre religion, mais aussi l'art de vivre en communautés pacifiques et de travailler d'une façon utile. N'est-il pas juste que nous bénéficions des richesses qui peuvent être tirées de l'exploitation des forêts ?

— Eh bien ! qu'est-ce donc, parlez ? dit le Père Provincial exaspéré par la lourde éloquence du missionnaire.

— C'est la gomme du *bois qui pleure*, mon Père, que les Indiens appellent « cahuchu » et les Espagnols du Pérou « Jebe ».

— Ah, ça ! la gomme cahuchu... dit le Père Ferreira en se laissant retomber au fond de son fauteuil. L'attention des deux autres hommes se relâcha, la déception était complète.

Dans le silence qui suivit, la porte, à l'autre bout de la chambre, s'ouvrit et Manuel entra, les yeux cloués au sol, car il n'était pas encore remis de sa rencontre avec Euphemia, et les mains crispées sur le panier contenant les précieuses chaussures de gomme qu'il avait fabriquées lui-même.

Sous l'effet de la chaleur du jour, elles avaient fortement mûri et quand, sur un signe du Père Procureur, il plaça le panier sur la table, à côté d'une coupe de fruits, l'odeur qui s'en dégageait tua le délicat parfum des ananas. Ferreira saisit son éventail de feuilles de palmier et l'agita ostensiblement. Manuel, à travers ses cils baissés, promena son regard sur chacun des hommes présents, se demandant auquel d'entre eux il devait baiser la main. Il n'avait jamais vu un prêtre aussi mondain et élégant que le Père Provincial et il envoya un coup d'œil interrogateur à Pater Anselmus, mais ne recevant pas de réponse, il s'inclina rapidement et baisa la main de chacun des trois hommes, non sans un frisson quand ses lèvres se posèrent sur la main blanche et bleue, tachée de rouille et couverte de poils rouges de Senhor Turnbull.

— Tu es Manuel et tu veux entrer dans notre collège pendant deux années préparatoires pour voir si tu peux devenir un novice de notre sainte Compagnie ? demanda le Père Ferreira en latin. Les trois hommes eurent un léger sourire quand Manuel répondit en latin haut et clair, ainsi que Pater Anselmus le lui avait appris : « Oui, mon Père, par la grâce de Dieu et de la Sainte Vierge Marie, je désire me rendre capable de devenir un prêtre et un combattant de notre Grand et Saint Ordre. »

— Pas mal, dit Ferreira, comme s'il goûtait quelque vin jeune et plein de promesse, pas mal du tout. Il se pencha en avant et examina la figure du jeune Indien, mesurant son émotion aux mou-

vements inconscients de sa pomme d'Adam et aux contractions des muscles de sa mâchoire. Je vois que vous avez eu la petite vérole, mon fils ?

— Oui, Père Provincial, pendant la grande épidémie de 1738 et il a guéri comme par miracle, s'empressa de déclarer Pater Anselmus. Il espérait que son supérieur saisirait la profonde signification de ces marques sur la peau de Manuel.

— Vous savez, très cher, combien l'Eglise nous recommande la prudence lorsqu'il s'agit de se prononcer en matière de miracle, dit incidemment le Père Ferreira, et il continua à poser à Manuel d'autres questions. Ce dernier donnait des réponses rapides, claires et correctes que Pater Anselmus enregistrait non sans inquiétude, car il savait combien son élève était habile à tout apprendre par cœur, sans qu'il fût nécessaire pour lui de rien faire passer par le filtre de son esprit ou de son âme. Manuel termina par cette phrase : « De tout cœur, je souhaite devenir le fils et le serviteur fidèle de votre très sainte Compagnie ».

— Oui, je crois que vous pouvez mener ce garçon à notre Recteur demain matin, Pater Pfungst, dit Ferreira, quand il eut fini son superficiel examen. Je vous remettrai une lettre relatant tout ce que vous m'avez appris de Manuel. S'il progresse dans la discipline de notre collège aussi brillamment que vous le supposez, il pourrait, en effet, nous être, par la suite, des plus précieux. Dans tous les cas, vous avez réussi quelque chose de remarquable et je vous en félicite, mon cher Père.

C'était là une musique céleste pour les oreilles du pauvre Pater Anselmus qui, pendant des années et des années ne s'était trouvé en butte qu'à des échecs, des doutes, des reproches de la part des autres et de lui-même. Il regardait son élève avec fierté et tendresse, et ce dernier, sans qu'on le lui eût dit, baisa encore une fois toutes les mains et se retira vers la porte, attendant qu'on lui donnât des ordres. Le Père de Ferreira, fin psychologue et connaisseur pénétrant des faiblesses humaines, ne pouvait deviner le sens secret de cette attitude, ni voir que l'Indien, l'Omagua, tremblait d'impatience de s'en aller retrouver Euphemia.

— Et au sujet de la gomme, Père Provincial ?

— Ah ! oui, la gomme... Le Père de Ferreira commençait à s'ennuyer, son regard s'était dirigé à nouveau vers l'échiquier, spéculatif, absorbé dans l'étude du prochain coup. Le Père Procureur avait en tout cas perdu sa dame blanche. La gomme, dit-il passant du drame de l'échiquier à la très odorante paire de chaussures. Eh bien ! je ne pense pas que cette substance convienne à l'usage des peuples civilisés, je préfère la laisser aux sauvages pour qu'ils en fassent des jouets.

— Manuel en a fabriqué une paire de chaussures, dit le Père en ouvrant la panier d'où sortit une telle bouffée de puanteur que le Père Provincial se précipita sur le petit flacon de sels qu'il gardait toujours à portée de sa main pour éloigner les moustiques.

— Vous ne voulez pas dire des chaussures ? dit-il, les sourcils levés.

— Oui, mon Père, ce sont de vraies chaussures, je les ai dessinées moi-même et en ai confié l'exécution à Manuel. Je dois dire que ce garçon est particulièrement habile dans l'art de travailler la gomme, que sa tribu possède d'ailleurs au plus haut degré. Ce disant, le Père essayait d'arracher les feuilles de bananier qui collaient aux chaussures.

Ce matin encore, quand le missionnaire les avait regardées, leur forme lui avait paru un remarquable exemple de sa propre ingéniosité et de celle de Manuel. Après avoir pris congé du voyageur français à Pauxit, ils avaient passé plusieurs jours dans la forêt à récolter la gomme et à façonner cette première authentique paire de chaussures. Or, à présent qu'il les découvrait devant son supérieur, il ne se sentait plus aussi fier, ni aussi assuré de leur succès. La gomme en séchant après avoir été fumée avait pris une couleur brunâtre et terne qui n'était pas du goût de Manuel. Aussi le garçon s'était-il mis à peindre les chaussures avec l'urucu rouge et l'anil bleu que les sauvages employaient d'habitude pour s'embellir le corps. Mais les fleurs finement dessinées, les oiseaux et les papillons étaient partis par plaques et les feuilles qui enveloppaient l'ouvrage, entortillées et à moitié sèches, avaient collé aux taches d'où la peinture avait disparu. La forme des chaussures était l'aboutissement de longues réflexions et de laborieux discours. Pater Anselmus avait eu une idée très ingénieuse. Au lieu d'enduire de gomme un grand et large pied d'Indien aux doigts en éventail, le Père avait ordonné à Manuel de fabriquer une sorte d'embauchoir en argile, expliquant patiemment au garçon (qui n'avait jamais rien vu de plus élégant que les grossières sandales du Père) ce qu'étaient une chaussure et un embauchoir. Et il ne s'était pas contenté d'un embauchoir grossièrement taillé, il avait exigé qu'il fût étroit, pointu et gracieux, car il savait que le Père de Ferreira était porté à l'élégance et aux mondanités.

l'élégance et aux mondanités. Après avoir brisé et gratté l'argile à l'intérieur des chaussures terminées et séchées, Manuel, de son propre chef, les avait bourrées d'herbe pour qu'elles conservent leur forme admirable. Mais, malgré ces précautions, elles avaient pris un aspect indéterminé et flasque, peu agréable à l'œil. Quand Pater Anselmus essaya de l'enlever, le bouchon d'herbe résista, et alors qu'il tirait pour l'arracher de force, deux cancrelats en surgirent, qui se dirigèrent aussitôt vers la coupe de fruits. Pater Anselmus sentit sa lèvre supérieure s'humecter d'une sueur de honte sous son inculte barbe d'ermite.

— Evidemment, ceci n'est qu'une expérience très grossière, dit-il, en présentant les chaussures à son supérieur, les méthodes pourraient être de beaucoup perfectionnées.

— Elles pourraient l'être en effet, mais je doute que cela en vaille la peine, dit le Père Provincial. Manuel, près de la porte, laissa sortir l'air de ses poumons comprimés en un soupir immense et bruyant. Pater Anselmus lui jeta un rapide coup d'œil. Or ce n'était pas l'angoisse compréhensible d'un artisan ambitieux qui faisait ainsi soupirer le jeune Indien, mais la flamme rapide d'un fichu rouge qui avait passé sous le porche.

— Alors, voilà tout ce que vous m'offrez, au lieu d'une mission florissante, d'un lac charriant des sables d'or et d'une ville couverte de cette précieuse matière. Voilà toutes les richesses que vous me proposez ! dit Antonio de Ferreira, plus amusé que fâché. Et vous me dites le plus sérieusement du monde que notre Compagnie devrait s'inquiéter de cette substance nauséabonde que je ne voudrais toucher qu'avec des pincettes ! Vous êtes un rêveur, très cher.

— Mais, mon Père, si une partie seulement des idées de ce Français s'avèrent exactes, grâce au profit qu'elle retirerait d'une telle exploitation, notre Compagnie pourrait construire, non pas une seule mission, mais des quantités de missions, bégaya Pater Anselmus. Son supérieur le considérait avec ironie et tendresse. Voilà, pensait-il, ce que des années de vie dans les forêts des hautes rivières ont fait de lui. Senhor Turnbull prit les chaussures de mains de Pater Anselmus, les tourna dans tous les sens, les étira, fit claquer la gomme et les rendit au Père sans mot dire.

— Ces prétendues chaussures sont bonnes pour des cannibales et peut-être aussi pour les membres de l'Académie des Sciences, dit Antonio de Ferreira. Ce bon mot lui plut, il le placerait dans sa prochaine lettre à Lisbonne...

Pater Anselmus semblait consterné, il remit les chaussures dans le panier et dit à Manuel de les emporter. Il avait l'air si piteux et désemparé qu'un peu de la hauteur de Ferreira fondit et, bien que l'audience accordée à ce missionnaire malheureux, stupide et arriéré, l'ennuyât mortellement, il le retint beaucoup plus longtemps qu'il n'avait prévu et le traita avec plus de sympathie qu'il n'en ressentait pour lui. Des missionnaires dont la confiance en eux-mêmes était brisée devenaient inutiles, le Père Provincial le savait, et c'est pourquoi il essaya de remonter le moral de Pater Anselmus en exagérant l'impression favorable qu'avait faite sur lui le jeune Indien latiniste, et les mérites de son éducateur. Pater Anselmus dévorait avidement les douces bribes de louanges qui lui étaient décernées, à lui et à son enfant, car c'est ainsi qu'il considérait Manuel, comme son enfant, son fils, le *mien, mon fils...*

*(à suivre.)*

## de Pumaruna-Letts

# *"Pérou : révolution socialiste ou caricature de révolution ?"*

**L'AUTEUR de cet essai, rédigé en décembre 70, est le secrétaire général du Parti Vanguardia Revolucionaria, organisation péruvienne qui se proclame « marxiste-léniniste ». Expulsé en septembre 70 du Pérou par le régime militaire, il tente de tirer le bilan et de déterminer la nature de la junte au pouvoir depuis deux ans.**

**Le verdict de Pumaruna-Letts est sans appel. Analysant les mesures prises par le régime (nationalisations, réforme agraire, coopératives, loi sur les industries), il démontre, preuves à l'appui, qu'il s'agit de mesures au service d'une « évolution bourgeoise » qui ne remet en cause ni le capitalisme péruvien, ni les intérêts à long terme de l'impérialisme.**

**Malheureusement, autant Pumaruna-Letts est à son affaire lorsqu'il s'agit de dénoncer le régime militaire de «gauche» de Lima, autant il est singulièrement confus et vague quant aux perspectives politiques de la révolution péruvienne. A aucun moment, il n'envisage les problèmes de la révolution autrement que par des phrases rituelles sur le « peuple » et les « masses ». Quelle classe dirigera la révolution au Pérou ? Quelles seront les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie ? Il ne fournit pas l'ombre d'une réponse.**

**En outre, si l'auteur nous montre parfaitement en quoi les mesures de réforme agraire et de nationalisations prises par les militaires sont des réformes bourgeoises, il ne nous éclaire absolument pas sur ce qui** distinguerait **une révolution socialiste : quelques nationalisations de plus permettant à l'Etat de détenir plus de capitaux ? Une réforme agraire plus radicale ?**

**En fait, le seul critère qui permettrait de distinguer une authentique révolution prolétarienne d'un Etat bourgeois, c'est le pouvoir de la classe ouvrière à travers ses organes de pouvoir. En notre époque de confusion entre la bourgeoisie nationaliste et le prolétariat, il est triste de devoir répéter cette vérité élémentaire. Mais c'est là une conception qui semble étrangère au « marxiste-léniniste » Pumaruna-Letts.**

**Cette confusion théorique lui crée, d'ailleurs, quelques difficultés, en particulier lorsqu'il s'efforce d'expliquer le soutien enthousiaste de Fidel Castro au régime péruvien :** « Il n'est pas peu surprenant d'entendre le génial conducteur de la révolution cubaine déclarer que tout dépend des militaires... »

**Pumaruna-Letts n'est « pas peu surpris », mais il n'est guère embarrassé — et il s'en sort par des banalités du style** « même Fidel Castro se trompe plus d'une fois... ».

**Mais c'est dans la conclusion que l'on entrevoit le fond de sa position, lorsqu'il écrit à propos du gouvernement Allende au Chili :**

« Là nous avons un gouvernement qui se pose comme un gouvernement progressiste et qui en possède les moyens. Progressiste sans guillemets... Il ne s'agit pas là du « ni capitalisme, ni communisme » du Pérou, mais de marcher vers le socialisme, d'en poser les bases, de défricher le chemin, d'ouvrir les portes, bref de s'en approcher. »

**Cette véritable profession de foi réformiste nous fait plus que douter de la profondeur des tirades « révolutionnaires » qui la précèdent. En fait, que ce soit au Pérou, au Chili ou à Cuba, Pumaruna-Letts ne se place pas sur le terrain du prolétariat, mais sur celui de l'intérêt « national », c'est-à-dire du développement bourgeois.**

Michel VARLET.

*Le général V. Alvarado : un militaire « de gauche » auquel Castro ne ménage pas les éloges.* (Ph. U.P.I.)

*Le visage de la misère et du sous-développement.* (Ph. U.P.I.)

# Entrez dans la danse

## d'Irving Shaw

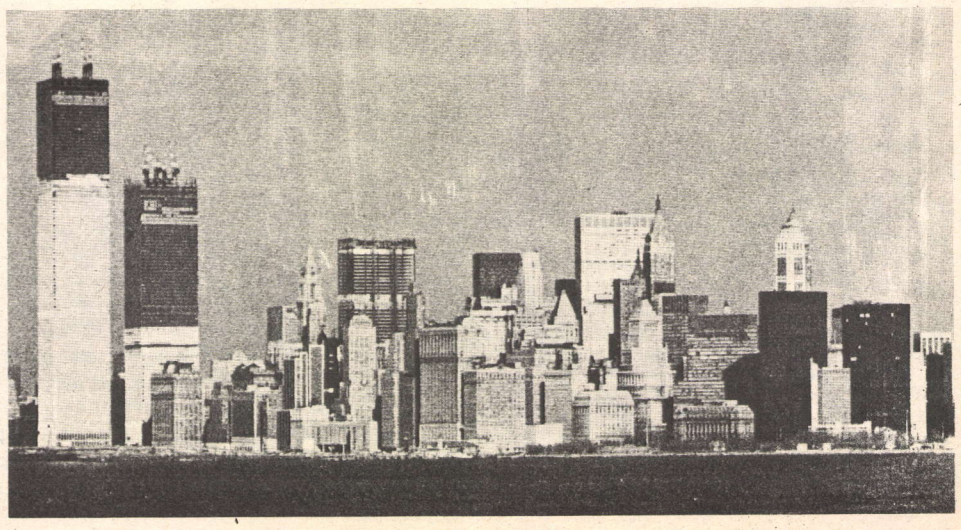
**S**i vous vous laissez aller à cette aimable invitation, vous serez certainement déçus. Il n'y a rien dans cette « danse » qui rappelle tant soit peu **« Le bal des maudits »,** si ce n'est le titre. Autant Irving Shaw avait su au travers de quelques personnages caractéristiques et attachants, faire revivre les moments troubles qui avaient précédé et accompagné la guerre aux U.S.A. et en Allemagne, autant cette « danse », de l'après-guerre à nos jours, est dépourvue d'intérêt.

La technique romanesque est pourtant la même : décrire en suivant les destinées contradictoires d'une famille américaine somme toute typique (immigrés allemands de la deuxième génération) les difficultés, les espoirs, les renoncements de cette génération qui a connu la Corée, le maccarthysme et maintenant le Vietnam et dont les fils, du moins pour certains, sont les contestataires barbus de la « nouvelle société » américaine.

On y trouve l'arriviste, « honnête », conventionnel, à peine moins borné que Babitt, la jeune femme sexuellement détraquée, mais intelligente et terriblement conformiste et bien sûr l' « asocial » qui devient boxeur parce qu'il passe sa rage avec ses poings.

L'arrière-plan historique est à peine esquissé, il est presque sans incidence sur l'évolution des personnages et le bilan final de ces destinées individuelles est celui de l'échec malgré la réussite financière. On le voit rien de très original. C'est en outre bien mal écrit (ou bien mal traduit), ce qui ne facilite pas la lecture.

**C.B.**



# LA NAISSANCE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

LUNDI soir, nous avons pu voir une émission anglaise consacrée à la naissance de l'Etat d'Israël.
C'est à un passé très lointain que nous faisait remonter ce montage de photographies et de bandes d'actualité.

Il était, en effet, nécessaire de remonter à la dispersion du peuple juif, aux humiliations et aux interdictions dont les Juifs eurent à souffrir au long des siècles, à l'antisémitisme toujours virulent au XX[e] siècle, antisémitisme se manifestant aussi bien au travers de l'affaire Dreyfus, en France, que des pogroms, en Europe Centrale, pour comprendre pourquoi les Juifs dispersés en sont venus à aspirer à la naissance d'un Etat à eux, un Etat juif où ils ne seraient plus persécutés.

Et les images des camps de concentration où six millions de Juifs périrent, expliquent, mieux que de longs discours, les raisons qui ont poussé de nombreux Juifs à gagner la Palestine après la guerre et ont exacerbé leur sentiment national.

C'est cet holocauste qui explique l'élan irrésistible vers une « terre promise » où les Juifs aspiraient enfin à échapper à ce monde dément. Par n'importe quel moyen, sur des raffiots prêts à couler, entassés dans de vieux camions, des dizaines de milliers de Juifs ont essayé malgré les Anglais, de gagner la Palestine, et se sont retrouvés pour la plupart dans de nouveaux camps, anglais cette fois, à Chypre...

Ce n'est qu'après une véritable guerre que l'impérialisme anglais s'est décidé à quitter la Palestine et à accepter le plan de division en deux du pays proposé par l'O.N.U. sous la pression des U.S.A. et de l'U.R.S.S. qui espéraient réduire l'influence anglaise au Moyen Orient.

Seulement ces Juifs veulent la Palestine, mais sans les Arabes qui y sont installés et y sont plus nombreux qu'eux. Alors que, lors de l'installation des premiers Juifs en Palestine, les deux communautés, juive et arabe, coexistaient sans trop de problèmes, les rapports s'enveniment vite. L'émission a eu le mérite de rappeler comment, les armes à la main, les Israéliens conquirent sur les Arabes une partie du territoire que l'Etat israélien occupait avant 1967, chassant les Arabes qui restaient — la plupart des autres s'étant enfuis, poussés par la frayeur, sur la rive jordanienne du Jourdain.

Et à tous ceux qui ont vu l'émission, qui ont entendu le récit et vu les images des villages arabes détruits, des femmes et des enfants tués par les bandes armées juives, — car le premier village rasé pendant la guerre de 1948 fut un village arabe — il sera difficile de dire désormais que cette frayeur était injustifiée et que les Arabes n'avaient qu'à rester !

Pourtant l'intérêt de ce documentaire ne réside pas seulement en ce qu'il fait une part aux responsabilités juives mais aussi en ce qu'il montre clairement la responsabilité de l'impérialisme anglais, de tous les impérialismes. Oui, les Juifs sont responsables de la situation actuelle, eux qui, après avoir été chassés de partout, n'ont rien trouvé de mieux que de chasser une autre communauté plus faible qu'eux-mêmes, pour s'assurer un Etat juif bien à eux, bâti sur le sang et les terres arabes.

Mais leur responsabilité n'est pas seule en cause, il y a aussi l'impérialisme anglais, qui, pour maintenir sa domination sur le Moyen Orient, a perpétué sa politique de « balance » entre les deux communautés, pour justifier sa présence en Palestine et qui a quitté la Palestine quand la situation est devenue absolument inextricable !

Il y a aussi celle des pays qui ne leur ont laissé aucun autre choix. L'Angleterre, depuis la guerre, contingente sévèrement l'entrée des Juifs en Israël, parque les clandestins en camps de concentration à Chypre, quand elle ne les renvoie pas à leur port d'origine, comme cela s'est passé pour les passagers de « l'Exodus » ; elle leur interdit l'entrée en Palestine, mais se garde bien de leur proposer de les accueillir en Angleterre ! Les Etats-Unis, la France, peuvent bien critiquer la politique de l'Angleterre, mais se gardent bien de proposer quoi que ce soit qui supposerait un effort de leur part ; le gouvernement français pousse même l'horreur jusqu'à renvoyer en Allemagne les passagers de « l'Exodus ». Aucun pays ne veut des survivants des camps de concentration qui ne peuvent plus vivre dans les pays d'Europe Centrale dont ils sont originaires, parce que six millions d'entre eux y ont péri, victimes de la barbarie nazie. Comment oublier que cette dernière a été la seule solution qu'ont trouvé les capitalistes allemands pour assurer leur domination et leurs bénéfices, et étendre leur empire, après la crise économique de 1929.

Toutes ces responsabilités étaient, soit clairement énoncées, soit nettement suggérées dans l'émission ...

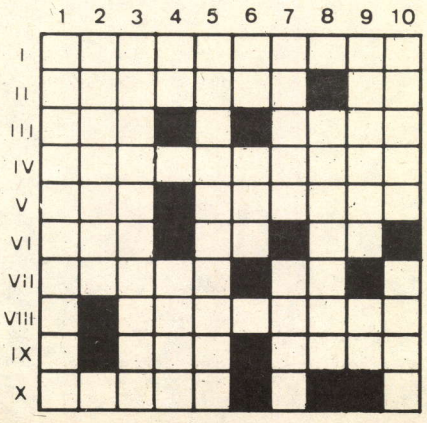
*Repoussés de Palestine par les Anglais, les immigrants de l'Exodus furent ramenés en Allemagne et réinstallés dans un camp.* (Ph. U.P.I.)

Sauf celle des Etats-Unis, qui nous sont présentés comme les défenseurs sans restriction des Juifs... sans que personne fasse remarquer qu'ils sont tout à fait d'accord pour que l'Angleterre cède la Palestine aux Juifs pour établir leur influence au Moyen Orient mais pas du tout d'accord pour les laisser entrer aux USA par exemple : ceux qui désiraient immigrer aux USA ont dû attendre des années leur visa d'entrée...

Il est évident que les sionistes ont trouvé ce film très partial en faveur des Arabes, il dénonce au moins partiellement la politique juive en Israël dans les années d'après guerre, et montre que ce sont les Juifs qui ont introduit en Palestine, contre les Anglais et contre les Arabes, les méthodes terroristes qu'ils reprochent aujourd'hui à ces derniers.

Pourtant, s'il est normal d'éprouver émotion et colère devant le martyre des Juifs, il est normal aussi de se dresser contre eux quand ils appliquent à d'autres, les méthodes qu'on a employée contre eux.

**Sylvie FRIEDMAN.**



**HORIZONTALEMENT.** — I. Travaillent au vert.. — II. Acoster. En liasse. — III. Plat de résistance. Avant le saut. — IV. Adverbe nocturne. — V. Pronom. Son fils fit un beau voyage. — VI. Démonstratif. En finir. Au bout de la rue. — VII. Touchent le bois. Agent technique. — VIII. On en a mangé durant la guerre. — IX. Péché capital ancien. Contre. — X. Portent l'orage.

**VERTICALEMENT.** — 1. Juron. — 2. Donner. — 3. Les poulets y tournent en rond. — 4. Dans un drame. Ses lettres sont dans son chef-lieu. — 5. Pensent que l'esprit prime la matière. — 6. Bout du nez. Mer espagnole. — 7. De bas en haut abrasif. Descend. — 8. Revient au galop de bas en haut. — 9. A l'air gaie. Abréviation automobile. — 10. C'est le travail. Quotidien.

**SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | C | O | N | F | I | S | E | U | R | S |
| II | A | N | O | R | M | A | L | ■ | L | E |
| III | S | T | ■ | A | I | N | S | I | ■ | N |
| IV | S | O | L | I | T | A | I | R | E | S |
| V | E | L | I | S | E | ■ | E | R | G | ■ |
| VI | R | O | T | I | E | S | ■ | I | L | E |
| VII | O | G | R | E | S | ■ | E | T | O | N |
| VIII | L | I | E | R | ■ | I | M | A | G | E |
| IX | E | E | ■ | S | O | L | ■ | N | U | E |
| X | S | ■ | O | ■ | R | E | N | T | E | ■ |

Cinéma

## de J. Losey

# Le Messager

LE Messager *vient d'obtenir le grand prix du festival de Cannes. Et c'est une réussite artistique incontestable à presque tous les points de vue.*

*L'œuvre nous transporte dans le monde de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers de l'Angleterre d'il y a un demi-siècle.*

*Les palais y sont admirables et les intérieurs raffinés. Le spectacle de la nature rappelle certains tableaux des impressionnistes de l'époque.*

*Dans ce cadre enchanteur, une jeune femme de la classe supérieure est secrètement amoureuse d'un des métayers (interprété par Alan Bates). Bien entendu, il n'est pas question que cette passion se montre en public et, d'ailleurs, la jeune Marian (Julie Christie) épousera l'homme de son rang qu'elle doit épouser, bien qu'elle ne l'aime pas.*

Le Messager, *c'est un jeune garçon de treize ans, qui passe ses vacances d'été dans la résidence, et dont les deux amants vont se servir pour échanger leurs messages et leurs rendez-vous.*

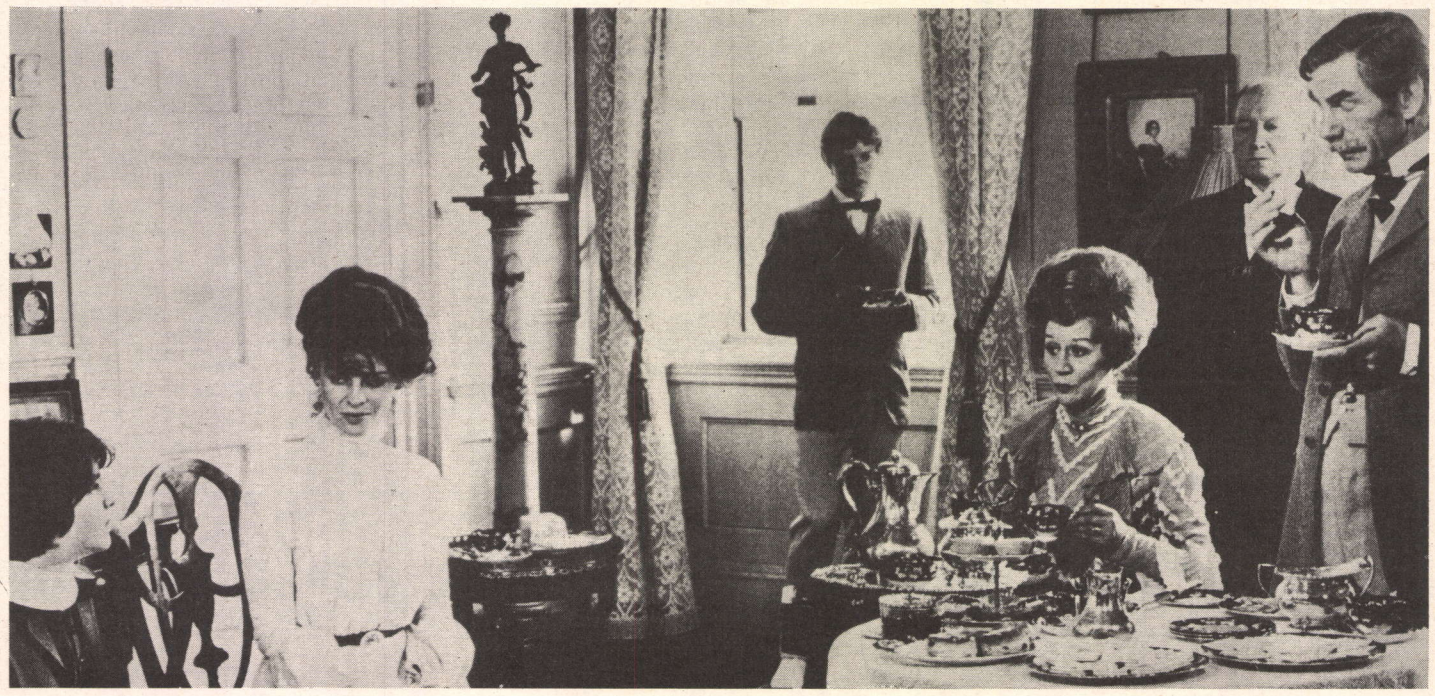
*Cela n'aurait guère d'importance, si le jeune héros n'était à la fois victime d'une passion précoce pour Marian, et horrifié par la découverte de la réalité de l'amour dans le monde des adultes qu'il a peine à comprendre, et qui lui paraît avant tout impur.*

*Losey nous décrit avec une extrême finesse la psychologie et les sentiments des protagonistes. Il n'y a pas de temps morts, ni de gestes ou de silences qui ne soient à leur place. On comprend l'attitude des jurés de Cannes devant ce tableau si réussi.*

*D'où vient cependant un certain ennui au cours du film ? C'est peut-être que ce monde de la haute bourgeoisie, ses problèmes et ses sentiments nous sont, au fond, assez étrangers.*

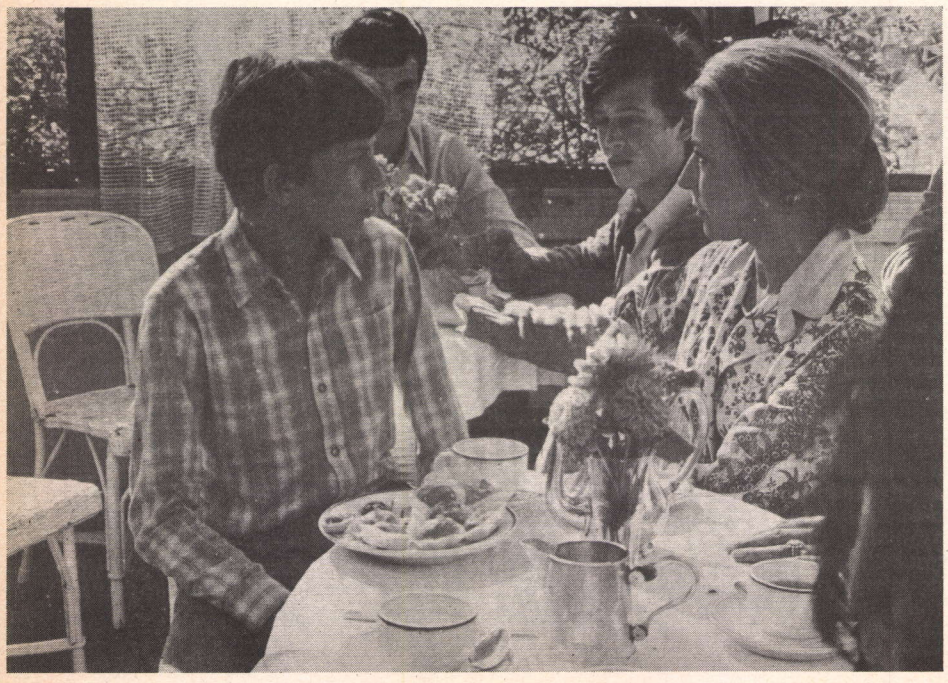
*L'historiette, si joliment polie par Losey, est une très belle réussite esthétique. Il est dommage que le sujet en soit si lointain.*

André VICTOR.



# Le souffle au cœur

## de Louis Malle



PENDANT la guerre d'Indochine, dans une ville de province, un adolescent s'éveille à la vie.
Le film est sympathique : le milieu — bonne bourgeoisie de province — est drôlement décrit. La bourgeoisie éclairée — celle qui lit **l'Express** (celui de l'époque, qui se dressait contre la guerre d'Indochine) et possède les premières télévisions — est bien ridicule.

Mais le film touche surtout par la description des rapports qui existent entre le héros du film et sa mère. Celle-ci est remarquablement interprétée par Léa Massari : belle, chaleureuse, intelligente, vivante... elle adore son dernier-né, qui le lui rend bien.

Louis Malle a su nous faire comprendre comment, insensiblement, à la faveur d'une longue maladie du fils, de l'intimité prolongée dans une chambre d'hôtel, d'une déception amoureuse de la mère, d'une soirée un peu folle, les sentiments de la mère et du fils évoluaient, se faisaient plus profonds et plus tendres...

L'enfant lui consacre une passion qui l'amène à être le seul à pouvoir vraiment la comprendre... et aussi à partager son lit une nuit de 14 juillet.

Au lieu de s'en trouver traumatisés à jamais, tous deux se détacheront de l'acte incestueux pour n'y voir qu'un moment d'une exceptionnelle tendresse. Le film se conclue sur une réconciliation optimiste avec la famille.

On le voit, les aspects irritants n'y manquent pas. Mais cette éducation sentimentale sans aigreur et souvent plaisante arrache finalement la sympathie du spectateur.

**Pierre BUISSON.**

# Morts pour quoi ?

(Photo U.P.I.)

LA mort tragique des trois cosmonautes soviétiques a suscité dans le monde entier, et bien au-delà des frontières de l'U.R.S.S., une émotion qui n'est pas près de s'éteindre. Une émotion qui ne peut se comprendre, aussi, qu'en fonction de ce que le vol de Soyouz II représentait pour des millions d'hommes.

Car c'est par centaines et par milliers que des hommes meurent chaque jour dans des accidents du travail, des accidents de la route, et de bien d'autres façons encore, sans que cela soulève beaucoup d'émotion, en dehors de leurs proches. La mort de Dobrovolsky, de Patsaiev et de Volkov a eu une autre résonance. Parce que depuis plus de trois semaines, ils vivaient sous les feux de l'actualité ? Peut-être en partie. Mais aussi parce que l'expérience à laquelle ils participaient représentait l'un des plus vieux rêves, l'une des plus vieilles aspirations de l'humanité.

C'est parce que le vol de Soyouz II prenait place dans la longue lutte des hommes pour s'affranchir des contraintes de la nature, que des millions d'hommes ont été touchés à ce point par son échec final.

Il s'est évidemment trouvé des gens pour remettre en cause l'utilité de ces vols, « puisqu'il y a des risques ». Mais c'est précisément oublier qu'aucun succès de l'humanité n'a été acquis sans efforts, sans risques, et bien souvent, malheureusement, sans morts. Et les risques que les trois cosmonautes russes ont pris, en connaissance de cause, étaient précisément le genre de risques qu'il ne sera jamais totalement possible d'éviter. Leur vol avait été préparé avec un soin minutieux, même s'il s'avère aujourd'hui qu'un accident technique est certainement à l'origine de la catastrophe, les instruments les plus perfectionnés, les techniques les plus modernes, avaient été utilisés. Et ce qui est criminel, dans cette société, ce n'est pas d'envoyer trois hommes moralement et physiquement préparés à leur mission, et conscients des risques qu'elle impliquait, bénéficiant de tout ce que l'homme a construit de meilleur jusqu'à aujourd'hui, à la conquête de l'espace. Ce qui est criminel dans cette société, c'est les risques aveugles que l'exploitation capitaliste, dans sa recherche effrénée du profit, impose à des millions d'hommes dans leur travail, ou dans leur vie quotidienne.

Non, leurs risques, Dobrovolsky, Patsaiev et Volkov les avaient pris volontairement, en toute connaissance de cause. Et ce n'est pas cela qui est contestable dans l'expérience au cours de laquelle ils ont trouvé la mort.

Ce qui est contestable, c'est que leur mission ne visait pas qu'à la poursuite de buts scientifiques purs, mais qu'elle comportait évidemment des implications militaires, c'est qu'elle contribuait bien plus à la défense des intérêts de la bureaucratie russe qu'à l'émancipation du prolétariat international, et de toute l'humanité. Ce qui est contestable, c'est que les trois cosmonautes russes portaient un uniforme qui s'est tragiquement illustré à Budapest et à Prague.

Car il n'y a que lorsque la révolution socialiste mondiale aura supprimé à jamais l'exploitation, que la lutte des hommes pour se libérer de la nature pourra prendre tout son sens, et se mener effectivement dans l'intérêt de l'humanité toute entière.

F. D.

## BUREAUCRATIE ET INFORMATION

*L'esprit bureaucratique n'est décidément pas mort en U.R.S.S. Alors que les savants et les techniciens soviétiques ont pu savoir, presque immédiatement, la nature du drame qui venait de se jouer, les informations n'ont filtré qu'avec la plus grande parcimonie. Ce n'est qu'au bout de plusieurs heures que la mort des trois cosmonautes a été révélée, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, aucune information officielle n'a été publiée sur les causes de la catastrophe, alors qu'il est absolument certain que la mort de Dobrovolsky, de Patsaiev et de Volkov est due à une défaillance technique (on n'aurait pas incinéré leurs corps si vite s'il s'agissait de quelque mystérieux mal de l'espace).*

*Le seul commentaire officiel auquel s'est livré un haut représentant de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., a été pour dire qu'une enquête était en cours, et que « des sanctions seront prises » !*

*Il faudra sans doute, avant que les informations officielles soient publiées, que Brejnev, éminent expert des questions spatiales, comme chacun sait, ait donné son avis.*

*La bureaucratie russe ne brille décidément pas par la vitesse de sa pensée !*

# La crise pétrolière franco-algérienne

# UN RECUL DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

L'ACCORD pétrolier signé le 30 juin entre la Compagnie Française des Pétroles (C.F.P.) et l'Algérie apparaît comme un incontestable succès pour les Algériens.

D'une part, la nationalisation de la C.F.P. à 51 % réalisée le 24 février dernier est entérinée par la France, et d'autre part la C.F.P. est contrainte d'accepter la quasi totalité des conditions souhaitées par Alger.

Ainsi l'indemnité de nationalisation a été limitée à 330 millions de francs payables en sept ans par l'Algérie, qui recevra en contrepartie 150 millions de francs d'arriérés d'impôts à verser dans un délai de quelques mois. De plus, la C.F.P. devra investir une partie substantielle de ses bénéfices pour développer la production des hydrocarbures sur le territoire algérien.

Il reste maintenant à signer un accord avec la société ELF-ERAP, l'autre compagnie ayant été nationalisée, de la même façon, à 51 %. Un rendez-vous a été pris pour le 19 juillet à ce sujet, et vraisemblablement les conditions seront similaires pour ELF et pour la C.F.P. D'ailleurs, le gouvernement français qui contrôle les deux sociétés (l'une est nationale et dans l'autre, les capitaux de l'Etat sont majoritaires) souhaite, dit-on, un accord du même type.

La grande presse française d'information est restée plutôt discrète à ce propos, alors qu'elle avait mis en vedette la rupture entre Paris et Alger et les mesures de nationalisation. Il lui déplait de reconnaître aujourd'hui que le gouvernement français a dû céder.

Pourtant ce dernier a fait son possible pour faire plier l'Algérie. Il a boycotté depuis plusieurs mois « sa » part de pétrole qui est extraite des puits algériens et qui représente les deux tiers de la production de ce pays. Il a rappelé des techniciens français du pétrole. Il a menacé de procès toute compagnie étrangère qui achèterait ce pétrole à l'Algérie. Malgré tous ses efforts, la France a dû accepter les conditions d'Alger.

C'est qu'en effet l'Algérie disposait de cartes relativement solides : le pétrole algérien représente environ le quart des importations françaises, et son prix de revient dans les ports français est relativement inférieur à celui des pétroles iraniens et autres, à cause de la proximité du Maghreb et de la France.

Ainsi, pour une fois, c'est un pays sous-développé qui parvient dans une certaine mesure à imposer ses règlements et ses tarifs à une grande puissance industrielle, et on ne peut que s'en réjouir.

Dans la quasi totalité des cas ce sont les grandes sociétés impérialistes qui font régner leurs lois sur les pays pauvres, qui fixent les prix, les salaires, en un mot qui les pillent comme elles l'entendent.

Le capitalisme est ainsi fait que les profits sont réservés aux possédants, alors que les producteurs, qu'il s'agisse des ouvriers ou des pays du tiers-monde, doivent se contenter de la portion congrue.

Il aura fallu l'apparition d'un rapport des forces assez inhabituel entre les producteurs de pétroles et les grandes nations industrielles, en général, et entre la France et l'Algérie en particulier, pour que cette dernière puisse arracher des conditions un peu moins iniques que d'ordinaire.

M. Pompidou déclarait philosophiquement dans son dernier discours que la crise franco-algérienne n'avait pas été inutile, en fin de compte, et qu'elle permettait d'y voir plus clair.

Cependant, il aura fallu cette crise pour que l'Algérie obtienne satisfaction et pour que M. Pompidou soit contraint de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

*André VICTOR.*